République Démocratique du Congo

CARITAS CONGO ASBL

Au service
des peuples
et des nations

ETUDE INDEPENDANTE SUR L'ALIGNEMENT DU BUDGET 2018 DE L'ETAT CONGOLAIS AUX OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Conduite par Caritas Congo Asbl

Avec l 'appui du PNUD



Kinshasa, Novembre 2019

République Démocratique du Congo

ETUDE INDEPENDANTE SUR L'ALIGNEMENT DU BUDGET 2018 DE L'ETAT CONGOLAIS AUX OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Conduite par Caritas Congo Asbl

Avec l 'appui du PNUD

Kinshasa, Novembre 2019

Table des matières

Préface....4
Avant-propos....6
Executive summary....7
Résumé exécutif....9
Sigles et Acronymes....12
Liste des tableaux....13
Liste des figures....14
Introduction....15

Chapitre 1.Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 : Contenu, enjeux et perspectives....18
1.1 Des résultats des OMD....18
1.2 Contenu de l'agenda 2030 de développement durable en bref....21
1.3 Etat de mise en œuvre à ce jour....23
1.4 Financement des ODD....26
1.5 Obligation de rapportage et de redevabilité....1
Conclusion du chapitre 1....

Chapitre 2. Présentation du budget 2018....3
2.1. Considérations générales....3
2.2. Recettes....5
Les recettes fiscales....7
Les recettes des douanes et accises....17
Les recettes non fiscales....19
2.3. Dépenses....11
Conclusion du chapitre 2....15

Chapitre 3. Caractère pro-ODD du budget 2018....17
3.1 Considération narrative....17
3.2 Cartographie budgétaire des ODD....19
3.2.1 Allocation budgétaire par ODD et 5P....20
3.2.2 Alignement du budget par cibles priorisées....21
3.2.3 Alignement du budget aux ambitions des ODD....22
3.3 Planification, redevabilité et performance....24
3.3.1 Cadre programmatique pro-ODD....24
3.3.2 Elaboration et négociation budgétaire pro-ODD....25
3.3.3 Performance budgétaire et redevabilité....28
Conclusion du chapitre3....29

Chapitre 4. Politique budgétaire congolaise au service des ODD ?....31
4.1 Évolution récente de la situation budgétaire et formes de la politique budgétaire....31
4.2 Tendances de la politique et de la performance fiscales....34
4.3 Évaluation des recettes non fiscales....36
4.4 Administration fiscale....38
4.5 Viabilité budgétaire et soutenabilité budgétaire....39
Conclusion du chapitre4....40

Chapitre 5. Conclusion générale et recommandations....43
Bibliographie....48
Annexes....51
Annexe 1. Package prioritaire des ODD élargi....51
Annexe 2. Cartographie des allocations votées et exécutées par ODD....65
Annexe 3. Allocation budgétaire des cibles-ODD priorisées....66
Annexe 4. Classification des ODD par ministère....69
Annexe 5. Cyclicité de la politique budgétaire en RDC....71
Annexe 6. Comité d'élaboration....72

Préface

En septembre 2015, les Chefs d'Etat et de Gouvernement de 193 Pays Membres des Nations-Unies (NU) ont adopté au cours de la 70ème Assemblée Générale (AG) des NU, la résolution n° 70/1 portant sur l'Agenda 2030 de développement durable. Cet Agenda est une réponse ambitieuse et un engagement ferme des dirigeants mondiaux à relever, d'ici 2030, les défis de la pauvreté, des inégalités, des changements climatiques, de la gestion durable des ressources, de l'accès aux infrastructures socioéconomiques de base, de l'inclusivité, de la croissance, et de l'emploi, de la gouvernance, de la paix et de la sécurité, auxquels le monde est confronté. Les Nations Unies affirment clairement que ce programme de développement durable ainsi adopté dernièrement est un plan d'action pour l'humanité, la planète et la prospérité.

Tous les pays y ayant souscrit se sont engagés à mettre en œuvre ce programme de développement durable – à travers notamment leurs cadres budgétaires et de planification nationale – et à faire le rapportage des progrès réalisés tous les ans (à titre facultatif), au cours des Forums Politiques de Haut Niveau sur les ODD se tenant au siège des NU à New York, et tous les cinq ans (à titre obligatoire), au cours de l'Assemblée Générale correspondante des NU. La République Démocratique du Congo, l'un des pays les plus pauvres au monde en dépit de ses énormes ressources naturelles, est, ainsi, naturellement concernée. Aussi, en octobre 2016 dans la préface du rapport national sur la contextualisation et la priorisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) en République Démocratique du Congo (RDC), M. Matata Ponyo, alors premier ministre affirme l'importance des ODD pour l'émergence du pays. Il note, en effet, que « Les ODD permettent au gouvernement d'intensifier les précédents efforts et d'amorcer une nouvelle dimension de réformes devant conduire à la profonde transformation de l'économie nationale en vue de son émergence en 2030, avec comme corolaire l'amélioration sensible et durable du bien-être des populations ». Il souligne, dans le même texte, que « Les conclusions de ce rapport, qui affine les cibles des ODD priorisées par la RDC et donne uneestimation du niveau de financement nécessaire à l'atteinte desdites cibles, seront consignées dans le prochain Plan National Stratégique de Développement (PNSD) 2017-2021, dont la mise en œuvre impliquerait plusieurs actions et réformes directement liées aux cibles prioritaires ainsi définies afin de consolider la croissance économique, combattre la malnutrition, favoriser la création d'emplois et préserver l'environnement. ». Il est encourageant pour Caritas Congo Asbl comme membre de la Société civile de noter que l'objectif 17, figure parmi les objectifs de développement durable prioritaires en RDC. Il consiste, tel que repris par la RDC, à « Revitaliser le partenariat mondial au service du développement soutenable et renforcer les moyens de ce partenariat »

Il ne saurait, naturellement, en être autrement car, quand bien-même la réalisation et le suivi de ces engagements internationaux (mise en œuvre, suivi des progrès

réalisés, rapportage) relèvent, principalement, de la responsabilité des Etats signataires, ainsi que des NU, cela n'exclut pas le contrôle citoyen et l'implication active des Organisations de la Société Civile (OSC) et autres acteurs non étatiques.

Caritas Congo Asbl, partage, en effet, avec les Nations Unies, la conviction que l'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions, y compris l'extrême pauvreté, constitue le plus grand défi auquel l'humanité doit faire face, et qu'il s'agit d'une condition indispensable pour la réalisation d'un développement durable.

L'option préférentielle pour les pauvres prônée par l'Eglise Catholique trouve son fondement dans cette préoccupation. Cette option compte parmi les principes qui sous-tendent les orientations des interventions et des stratégies des Caritas à travers le monde, y compris la Caritas Congo Asbl. La complexité de la pauvreté impose que le Réseau national de Caritas agisse de concert avec les autorités de la République Démocratique du Congo ainsi qu'avec celles detous les pays et toutes les parties prenantes dans la mise en œuvre de ce plan d'action.

Dans cette perspectives, Caritas Congo Asbl comme partenaire du Gouvernement congolais dans tous ses secteurs d'intervention se sent concernée et reste plus que disposée à apporter sa pierre à la mise en œuvre de ces ODD en République Démocratique du Congo. Elle veut, concrètement, « participer à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation des ODD en RDC, en Afrique et dans le monde. » Elle a déjà ainsi contribué, par son implication dans la création du Collectif pour les ODD, en RDC, CODD2030 en sigle, à impulser et à susciter la coordination des contributions et la participation des organisations de la Société civile à des actions communes par le développement d'initiatives concertées de plaidoyer et de suivi des ODD, le renforcement des capacités des organisations membres, la facilitation synergique entre les différents acteurs membres de cette plateforme, suivant une demarche d'approche holistique, intégrée et inclusive.

C'est dans ce cadre que CARITAS CONGO ASBL – dont la mission centrale lui confiée par l'Episcopat Congolais portant sur la dispensation de la charité de l'Eglise aux pauvres – a lancé le projet de cette étude indépendante en vue de s'assurer que l'Etat congolais remplit ses engagements susvisés et se situe sur la bonne trajectoire vers l'atteinte des ODD à l'horizon fixé. En substance, elle s'est proposée, avec l'appui du PNUD, de mener une étude indépendante portant sur l'alignement du Budget 2018 aux priorités nationales ODD, en vue d'examiner si celui-ci s'est attaqué avec efficacité aux problématiques de la pauvreté, des inégalités, de l'accès des populations aux services sociaux de base (eau, électricité, assainissement), du genre, de l'environnement, de la gestion durable des ressources naturelles, de l'inclusivité de la croissance économique, etc.

Cette étude se situe dans le prolongement de l'atelier qu'elle a organiser du 28 au 29 juin 2018 au Centre d'Accueil Caritas à Kinshasa, en collaboration avec le Collectif pour les Objectifs de Développement Durable, CODD2030 en sigle et l'ap-

pui de CAFOD, intitulé « Atelier d'échanges sur le partenariat et le rôle de la Société Civile dans la mise en œuvre des ODD. Cet atelier avait connu, déjà, la participation du PNUD, de l'Observatoire Congolais du Développement Durable, des délégués de certains ministères sectorielles et des OSC impliquées dans le suivi de la mise en oeuvre des ODD.

Ce rapport présente, le condensé de cette étude et de ses principaux constats. En substance, il en ressort que le degré d'alignement du budget 2018 du Gouvernement congolais aux priorités nationales ODD demeure quasiment inexistant. Aussi l'étude propose-t-elle des recommandations structurelles et correctrices pour l'alignement efficace des Budgets de l'Etat congolais sur ses priorités ODD de manière claire et pertinente. L'importance de ces recommandations est telle qu'elles devraient qu'elles requièrent une action véritablement citoyenne pour leur mise en œuvre afin de permettre au Gouvernement congolais de remplir les engagements pris dans le cadre de l'adoption des ODD de l'Agenda 2030.

Boniface NAKWAGELEWI ata Deagbo

Secrétaire Exécutif
Caritas Congo Asbl

Avant-propos

L'Agenda 2030 de développement durable est une réponse ambitieuse de la Communauté internationale destinée à relever les défis structurels multiformes de développement auxquels le monde est confronté. Au cœur de cette réponse se trouve l'engagement de la Communauté internationale d'éliminer d'ici 2030 la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions, de lutter contre les discriminations et les inégalités, de protéger la planète et ses ressources, et de construire des sociétés pacifiques et inclusives qui ne laissent personne derrière.

La République démocratique du Congo a souscrit à cet agenda en septembre 2015 et s'est engagée non seulement à le mettre en œuvre – à travers notamment ses politiques et cadres budgétaires annuels – mais aussi à faire le rapportage des progrès réalisés. Certes, le suivi et le rapportage de cet agenda relèvent principalement des Etats signataires et des Nations Unies, mais il n'en reste pas moins vrai que le contrôle citoyen et l'implication active des Organisations de la Société Civile (OSC) et autres acteurs non étatiques s'avèrent importants à plus d'un titre.

A cet égard, le Programme des Nations -Unies pour le Développement (PNUD) salue à sa juste valeur l'initiative de Caritas Congo Asbl de conduire cette étude indépendante sur l'alignement du budget de l'Etat aux priorités nationales ODD, qui vise principalement à s'assurer que la RDC respecte ses engagements internationaux relatifs aux ODD et se positionne sur la bonne trajectoire vers leur atteinte à l'horizon fixé.

Les résultats de l'étude montrent globalement un faible alignement du budget 2018 aux priorités ODD. En effet, bien que des progrès budgetaires aient été constatés dans les ODD 1-5-10-16-17, les crédits budgétaires alloués aux autres ODD sont demeurés en deçà de leur niveau optimal. Par-delà ce déficit, l'intérêt de l'étude réside toutefois dans la pertinence et la qualité de ses recommandations. L'étude propose en effet des pistes de formulation des cadres budgétaires orientés sur les ODD et des stratégies d'alignement des investissements publics sur les ODD, qui contribueront, nous en sommes persuadé, à améliorer le niveau d'alignement des budgets ultérieurs aux priorités ODD.

Le PNUD félicite tous les Experts qui ont contribué à la rédaction et à la validation technique de cette étude. Il remercie aussi Caritas Congo Asbl, et, à travers elle, toutes les ONG et OSC, pour leur engagement dans la mise en œuvre et suivi des ODD.

Dominic SAM

Représentant Résident / PNUD

Résumé exécutif

La République Démocratique du Congo (RDC) a souscrit en septembre 2015, en même temps que les autres nations de la planète, au nouvel Agenda international de développement durable connu sous le label d'Objectifs de Développement Durable (ODD). En fonction de ses priorités de développement et de son contexte national, la RDC s'est choisie ses cibles et indicateurs prioritaires ODD et les a intégrés dans ses politiques et cadres de planification de moyen et de long termes. Etant donné sa complexité et son ambition plus importante que celles ayant sous-tendu les OMD, la réalisation de cet Agenda exige naturellement une mobilisation accrue des ressources disponibles. Le budget de l'Etat apparait ainsi comme un instrument majeur de mise en œuvre des ODD, bien que le secteur privé et les financements extérieurs publics et privés occupent aussi une place de choix.

Le présent Rapport fait le point sur l'état actuel du financement intérieur public de l'Agenda 2030 de développement durable. En particulier, il analyse la nature et les articulations du budget 2018 afin de s'assurer de son degré d'alignement sur les ODD. Il ressort de ce rapport que :

1. La République démocratique du Congo a fait des ODD le principal levier de son action de développement. Leur mise en œuvre effective devrait lui permettre d'amorcer le virage social et la transition vers le développement durable. Mais la contrainte des ressources, en particulier publiques (12% du PIB en moyenne contre 22% du PIB en Afrique subsaharienne), semble hypothéquer ses chances de succès. Ainsi, au rythme actuel, sans reformes fiscales majeures (TVA, fiscalité minière, lutte contre la fraude fiscale, etc.), la RDC a peu de chance d'atteindre les ODD à l'horizon 2030. Elle n'a qu'un score moyen de 40,6 sur 100 entre 2016 et 2019 contre une moyenne de 50,1% pour l'Afrique sur l'indice ODD de Bertelsmann Stiftung et Sustainable Development Solutions Network (SDSN). Elle est classée 154ème sur 156 pays en 2019.

2. Au niveau macro-budgétaire, les dépenses publiques totales votées (Budget général 2018) sont évaluées à 12,9% du PIB, soit 5,6 milliards USD. Evaluées par rapport aux ressources internes votées, elles ne représentent que 8,4% du PIB, confirmant, comme relevé précédemment, une lourde contrainte des ressources internes pour le financement de développement. Les dépenses d'investissement sur ressources propres se situent à un niveau critique de 1,5 % du PIB (2018), contre une moyenne de 10 à 14% du PIB en Afrique subsaharienne). S'agissant des dépenses publiques effectivement exécutées sur ressources internes, elles se situent à seulement 8 % du PIB. Ces niveaux critiques des dépenses publiques exécutées – en particulier des dépenses d'investissement sur ressources propres – ne sont pas de nature à soutenir la dynamique de croissance nécessaire à l'atteinte des objectifs de développement durable à l'horizon fixé.

3. La cartographie et l'analyse des dépenses budgétaires votées et exécutées dédiées à chaque ODD par rapport aux dépenses totales indiquent que le Budget 2018 n'est pas pro-ODD autant qu'il devrait l'être. D'abord, seules 57,9% des cibles priorisées sont reflétées dans le budget 2018. Secundo, en termes d'allocations votées affectées à chaque ODD, outre les ODD 1-5-10-16 et 17 pour lesquels des progrès budgétaires sont constatés, les autres ODD restent sous financés. Tertio, lorsqu'on considère les allocations budgétaires effectivement exécutées, les cinq ODD cités précédemment restent en tête en termes des dépenses budgétaires y dédiées, mais à un niveau largement inférieur (environ 10 à 20% de moins par rapport au budget voté). La conjonction de ces deux faits (sous financement budgétaire des ODD et fortes divergences entre les allocations budgétaires ODD votées et exécutées exprimées en pourcentage des dépenses totales) contrarie la mise en œuvre efficace des ODD. Par ailleurs, du point de vue narratif, le budget 2018 n'est pas pro-ODD. Aucun document relatif à ce Budget ne fait mention explicite de cet Agenda 2030. Aussi, ce budget est à la base d'un certain conflit entre les différentes affectations de ressources.

4. Les allocations budgétaires 2018 octroyées aux secteurs catalytiques ODD (Santé, Education, Protection sociale, Infrastructures, Agriculture et Sécurité Alimentaire, Ecosystèmes et biodiversité, Statistiques et Humanitaire) ne sont pas ambitieuses. Ces allocations sont largement inférieures aux seuils minimaux du financement public optimal de ces secteurs pour atteindre les ODD : Santé (1,59% voté contre 39,24% considéré comme optimal); Education (13,14% contre 53,39%) ; Protection sociale (0,08% voté); Agriculture et sécurité alimentaire (1,6% voté contre 47,6%) ; Ecosystèmes et biodiversité (0,6% voté contre 6,05%); Statistique (0,02% contre 1,18%) ; Humanitaires (0,3% contre 17,8%).

5. Le budget 2018 n'est ni dans la logique de budget-programme ni ancré dans un plan national. La Loi des Finances publiques de 2011 prévoyait de passer au budget-programme le 1er janvier 2019. Malheureusement, le moratoire sollicité en juin au Senat va repousser cette concrétisation en 2023, à sept ans de la fin de l'échéance de l'Agenda 2030. D'autres principes sont également enfreints : budget basé sur les résultats, indiscipline budgétaire, faiblesse de transparence, etc.

6. La politique budgétaire et fiscale en RDC n'est pas non plus pro-ODD, pour au moins trois raisons. Premièrement, les recettes publiques présentent une tendance à la baisse. Ceci est sans doute la preuve de l'inefficacité aussi bien de la politique fiscale que de l'administration fiscale. Deuxièmement, la politique budgétaire est acyclique. En conséquence, elle amplifie l'instabilité macroéconomique et ne permet guère une allocation optimale de ressources. Troisièmement, malgré une certaine viabilité et soutenabilité budgétaire, une tratégie d'endettement public devra être mise à contribution pour mobiliser davantage de ressources utiles pour les infrastructures et la réalisation des ODD en tenant compte de la dynamique du marché et de l'économie.

7. Etant donné le caractère très insuffisamment pro-ODD du Budget 2018, ce rapport suggère plusieurs pistes pour changer la situation notamment : (i) la mise en route des cadres d'accélération des ODD transformationnels (ODD 3-4-5-6-7-9-16) pour contourner la contrainte des ressources ; (ii) la mise en œuvre des réformes fiscales majeures (recadrage de la réforme de TVA en mettant en place un taux unique et des procédures efficaces de collecte de la TVA, application effective de la fiscalité minière, réduction des exonérations, etc.) ; (iii) la mise en place d'un système d'arbitrage d'allocations budgétaires en fonction des ODD ; (iv) la publication annuelle d'un Rapport budgétaire pro-ODD ; (v) l'appropriation du cycle budgétaire par la société civile, qui devrait participer à la définition des priorités budgétaires, à l'élaboration du budget, et en exercer un contrôle citoyen rigoureux ; (vi) reformer la nomenclature budgétaire, en s'inspirant des best practices des autres pays pionniers, en migrant vers un système mixte comme au Ghana (Budget ODD et Budget ordinaire).

Sigles et Acronymes

BCC	Banque Centrale du Congo
CONEPT	Coalition Nationale pour l'Education Pour Tous
CPCM	Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique
DSCRP	Document de la Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté
FPHN	Forum Politique de Haut Niveau pour le développement durable
FC	Francs congolais
OCDD	Observatoire Congolais du Développement Durable
ODD	Objectifs de Développement Durable
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PIB	Produit Intérieur Brut
PNSD	Plan National Stratégique de Développement
PNUD	Programme des Nations-Unies pour le Développement
PPD	Plan Provincial de Développement
PPTE	Initiative Pays Pauvres Très Endettés
RDC	République Démocratique du Congo
RNB	Revenu National Brut
SSEF	Stratégie sectorielle de l'éducation et de la formation
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
USD	United States Dollar (Dollar américain)
WDI	World Developement Indicators

Liste des tableaux

Tableau 1.1 Coût annuel moyen des investissements nécessaires à l'atteinte des ODD en RDC
Tableau 2.1. Principaux indicateurs macroéconomiques 2017-2018
Tableau 2.2. Tableau-synthèse du budget 2018
Tableau 2.3. Prévisions et réalisations des recettes budgétaires en 2018 (en milliards de CDF)
Tableau 2.4. Recettes domaniales, administratives et de participation par services collecteurs
Tableau 2.5. Dépenses publiques par grandes fonctions (en milliards de CDF)
Tableau 2.6. Exécution budgétaire par Ministère
Tableau 4.1 Risques de surendettement des pays africains

Liste des figures

Figure 1.1. Agenda inachevé des OMD en RDC
Figure 1.2. Réactions des congolais à l'enquête My World
Figure 1.3. Les 17 Objectifs de Développement Durable
Figure 1.4. Dimensions du développement durable dans les ODD
Figure 1.5. Evolution des indices ODD de la RDC et de l'Afrique
Figure 1.6. Différence OMD et ODD
Figure 1.7. Provinces localisées
Figure 1.8 Estimation des besoins en dépenses pour les indicateurs clés en matière de santé, d'éducation et d'infrastructures (en 2016)
Figure 2.1. Structures des recettes courantes
Figure 2.2. Structure des recettes des douanes et accises
Figure 2.3. Prévision et réalisation des recettes de la DGDA
Figure 2.4. Structure des recettes de la DGRAD
Figure 2.5. Structure des dépenses de l'Etat par grande fonction
Figure 2.6. Structure des dépenses par rubrique budgétaire
Figure 2.7. Répartition des dépenses par Administration
Figure 3.1 Cartographie des allocations votées et exécutées par ODD
Figure 3.2 Allocation budgétaire en fonction des 5P
Figure 3.3 Lisibilité des ODD par cible dans le budget
Figure 3.4. Désalignement budgétaire en fonction des ambitions des ODD
Figure 3.5 Opportunités de participation du public dans le cycle budgétaire
Figure 3.6 Indiscipline budgétaire par ODD
Figure 3.7 Evolution de la transparence du Budget
Figure 4.1. Evolution de la situation budgétaire
Figure 4.2 Marge de manouvre budgétaire
Figure 4.3 Evolution des recettes fiscales
Figure 4.4. Evolution de la structure fiscale (% des recettes courantes)
Figure 4.5 Recettes provenant des ressources naturelles (en % du PIB)
Figure 4.6. Evolution de l'effort fiscal corrigé de la vulnérabilité
Figure 4.7 Encours de la dette extérieure, 2009-2017

Introduction

Après quinze années de mise en œuvre du Pacte du Millénaire pour le Développement – connu également sous le label des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) – avec comme objectif majeur de faire reculer de moitié la pauvreté à l'horizon 2015, la République Démocratique du Congo (RDC) a souscrit en septembre 2015, en même temps que les autres nations de la planète, au nouveau Programme de développement durable à l'horizon 2030, connu sous le vocable d'Objectifs de Développement Durable (ODD). Cet Agenda 2030 est un plan d'action mondial pour l'humanité, la planète et la prospérité pour les 15 prochaines années[1] . Chaque Etat, en fonction de ses priorités nationales et de son niveau de développement, est libre de se choisir ses cibles prioritaires des ODD et de décider de la manière dont celles-ci devront être prises en compte dans ses politiques et cadres de planification de moyen et long termes.

Etant donné sa complexité et son ambition plus importante que celles des OMD, la réalisation de cet Agenda exige naturellement une mobilisation accrue de recettes. A propos, quand il s'agit de la RDC, le défi est davantage énorme. En effet, les évaluations à minima tablent sur un investissement total pour l'atteinte des ODD de l'ordre de 32 milliards de dollars américains l'an (Ministère du Plan, 2016), répartis entre l'Etat et le secteur privé, soit respectivement 18,4 milliards de USD et 13,3 milliards de USD. Dans l'entre-temps, le budget national, à son plus haut niveau de ces dernières décennies, n'a jamais dépassé 8 milliards USD. Qui plus est, les recettes totales (dons y compris) représentent en moyenne près de 13% de la richesse nationale, mesurée par le Produit Intérieur Brut (PIB). Quant au coût d'investissement minimal pour réaliser cet Agenda 2030, comme susmentionné, il représente plus de 50% du PIB.

Au-delà du coût de la réalisation de l'Agenda, un autre défi a été observé au cours de la période visée par cette étude. Il s'agit de l'organisation des élections. En effet, l'incertitude électorale de ces dernières années, couplée à la montée des tensions politiques, a visiblement cassé l'élan du pays dans la mise en œuvre des ODD. Dans ce contexte, il s'avère sans doute nécessaire à la société congolaise, particulièrement la société civile, de s'interroger sur la marche du pays vers les ODD afin de s'assurer de la volonté politique à concrétiser cet engagement international dont dépend le futur d'un grand-nombre de congolais, si pas de tous les congolais. Il ne fait plus de doute que l'analyse du budget national constitue évidemment la porte d'entrée.

Car, rappelons-le, la nature et l'articulation du budget permettent de s'assurer effectivement de l'alignement des ambitions nationales à l'aune des priorités nationales ODD. Cependant, il n'en demeure pas moins vrai que la mise en œuvre de l'Agenda 2030 n'est pas seulement une question de mobilisation et d'allocations de ressources. Bien plus, il s'agit aussi bien des questions financières, de réglementation que de consensus sociétal, etc. Toutefois, les considérations budgétaires constituent le focus de ce rapport.

1. A dater de 2016, année du début de la mise en œuvre.

Conduire une étude indépendante du budget est une meilleure initiative afin d'armer la société civile dans son engagement citoyen à pousser les nouveaux décideurs à s'amender ou à tenir le cap, le cas échéant. L'objectif général de l'étude est de s'assurer du caractère pro-ODD du Budget 2018 (voté et exécuté). Il s'agit principalement de vérifier le degré de l'alignement du budget 2018 sur les priorités nationales des ODD et de formuler des recommandations structurelles et correctrices pour les budgets à venir.

Techniquement, ce rapport manipule des données de nature diverse et de sources multiples. Il utilise les données secondaires et administratives. Ces données proviennent autant de bases de données internationales que nationales. Au niveau national, ce rapport croise les données des administrations différentes ou de multiples services spécialisés, notamment de la Banque centrale du Congo, des DEP du Ministère du Budget, du Plan et des Finances. A partir de ces différentes données, les calculs sont produits sur base d'outils statistiques.

Par ailleurs, étant donné qu'il n'existe pas un catalogue sur le processus de l'alignement budgétaire aux ODD au niveau des Nations-Unies, la technique la plus évidente est d'utiliser la documentation sur des « **best practices** » faisant consensus à travers le monde pour les comparer à la pratique congolaise afin de dégager le degré d'alignement du budget 2018 à l'aune des ODD.

En effet, la pratique de l'alignement du budget est de plus en plus présente. Ainsi, par exemple, de 2016 à 2017, sur les 64 Etats volontaires ayant soumis une revue nationale lors des sessions du Forum politique de haut niveau, 23 ont indiqué qu'ils avaient mis en place des mesures afin de plaquer le budget aux ODD. Sur le plan méthodologique, au-delà de la documentation, cette étude repose également sur des entretiens semi-structurés avec certains experts nationaux aussi bien du Ministère du Plan, des Finances que du Budget.

Fort des données collectées et des constats dégagés, cette étude peut améliorer le débat sur le budget et jouer un rôle dans la mise en œuvre des ODD en offrant une orientation précise. Elle intéresse autant les universitaires que le gouvernement aussi bien national que provincial. La société civile comme les organisations privées constituent également la cible de cette étude. Les partenaires techniques et financiers y trouveront également des éléments sur lesquels s'appuyer pour aider les gouvernements aussi bien provinciaux que national dans leur processus budgétaire pro-ODD.

Ce rapport se décline en quatre chapitres, entourés d'une introduction et d'une conclusion, adossée aux recommandations. Le premier chapitre rappelle sommairement l'Agenda 2030. Le deuxième présente le budget 2018. Le troisième chapitre renseigne sur le caractère pro-ODD dudit budget. Enfin, le dernier chapitre analyse rapidement dans quelle mesure la politique budgétaire est au service du financement du développement durable (ODD).

Chapitre 1.

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 : Contenu, enjeux et perspectives

Une incidence de la pauvreté très élevée, des inégalités des revenus très présentes, des fortes prévalences de certaines maladies telles que la tuberculose et le paludisme, une forte mortalité maternelle, infantile et néonatale, telle est la description rapide de la situation socio-économique de la RDC. Toutefois, le pays a enregistré des progrès, bien que limités, au cours des dernières années. La forte croissance économique et la relative stabilité du niveau général des prix ont permis au Gouvernement d'amorcer certaines reformes clés notamment dansl'éducation et la santé. Ces progrès ont été consécutifs à l'adoption, par la RDC, de certains engagements, notamment la Déclaration du Millénaire relative aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Il existe des preuves de progrès plus rapides que prévus dans l'amélioration de la qualité de la vie dans les pays en développement depuis la Déclaration du Millénaire. Fort de ces résultats, la Communauté internationale, à l'échéance des OMD, a adopté un nouvel Agenda de développement, le Programme de Développement Durable à l'horizon 2030 (Agenda 2030) instituant les Objectifs de Développement Durable (ODD).

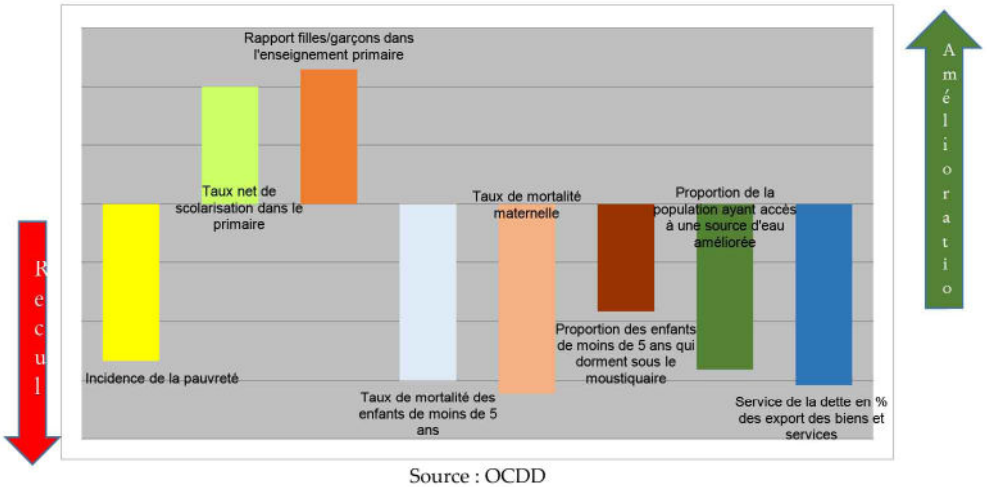
Le présent chapitre présente le contenu de ce nouvel Agenda, ses enjeux, ses défis et les perspectives qui en découlent. Sa première section présente l'Agenda des OMD, principalement les principaux résultats obtenus. S'appuyant sur ces résultats, la deuxième décrit le contenu du nouvel Agenda. L'état actuel de la mise en œuvre par la RDC de ce nouvel Agenda est, quant à lui, abordé dans la troisième section et la quatrième discute du coût de financement de l'Agenda. La cinquième section traite des obligations du reporting et de la redevabilité. Enfin, une conclusion termine le chapitre.

1.1 Des résultats des OMD

La Communauté internationale a adopté en 2000, sous les auspices des Nations-Unies, la « Déclaration du Millénaire pour le développement » dont l'objectif unique était de travailler à éradiquer l'extrême pauvreté dans le monde dans un délai de 15 ans. Les huit OMD, qui en ont constitué la trame, représentaient ainsi un engagement global en vertu duquel les pays s'étaient engagés à mobiliser et à mutualiser leurs efforts en faveur de l'éradication de la pauvreté. Ce processus était basé sur un partenariat international fort et dynamique porté par une vision largement partagée de la problématique du développement pour tous les citoyens du monde. La mise en œuvre des OMD a permis à plusieurs pays d'enregistrer des avancées importantes dans un certain nombre de domaines. A leur échéance en 2015, des millions de personnes sont sorties de la pauvreté et le niveau de vie s'est sensiblement amélioré, bien que le bilan global soit jugé mitigé.

Pour ce qui concerne la RDC, le pays n'a pas réalisé les progrès attendus dans plusieurs domaines malgré les efforts consentis (Fig. 1.1). Au nombre des raisons à l'origine de ces résultats mitigés, on peut citer l'instabilité du contexte sociopolitique et les guerres à répétition. Toutefois, il faut saluer les progrès qui ont été accomplis pour les cibles relatives au taux net de scolarisation (TNS) au primaire (OMD 2), à l'indice de parité des genres dans la scolarisation primaire (OMD 3), à la proportion d'enfants d'un an vaccinés contre la rougeole (OMD 4), à la proportion d'accouchements assistés par un personnel de qualité (OMD 5), au taux de prévalence du VIH/Sida et à la proportion d'enfants de moins de 5 ans qui dorment sous des moustiquaires imprégnées (OMD 6).

Figure 1.1 Agenda inachevé des OMD en RDC



Source : OCDD

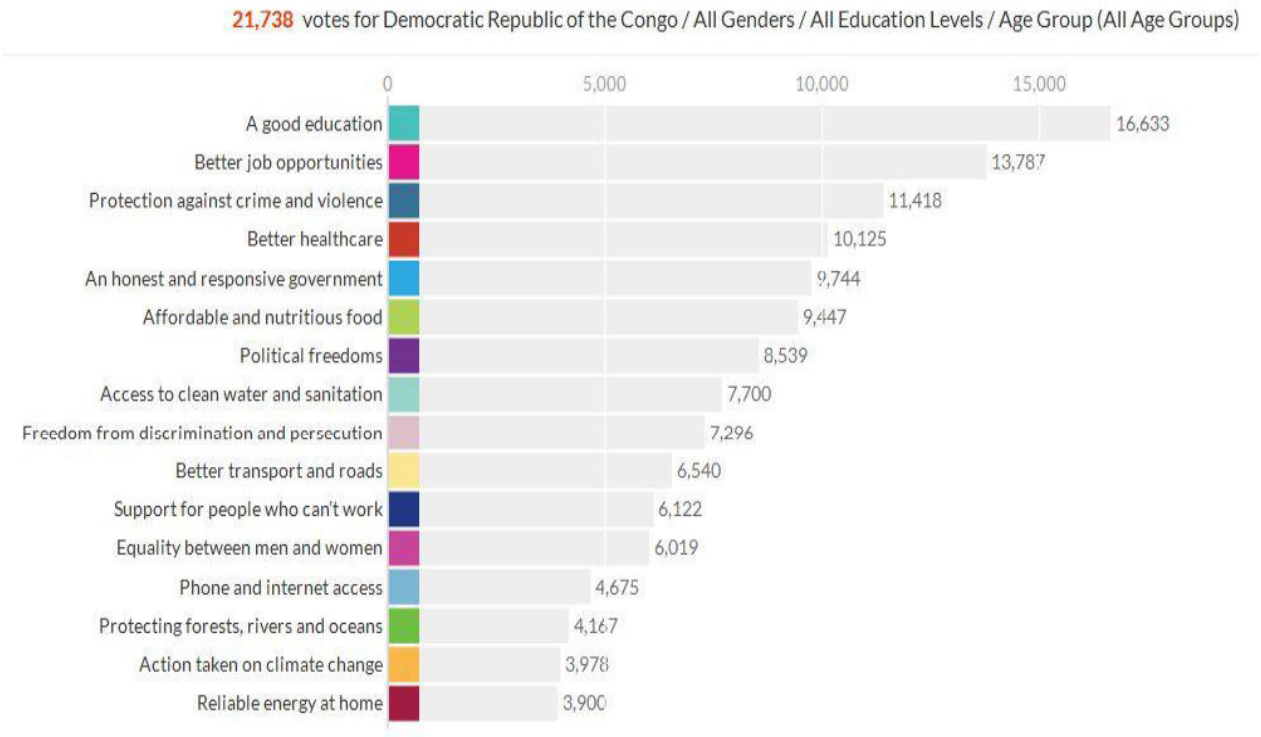
Le suivi de la mise en œuvre des OMD a été assuré par la capitalisation de quatre rapports de progrès (2005, 2010 et 2012, 2015) ainsi que de quatre cadres d'accélération des OMD (CAO) dans les secteurs de la sécurité alimentaire, de l'éducation, de la mortalité infantile et maternelle ainsi que de la lutte contre le VIH/Sida et le paludisme. A l'échéance des OMD en 2015, au regard des relatifs progrès obtenus (Fig.1.1), il était utile d'engager le monde dans un nouveau processus, notamment, pour continuer l'agenda inachevé des OMD. Ce processus a conduit à l'adoption du Programme de développement à l'horizon 2030, instituant les ODD.

Le processus d'élaboration des ODD a été plus participatif à l'échelle mondiale que celui des OMD. Sous l'égide des Nations-Unies, accompagnée par de nombreuses institutions, les réflexions ont été menées sur l'orientation et le contenu de ce nouvel agenda. Un Rapport présenté par le panel de personnalités de haut niveau, mis en place dans le cadre de la réflexion de l'agenda post-2015, va indexer le pilier – paix et gouvernance – comme une des cinq réorientations transformatrices. Ce panel d'experts a tablé sur 12 objectifs, mais au final le nombre d'objectifs sera plus élevé.

Concomitamment à ces consultations de haut niveau, une très grande enquête d'opinion en ligne, à l'échelle mondiale dénommée My World (http://data.myworld2015.org) va être lancée en 2013 par les Nations-Unies dans le cadre de l'initiative « 2015 :

le monde que nous voulons ». Cette approche a été également adoptée pour prendre en compte la voix de tout le monde. Parmi les plus de 9.700.000 personnes qui ont répondu au niveau global, il y en a eu 21,700 de la RDC. L'Agenda 2030 correspond essentiellement à l'esprit des aspirations des congolais.

Figure 1.2. Réactions des congolais à l'enquête MyWorld



Source : MyWorld2015 Analytics[2]

1.2 Contenu de l'agenda 2030 de développement durable en bref

Le Programme de Développement Durable à l'horizon 2030 (Agenda 2030) est large et le plus ambitieux jamais adopté par la Communauté internationale. Il s'agit d'un plan d'action pour l'humanité, la planète et la prospérité qui couvre la période allant de 2016 à 2030. Il promet de « ne laisser personne pour compte » et se compose de 17 objectifs, dits ODD (Fig. 1.3), 169 cibles et 244 indicateurs[3] .

2. http://data.myworld2015.org consulté le 21 décembre 2016. Les réponses anglaises peuvent être traduites respectivement comme suit : bonne éducation, meilleures opportunités d'emplois, protection contre le crime et la violence, meilleurs soins de santé, gouvernement responsable et honnête, accès à une nourriture nutritive, liberté politique, accès à l'eau potable et aux services sanitaires, protection contre la discrimination et persécutions, routes en bon état et transports de qualité, assistance aux personnes incapables, égalité des sexes, accès à l'Internet et à la communication mobile, protection de la forêt, des rivières et de l'océan, lutte contre le changement climatique et énergie domestique fiable.

3. Notons que le nombre total d'indicateurs répertoriés est de 244. Cependant, comme neuf indicateurs se répètent entre certaines cibles, le nombre total d'indicateurs est de 232.

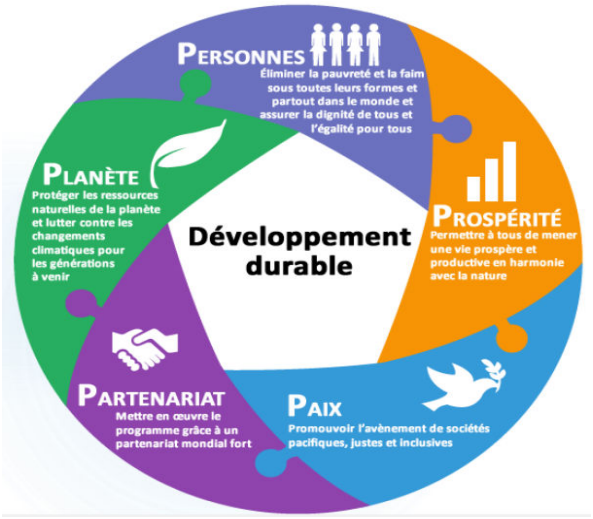
Figure 1.3. Les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD)



Source : Caritas

Il s'inscrit dans le prolongement des OMD et vise à réaliser ce que ceux-ci n'ont pas permis d'atteindre. Toutefois, la portée de l'Agenda 2030 va bien au-delà de celle des OMD. Outre les priorités de développement qui existaient et qui concernaient l'élimination de la pauvreté, la santé, l'éducation, la sécurité alimentaire et la nutrition, les ODD et leurs cibles constituent un vaste éventail d'objectifs économiques, sociaux et environnementaux. Cela témoigne de l'ampleur de ce nouveau Programme universel et montre à quel point il est ambitieux. C'est ainsi d'ailleurs que l'Agenda s'organise autour des « 5 P » car il est au service des cinq domaines, à savoir la planète, la prospérité, la paix, le peuple et le partenariat. La figure 1.4 illustre cela.

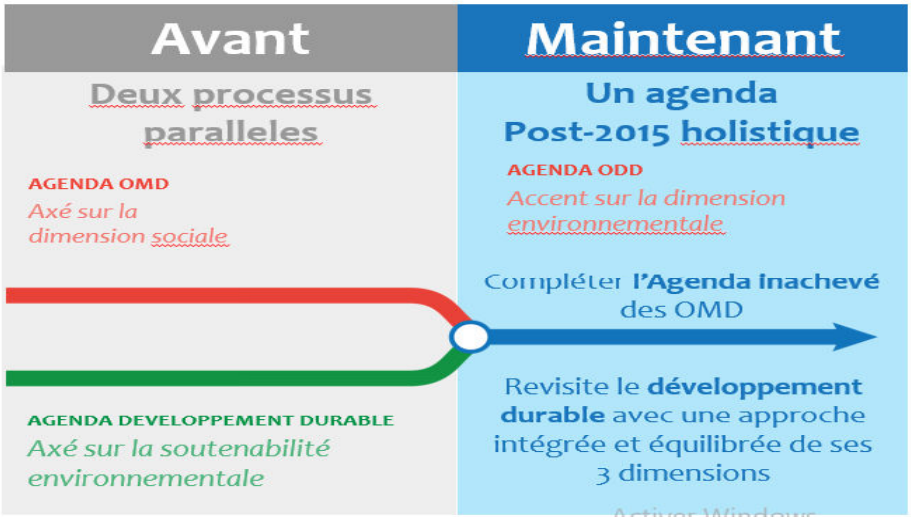
Figure 1.4 Dimensions du développement durable dans les ODD (5 P)



Source : ONU

Contrairement aux OMD qui ne concernaient que les pays en développement, les ODD et leurs cibles sont holistiques, intégrés, indissociables et applicables universellement. Ils sont par essence globaux et tiennent compte des réalités, des capacités et des niveaux de développement des différents pays et dans le respect des priorités et politiques nationales.

Figure 1.5 Différence OMD et ODD



Source : PNUD

1.3 Etat de mise en œuvre à ce jour

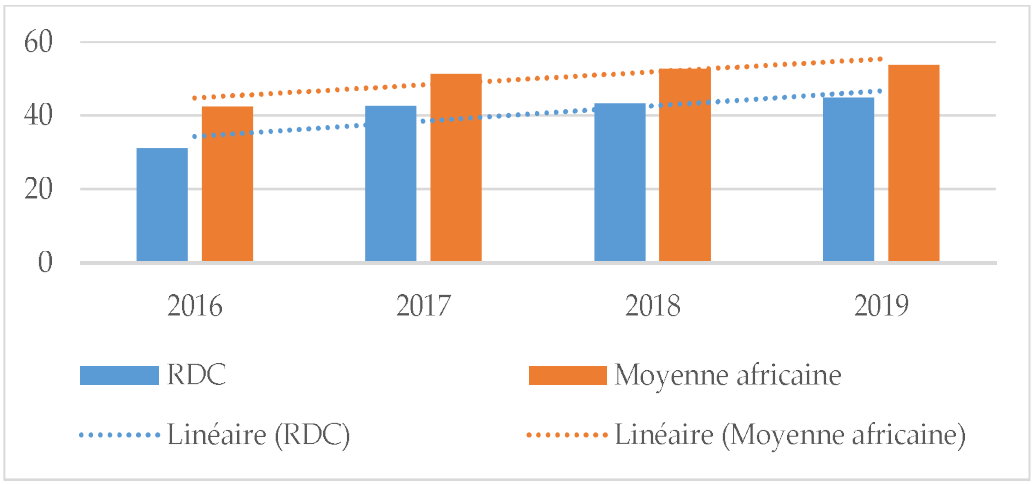
L'Agenda 2030, comme susmentionné, s'avère très ambitieux et pose d'immenses défis pour sa mise en œuvre. Il exige des partenariats mondiaux revitalisés, soutenus par des politiques publiques cohérentes, des mécanismes de gouvernance reformés à tous les niveaux, une mobilisation accrue des ressources, une révolution des données statistiques ainsi que le respect du principe de responsabilité mutuelle. De même, il nécessite une collaboration permanente entre toutes les entités concernées : le gouvernement, le secteur privé, la société civile, les partenaires techniques et financiers, ainsi que les autres acteurs concernés.

Au regard de ces défis, il a été réaffirmé l'engagement de mettre en œuvre cet ambitieux programme en tenant compte des différences entre la situation, les capacités et le niveau de développement de chaque pays ainsi que des politiques et des priorités nationales. Concrètement, si des cibles idéales sont définies à l'échelle mondiale, c'est à chaque État qu'il revient de fixer ses propres cibles au niveau national pour répondre aux ambitions mondiales tout en tenant compte de ses spécificités. Chaque État doit décider de la manière dont ces aspirations et cibles devront être prises en compte par les mécanismes nationaux de planification et dans les politiques et les stratégies nationales, sans méconnaître le lien existant entre le développement durable et les autres processus en cours dans les domaines économique, social et environnemental.

A cet effet, la RDC a, depuis octobre 2016, priorisé et contextualisé les cibles des ODD. Le Package national prioritaire comprend 17 ODD, 38 cibles et 59 indicateurs (Annexe 1). En intégrant les cibles relatives à la mise en œuvre et au partenariat mondial pour la réalisation de ces Objectifs, il ressort un package élargi de 17 ODD, 100 cibles et 133 indicateurs. Ce package élargi a été intégré dans le Plan National Stratégique de Développement (PNSD) pour sa mise en œuvre. En outre, un travail important pour mettre en place un cadre robuste de suivi-évaluation de la mise en œuvre des ODD a été réalisé. Le pays, au travers de l'Observatoire Congolais du Développement Durable (OCDD)[4] , a conduit en mars 2018 la cartographie statistique des indicateurs ODD. Ce travail a permis de faire l'inventaire des statistiques des indicateurs des cibles des ODD. Les sources des données, leur disponibilité ainsi que les besoins statistiques y afférents ont pu être identifiés. Un niveau de référence des indicateurs couverts par des données statistiques a été ainsi déterminé.

Nonobstant ces avancées et en dépit des exigences dudit agenda, la RDC ne dispose toujours pas, depuis l'adoption de l'Agenda 2030, d'un Plan de développement pour sa mise en œuvre et est, entre-temps, rentrée dans une période d'incertitude politique. Cette situation compromet l'atteinte des ODD à l'horizon 2030. L'évolution de l'indice ODD[5] de la RDC en est une illustration.

Figure 1.6. Evolution de l'indice ODD de la RDC



Source : Auteur

Comme indiqué dans le graphique 1.6, la RDC, au rythme actuel, ne pourra pas atteindre les ODD à l'horizon 2030. Le pays n'a qu'un score moyen de 40,6 sur 100 entre 2016 et 2019 contre 50,1 pour l'Afrique. Elle est classé 154 sur 156 pays en 2019. Il en ressort que la RDC, pour maximiser ses chances d'at-

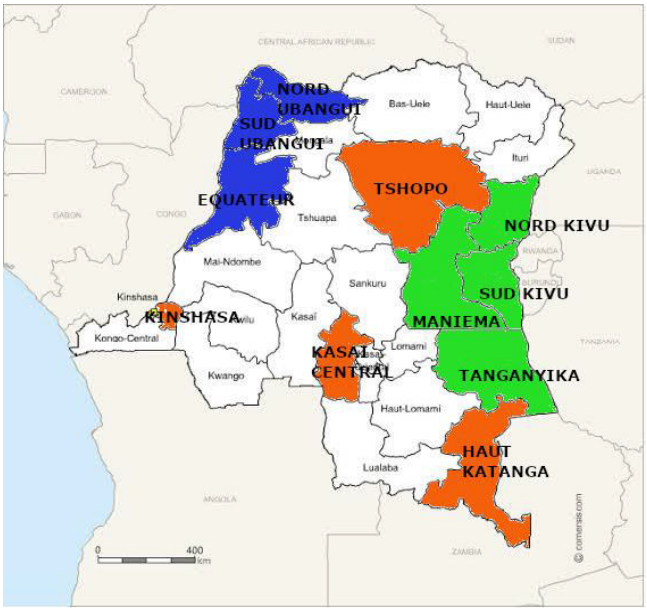
4. L'Observatoire Congolais du Développement Durable (OCDD) est une structure technique du Ministère du Plan en charge du suivi-évaluation de la mise en œuvre des ODD en RDC. Il a été créé par Arrêté Ministériel N° n°010/CAB/MIN/PL.SRM/2016 du 12 avril 2016 portant modification de l'arrêté ministériel n°18/CAB/PL/LL/2007 du 27 juin 2007 portant création, organisation et fonctionnement de l'Observatoire Congolais de la Pauvreté et des Inégalités.

5. L'indice ODD est publié chaque année depuis 2016 par Bertelsmann Stiftung et Sustainable Development Solutions Network (SDSN). Il est censé classer les pays, en partant de leur niveau initial de 2015, par rapport à leurs chances d'atteinte des ODD à l'horizon 2030 (score 0, « chance nulle » et score 100, « chance maximale »). Cet indice sert ainsi à mesurer l'état d'avancement d'un pays par rapport à ses pairs. Il est construit à partir des données les plus récentes des indicateurs retenus dans le cadre de suivi-évaluation des ODD.

teindre les ODD à l'horizon 2030, doit engager des réformes importantes, avec un changement radical des politiques actuelles en s'appuyant sur un leadership développementaliste.

Par ailleurs, les Provinces et les Entités territoriales décentralisées de la RDC sont dotées de la personnalité juridique et sont gérées par les organes locaux. Elles jouissent en outre de la libre administration et de l'autonomie de gestion de leurs ressources économiques, humaines, financières et techniques. A cet effet, l'Agenda 2030 ne pourra avoir un effet transformationnel que s'il est mis en œuvre et entièrement réalisé au niveau local. Cela implique l'ancrage des ODD dans les pratiques au niveau provincial et local. C'est dans cette perspective qu'un processus de localisation des ODD a été conduit par l'OCDD, avec l'appui du Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD), dans 11 des 26 provinces du pays [6](Fig.1.7).

Figure 1.7. Provinces localisées



Source : OCDD

NB : Les provinces en couleur blanche sont celles qui ne sont pas localisées.

La localisation des ODD vise, en prélude à l'élaboration des Plans Provinciaux de Développement (PPD), à définir les cibles des ODD qui cadrent avec les priorités, les spécificités et le contexte de chaque province. Elle permet aussi d'identifier les défis, les possibilités et les stratégies possibles pour faire avancer la mise en œuvre des ODD au niveau local. Toutefois, l'exercice de localisation des ODD ne vise pas à éloigner les provinces des cibles telles que définies au niveau national. Pour ce faire, les provinces, étant à la fois décentralisées et déconcentrées, doivent s'assurer que toutes les cibles priorisées au niveau national, même celles qui ne s'appliquent pas en province en tenant compte des lois et des règlements en vigueur en RDC, soient atteintes. La localisation s'apparente ainsi à un processus complémentaire, et non exclusif, de la priorisation nationale.

6. Il s'agit des provinces suivantes : Nord-Kivu, Sud-Kivu, Tanganyika, Maniema, Haut-Katanga, Kasaï-central, Tshopo, Kinshasa, Nord-Ubangi, Sud-Ubangi et Equateur.

1.4. Cout de financement des ODD

L'atteinte des ODD à l'horizon 2030 est corolaire au niveau des ressources financières disponibles. Il y a unanimité sur le fait que les pays et toutes les parties prenantes doivent mobiliser des ressources sans précédent en explorant des sources autrefois non encore exploitées. Toutefois, l'estimation du niveau des ressources requis pour une mise en œuvre réussie n'est pas aisée. En effet, non seulement que les ODD sont interdépendants et couvrant des dimensions dont l'attention n'y était pas portée avant, ils sont également intégrés. Les actions relatives à un ODD sont difficilement isolées et ont un impact sur un ou plusieurs ODD et vice-versa. Ainsi, estimer le coût d'un ODD de manière individuelle expose au risque du double comptage. Pour annihiler ce risque, il est préconisé le regroupement des ODD en termes des domaines d'intervention. Il s'agit de considérer des domaines dont les actions sont susceptibles de couvrir plusieurs ODD et qui sont plus ou moins indépendantes. A défaut d'annihiler ce risque, cette façon de faire le réduit considérablement.

Par ailleurs, même dans ce cas précis, il reste toujours le problème du choix de la méthode pour estimer le coût. A ce jour, il n'existe pas une typologie communément acceptée des méthodologies. Toutefois, plusieurs méthodes sont couramment utilisées. Il s'agit notamment des modèles d'évaluation intégrée, des modèles d'équilibre général, des évaluations des besoins basées sur les interventions, des méthodes de coût unitaire ainsi que des modèles de croissances et de coefficient marginal de capital. Mais, il est de convenance qu'une méthodologie idoine doit être flexible et servir de cadre de responsabilité et de redevabilité. Aussi, considérant que l'un des principes fondamentaux de l'Agenda est de « ne laisser personne pour compte », une méthodologie adéquate doit favoriser une forte désagrégation des données et prendre en compte la dynamique temporelle.

C'est dans cette perspective que la méthode de l'évaluation des besoins basée sur l'expérience a été retenue par l'OCDD pour estimer le coût des investissements nécessaires à l'atteinte des ODD à l'horizon 2030 (Tab. 1.1). Il s'agit d'un coût moyen incluant tant le Gouvernement que le secteur privé tout en considérant le coût lié l'adaptation au changement climatique.

Tableau 1.1 Coût annuel moyen des investissements nécessaires à l'atteinte des ODD en RDC

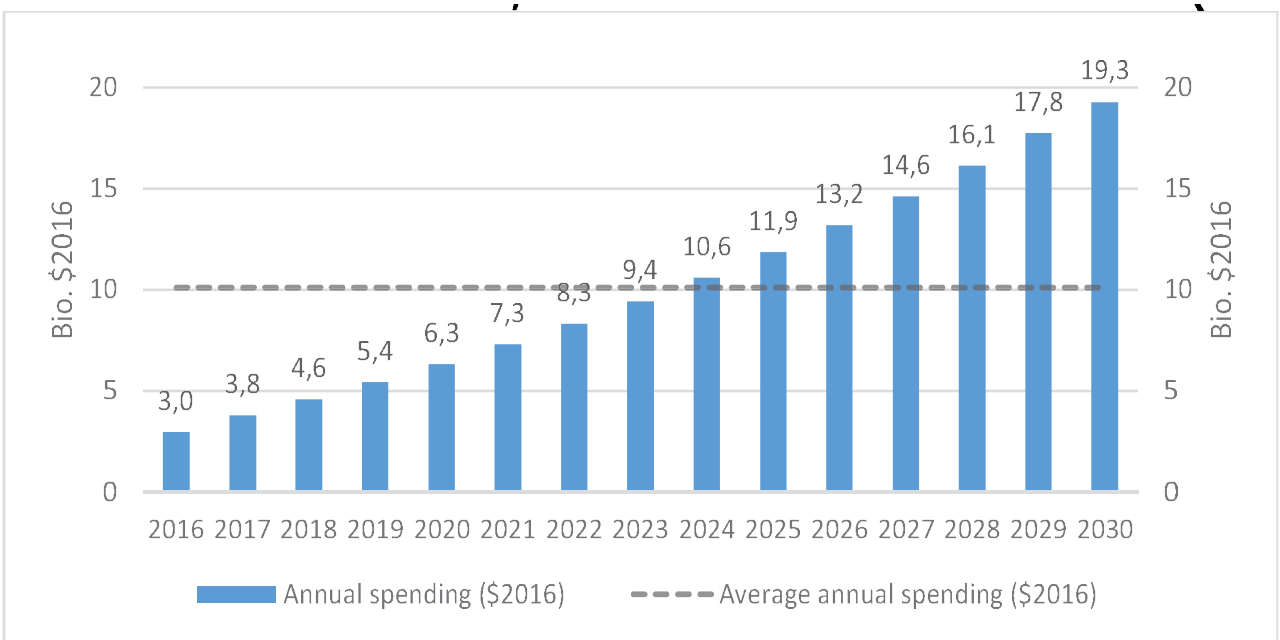
Secteurs d'investissement	Investissement			Financement		
	Besoin d'investissement	Surplus dû à l'adaptation climatique	Investissement total	Privé (%)	Privé (USD)	Public (USD)
1. Santé	2,119	0,024	2,14	0,0	0,0	2,1
2. Education	2,915	0,000	2,91	0,0	0,0	2,9
3. Protection sociale	0,000	0,000	0,00	0,0	0,0	0,0
4. Agriculture et sécurité alimentaire	4,858	0,488	5,35	51,4	2,7	2,6
5. Infrastructures	17,626	2,175	19,80	52,7	10,4	9,4
5.1. Accès à l'énergie moderne	6,151	1,175	7,33	47,2	3,5	3,9
Accès à l'électricité et énergie de cuisson	2,094	0,139	*2,23*	*16,2*	0,4	1,9
Accès à l'électricité	0,612	0,118	*0,73*	*45,2*	0,3	0,4
Accès à l'énergie de cuisson	1,482	0,021	*1,50*	*2,1*	0,0	1,5
Infrastructure énergétique	4,057	1,037	*5,09*	*60,6*	3,1	2,0
5.2. Accès à l'eau et assainissement	0,578	0,307	0,89	10,0	0,1	0,8
Offre basique de l'eau et du système sanitaire	0,578	0,307	*0,89*	*10,0*	0,1	0,8
Infrastructure hydrique et sanitaire	0,000	0,000	*0,00*	*0,0*	0,0	0,0
5.3. Infrastructure de transport	7,154	0,692	7,85	54,5	4,3	3,6
5.4. Infrastructures de télécommunication	3,743	0,000	3,74	70,0	2,6	1,1
6. Ecosystème, incluant la biodiversité	0,388	0,000	0,39	15,0	0,1	0,3
7. Données statistiques	0,043	0,022	0,06	0,0	0,0	0,1
8. Réponses urgentes et humanitaires	0,972	0,000	0,97	0,0	0,0	1,0
Total Investissement annuel moyen	**28,921**	**2,708**	31,629	**43,233**	**13,250**	**18,379**

Source : OCDD

Globalement, il a été estimé un coût annuel moyen de 31,6 milliards d'USD, soit 13,3 milliards pour le secteur privé et 18,4 milliards pour le secteur public. Notons que, la synergie sectorielle entre protection sociale et les autres secteurs dont la santé et l'éducation fait en sorte que les estimations des investissements nécessaires à la protection sociale sont inclues entre autres dans ceux relatifs à la santé, l'éducation, la sécurité alimentaire, etc. Deuxièmement, au regard de la difficulté d'estimer l'autre contenu d'investissements liés à la protection sociale, particulièrement le transfert monétaire, la sécurité sociale, etc., il est impossible de dégager un coût global y relatif. Ce même raisonnement s'applique aussi aux infrastructures hydriques et sanitaires. Troisièmement, les investissements liés à l'adaptation climatique vont largement dépendre de la réponse mondiale face aux changements climatiques et à l'évolution technologique au cours de 15 prochaines années(Ministère du Plan, 2016).

Au-delà des estimations de l'OCDD, le Fonds Monétaire International (FMI) a estimé, suivant sa propre méthodologie basée sur les dépenses actuelles de la RDC et le PIB projeté pour 2030, les dépenses en ODD pour la RDC. Le besoin annuel moyen en dépenses en RDC est estimé à 10,1 milliards de dollars, soit un total de 152 millions de dollars sur la période. Toutefois, le coût calculé par le FMI ne couvre pas tous les ODD. Convaincu que la capacité d'un pays à atteindre ces objectifs dépend dans une large mesure de ses dépenses au titre des ODD 3, 4, 6, 7 et 9, le FMI n'a calculé que le coût lié à ces ODD.

Figure 1.8 Estimation des besoins en dépenses pour les indicateurs clés en matière de santé, d'éducation et d'infrastructure (en 2016)



Source : FMI

1.5 Obligation des reporting et de redevabilité

Le suivi et l'examen de la mise en œuvre des ODD incombent à chaque pays. Ils se fondent sur un Rapport national de la mise en œuvre des ODD. Ce Rapport devra mettre en évidence des succès remportés, des obstacles rencontrés ou des enseignements à retenir, et fournira, en outre, une impulsion politique, des orientations et des recommandations en matière de suivi. Des indicateurs sont mis au point pour faciliter ce travail. En conséquence, disposer en temps utile de données ventilées de qualité, qui soient facilement accessibles et fiables, s'avère ainsi utile. L'expérience et les acquis des OMD sont particulièrement importants quant à ce.

Au niveau mondial, le suivi et le rapportage des progrès vers l'atteinte des ODD est assuré par l'Organisation des Nations Unies (ONU). Trois rapports mondiaux d'étape sur les ODD ont déjà été produits par cette dernière, respectivement en 2016, 2017 et 2018. Au niveau continental Africain, le suivi et l'examen des progrès sont faits par le biais des Rapports sur le développement durable en Afrique, produits conjointement par l'Union Africaine (UA), la Commission Economique pour l'Afrique des Nations-Unies (CEA) et le PNUD. Ce Rapport africain évalue les progrès réalisés par l'Afrique dans la mise en œuvre des ODD et l'Agenda 2063 de l'Union Africaine.

Au niveau national, les ODD sont suivis et revus à la fois par les biais des Rapports nationaux sur les ODD (National SDGs Reports – NSDGR –) et les Rapports Nationaux d'Examens Volontaires des ODD (Volontary National Revieuws on SDGs – VNR –). Le NSDGR est destiné principalement au pays qui l'a produit pour orienter sa propre mise en œuvre et suivi. Par-contre, le VNR fait partie du processus formel de suivi et revue intergouvernemental de l'Agenda 2030. C'est un rapport d'étape de mise en œuvre des ODD d'un pays à ses Pairs et aux autres parties prenantes mondiales. Il est limité à un nombre déterminé des thématiques ou des ODD arrêtés préalablement par le Conseil Economique et Social (ECOSOC) des Nations-Unies. Il est présenté chaque année (à titre facultatif) et tous les cinq ans (à titre obligatoire) au Forum Politique de Haut Niveau (HLPF) sur les ODD à New York, en juillet, sous les auspices d' ECOSOC.

En ce qui concerne la RDC, aucun Rapport sur le suivi des ODD n'a jusque-là été publié. Toutefois, le pays s'est engagé, au travers de l'OCDD, à élaborer son premier Rapport en 2020. Ce dernier sera présenté au FPHN de 2020. Pour ce faire, dans le but d'avoir des informations statistiques relatives aux indicateurs ODD suffisantes, de qualité et à jour, une enquête dédiée est projetée pour le dernier trimestre de 2019. Elle sera conduite par l'Institut National de la Statistique, en collaboration avec l'OCDD. Les données recueillies permettront d'élaborer un Rapport national assorti de la situation réelle de chaque ODD en RDC.

Conclusion du chapitre

Ce chapitre avait comme vocation de rappeler les contours de l'Agenda 2030 et la mise en œuvre des ODD en RDC. Après un rappel sur les conditions de naissance des ODD et de leur déploiement, ce chapitre met en face du lecteur, les réalisations de la RDC, en passant par la mise en œuvre de l'OCDD, structure de suivi et évaluation des ODD notamment en RDC, à la préparation du pays pour la présentation de Rapport volontaire au FPHN.

Chapitre 2.

Présentation du budget 2018

Le niveau peu élevé des ressources et les enjeux sans précédents des ODD requièrent des institutions efficaces de gestion des finances publiques pour la mise en œuvre des politiques nationales de développement et de réduction de la pauvreté. Elles garantissent que les recettes sont dûment recouvrées et utilisées de manière appropriée et durable. S'imprégner du budget de l'Etat permet de s'imprégner du niveau de ressources, de leurs sources ainsi que de leur utilisation (dépense). Tel est l'objet du présent chapitre. Il présente le budget de 2018 du pouvoir central et en dégage les principaux enseignements.

Sa première section présente les considérations générales relatives au budget 2018. La deuxième traite des recettes publiques, de leurs sources et de leurs natures. Les dépenses publiques et leurs différentes répartitions constituent le contenu de la troisième section qui est suivie d'une conclusion.

2.1. Considérations générales

Le budget 2018 de la RDC a été élaboré dans un contexte de fortes instabilités politiques caractérisées par la poursuite du processus électoral et sur fond des tensions liées à plusieurs revendications. Cette situation s'est couplée à un contexte macroéconomique marqué notamment par le retournement de la conjoncture internationale, le ralentissement de la croissance observée depuis 2016. Avec une moyenne de plus de 7,67% entre 2010 et 2015, la croissance économique s'est établie à 2,4% en 2016 et à 3,4% en 2017. En parallèle, la hausse du niveau général des prix s'est accentuée, s'établissant à 55% à fin 2017 contre 11,2%, une année auparavant. En outre, la monnaie nationale s'est fortement dépréciée. Le taux de change par rapport au dollar américain est passé de 1.215,6Fc à fin 2016 à 1.592,59Fc en décembre 2017. Néanmoins, la situation de 2018 reste favorable comparativement aux prévisions des principaux indicateurs macroéconomiques formulées lors de l'élaboration du budget.

La faible reprise de l'activité économique observée en 2018 fait suite à la remontée de la demande internationale attestée par la hausse des cours de produits de base. Toutefois, la situation sécuritaire difficile et les tensions politiques dans certaines parties de la RDC ont continué à peser négativement sur l'état du développement durable.

Tableau 2.1. Principaux indicateurs macroéconomiques 2017-2018

Indicateurs	2017	2018p
Taux de croissance	3,40	4,60
Taux d'inflation moyen (%)	39,16	25,10
Taux d'inflation fin période (%)	54,71	22,20
Taux de change moyen (FC/USD)	1 465,90	1 889,50
Taux de change fin période (FC/USD)	1 592,59	1 931,70
PIB nominal (en milliards de FC)	55 124,33	68 617,10

Source : Auteur, à partir du Budget 2018 et de la BCC

A titre de rappel, le budget 2018 a été élaboré conformément à la Loi n° 11/011 du 13 juillet 2011 relative aux finances publiques et suivant la circulaire 001/CAB/ME/MIN. BUDGET/2017 du 03 juillet 2017 contenant les instructions relatives à l'élaboration du budget de l'Etat de l'exercice 2018. Comme l'exige la loi, il a été présenté en équilibre, en recettes et en dépenses. Il s'élève, sur base des prévisions, à 13% du PIB. S'agissant de la dette extérieure, le pays a levé l'option de ne recourir qu'aux emprunts concessionnels en vue de faire correspondre son service de la dette à sa capacité de mobilisation des ressources internes.

Nul doute qu'une bonne gestion budgétaire garantit que les politiques publiques sont appliquées comme voulu. A cet effet, le budget requiert d'être réaliste et exécuté comme prévu. Cette fiabilité du budget est observée au travers de la comparaison entre les rubriques (recettes et les dépenses) effectives avec le budget initialement prévu.

Le tableau 2.2 montre que les écarts importants ressortent du budget 2018. Les dépenses publiques telles qu'exécutées s'écartent considérablement du budget initialement prévu. Par ailleurs, les informations sur le budget 2018, comme pour les budgets passés, et sur sa gestion sont incomplètes, incohérentes et difficilement accessibles. Bien que ce gap informationnel soit en partie comblé par les Rapports de reddition des comptes, ces dernières arrivent souvent avec un retard de plus ou moins deux ans. De ce fait, le présent Rapport s'appuie uniquement sur les statistiques des Etats de suivi budgétaire et des opérations financières de l'Etat fournies par la Banque Centrale du Congo (BCC). Des écarts pourraient être ainsi décelés entre les données actuelles et celles du Rapport des redditions de compte de 2018. Toutefois, au regard des expériences passées, ces écarts sont, pour la plupart de cas, tellement négligeables qu'ils ne biaiseront pas les analyses et conclusions du présent Rapport.

Tableau 2.2. Tableau-synthèse du budget 2018

Rubriques	2017	Budget 2018				
		Prévisions 2018		Réalisé 2018		Taux de réalisation
		Montant	% du total	Montant	% du total	
Recettes	**11 524,50**	**10 353,10**	100%			0,00
Budget général	**10 223,31**	**8 927,90**	**86%**			0%
Recettes internes	6 376,04	6 678,20	65%	6 965,04		0%
Recettes courantes	6 376,04	6 603,17	64%	6 965,04		0%
Recettes des douanes et Accises	2 529,38	2 550,32	25%	1 829,14		0%
Recettes des impôts	2 707,19	2 700,88	26%	3 664,25		0%
Recettes non fiscales	886,66	1 079,29	10%	1 240,51		0%
Pétroliers producteurs	252,81	272,68	3%	231,14		0%
Recettes extérieures	3 847,27	2 249,70	22%			0%
Budgets annexes	878,52	917,20	9%			0%
Comptes spéciaux	422,70	508,10	5%			0%
Dépenses	**10 223,30**	**8 927,70**	**100%**	**7 227,04**		81%
Dette publique	214,20	388,50	4%	200,82		52%
Frais financiers	122,50	151,30	2%	140,25		93%
Dépenses du personnel	2 552,00	2 660,80	30%	2 863,59		108%
Biens et matériels	175,30	186,10	2%	359,07		193%
Dépenses de prestations	344,50	428,60	5%	774,78		181%
Transferts et interventions de l'Etat	2 385,70	2 492,10	28%	2 233,06		90%
Equipements	2 651,70	1 614,90	18%	429,17		27%
Constructions et assimilés	1 777,40	1 005,40	11%	226,31		23%

Source : Auteur, à partir du Budget 2018 et de la BCC

Il est important d'indiquer que le budget 2018 n'a pas été élaboré en tenant dûment compte des politiques budgétaires et des plans stratégiques de l'État et sur la base des prévisions macroéconomiques et budgétaires adéquates. Pour preuve, le Gouvernement a reporté sine die la mise en place du budget programme tel que prévu par la Loi. Cette décision s'est fondée sur l'absence d'un plan national de développement et d'un mécanisme efficace de gestion de finances publiques.

2.2. Recettes

En RDC, les recettes publiques sont mobilisées par trois régies financières. La Direction Générales des Impôts (DGI) mobilise les recettes fiscales, la Direction Générale des Recettes Administratives, Domaniales et de Participation (DGRAD), les recettes non fiscales et la Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA), les recettes douanières et des Accises. Le tableau 2.3 reprend les prévisions et les réalisations des recettes de ces trois régies.

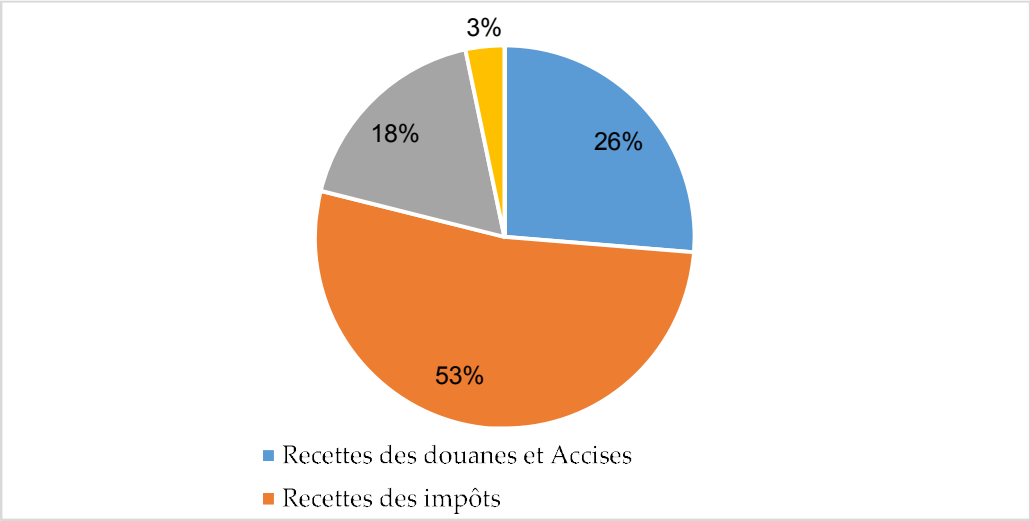
Tableau 2.3. Prévisions et réalisations des recettes budgétaires en 2018 (en milliards de CDF)

Rubrique	2017	2018		
		Prévisions	Réalisation	Taux de réalisation
Recettes internes	6 376,04	6 678,20	6 965,04	104,3%
Recettes courantes	6 376,04	6 603,17	6 965,04	105,5%
DGDA	2 529,38	2 550,32	1 829,14	71,7%
DGI	2 707,19	2 700,88	3 664,25	135,7%
DGRAD	886,66	1 079,29	1 240,51	114,9%
Pétroliers producteurs	252,81	272,68	231,14	84,8%
Recettes extérieures	3 847,27	2 249,70		0,0%
Budgets annexes	878,52	917,20		0,0%
Comptes spéciaux	422,70	508,10		0,0%
Total	**11 524,53**	**10 353,20**	**6 965,04**	

Source : Auteur, à partir du Budget 2018 et de la BCC

Il en ressort que la DGI et la DGRAD ont largement dépassé leurs prévisions budgétaires, avec des taux de réalisation respectifs de 136% et 115%. Cependant, la DGDA a connu une contreperformance non négligeable. Elle n'a mobilisé que moins de 72% de ses assignations budgétaires. Globalement, les réalisations des recettes courantes ont dépassé les prévisions avec un taux de réalisation de plus de 105%. Structurellement, les recettes fiscales représentent plus de 52% de recettes courantes, suivies des recettes de douanes et accises (26%). Les recettes non fiscales n'équivalent qu'à 18% des recettes courantes (Fig. 2.1).

Figure 2.1. Structure des recettes courantes



Source : Auteur, à partir du Budget 2018

Les recettes de pétroliers producteurs renvoient aux impôts payés par les entreprises pétrolières à la DGRAD et à la DGI. Il sied de noter que cette structure reflète la

convergence globale des pays de la sous-région. En effet, longtemps prédominantes dans la structure des recettes, les recettes de douanes et accises ne cessent de baisser en faveur des recettes fiscales et non fiscales. Cette tendance reste favorable à la RDC étant donné son appartenance à plusieurs communautés économiques régionales avec notamment pour objectif l'institution des zones de libres échanges.

Les budgets annexes regroupent les prévisions des recettes et des dépenses de services auxiliaires de l'Etat dont l'activité tend essentiellement à produire des biens ou à rendre des services donnant lieu à un paiement sous forme de redevances. Les recettes y relatives inscrites dans le budget ne se composent que des plus-values dégagées. Quant aux comptes spéciaux, il s'agit des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers. Un compte spécial constitue en soi un programme[7] . Il s'apparente à une provision ou un flux des recettes pour la réalisation d'un programme spécifique. L'affectation d'une recette à un compte spécial ne peut résulter que d'une disposition de loi de finances.

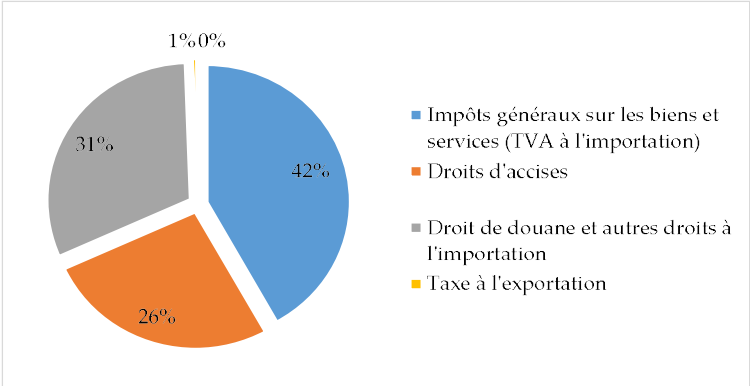
Les recettes fiscales

Les recettes fiscales renvoient aux recettes des impôts et des taxes sur les biens et les services, des prélèvements sur les salaires, des impôts sur le patrimoine, etc. Elles sont mobilisées par la DGI. En 2018, elles ont connu un accroissement de plus 25% par rapport à 2017. Elles se classent par nature d'impôts ou taxes : recettes des impôts sur les rémunérations, recettes des impôts sur les bénéfices et profits, recettes des impôts sur les biens et services et autres recettes.

Les recettes des douanes et accises

Les recettes de douanes et accises constituent la deuxième source de revenus de l'Etat en 2018. Elles représentent plus de 25% des recettes courantes de l'Etat. Elles comprennent les impôts généraux sur les biens et services, essentiellement constitués de la TVA à l'importation, les droits d'accises, les droits de douane et autres droits à l'importation, la taxe à l'exportation et les amendes et pénalités.

Figure 2.2. Structure des recettes des douanes et accises

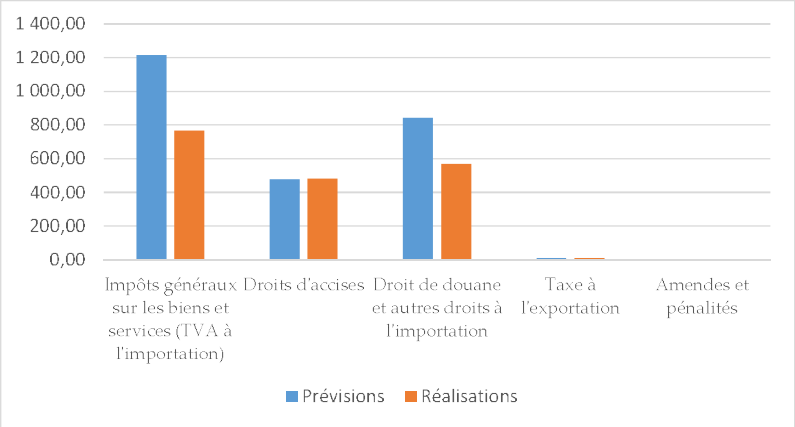


Source : Auteur, à partir des données du Ministère de Finances

7. Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère ou institution et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction des finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus. Un programme fait normalement l'objet d'une évaluation au moyen d'indicateurs de performance

La TVA constitue la source la plus importante des recettes douanières. Elle représente plus de 40% des recettes en 2018. Elle est suivie par le droit de douane et autres droits qui s'élèvent à plus de 30%. Les droits d'accises ne représentent, quant à eux seuls, que 26% des recettes totales de la DGDA. Par ailleurs, en termes de performance dans la mobilisation des recettes, il sied d'indiquer que la DGDA est la régie financière la moins performante avec un gap de plus 25% dans la réalisation des recettes, soit un taux d'exécution faible de moins de 72% des prévisions (Fig. 2.3).

Figure 2.3. Prévision et réalisation des recettes de la DGDA



Source : Auteur, à partir des données du Ministère de Finances

Ces écarts importants peuvent s'expliquer par plusieurs facteurs, notamment la fraude, les exonérations fiscales mais aussi la structure économique du pays. Au regard de l'historique des recettes, les recettes douanières ont constitué la principale source des recettes du pays jusqu'en 2013. Le changement de structure peut être dû du fait que le pays aurait atteint le niveau optimal dans la mobilisation des recettes douanières compte tenu de l'activité économique notamment le niveau de la demande intérieure. Ainsi, une remise en cause et un diagnostic profond doivent être menés pour s'imprégner véritablement des enjeux.

Les recettes non fiscales

Les recettes non fiscales sont mobilisées par la Direction Générale des Recettes Administratives, Domaniales et de participation. Elles sont collectées par les différents Ministères et services publics au travers de plusieurs actes générateurs.

La principale source des recettes de la DGRAD est principalement des recettes minières avec une part de plus de 32%. Il s'agit principalement de la redevance minière et des royalties ainsi que des droits administratifs du secteur minier et la vente des établissements non marchants. Les recettes relatives à la Poste, Téléphones et Télécommunications viennent en deuxième position avec 17% suivi des recettes sur les pétroliers producteurs (12%), des cours et tribunaux (7%) et de l'ARPTC (5%). Tous les autres Ministères ou services ne représentent que moins 33% des recettes totales (Tab. 2.4).

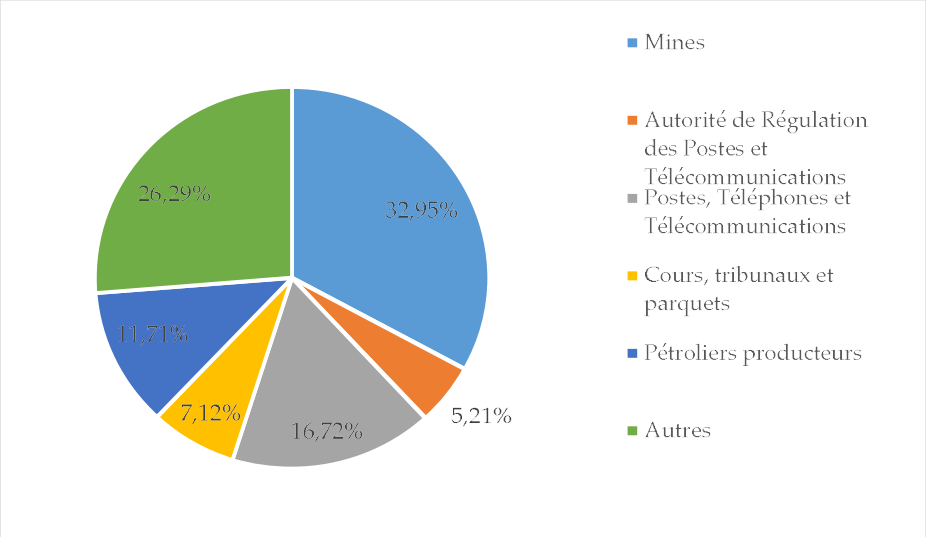
Tableau 2.4. Recettes domaniales, administratives et de participation par services collecteurs

Libellé	Réalisations	Contribution
Affaires étrangères et coopération	20,44	1,49%
Intérieur et Sécurité	0,48	0,04%
Intérieur/Relation avec les partis politiques	50,29	3,68%
Économie Nationale	1,32	0,10%
Finances	0,46	0,03%
Budget	0,07	0,00%
Plan	0,06	0,00%
Justice et Garde des Sceaux	0,65	0,05%
Santé	30,73	2,25%
Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel (EPSP)	0,00	0,00%
Enseignement Supérieur et Universitaire	0,24	0,02%
Recherche Scientifique	0,01	0,00%
Travaux Publics et Infrastructures	0,51	0,04%
Urbanisme et Gestion Immobilière	3,28	0,24%
Agriculture, Pêche et Élevage	10,64	0,78%
Industrie	7,16	0,52%
Commerce Extérieur	23,53	1,72%
Mines	450,74	32,95%
Hydrocarbures	10,55	0,77%
Énergie (Secrétariat Général)	1,65	0,12%
Transports et Communications	8,34	0,61%
Autorité de Régulation des PTT /ARPTC	71,20	5,21%
Postes, Téléphones et Télécommunications	228,80	16,72%
Communication et Medias	0,16	0,01%
Affaires Foncières	27,27	1,99%
Environnement	77,81	5,69%
Culture et Arts	0,38	0,03%
Jeunesse, Sports et Loisirs	2,26	0,17%
Emploi et Travail	20,78	1,52%
Prévoyance Sociale	0,00	0,00%
Affaires Sociales	0,00	0,00%
Police nationale	23,93	1,75%
Direction Générale des Migrations (DGM)	19,50	1,43%
Cours, Tribunaux Et Parquets	97,46	7,12%
Défense Nationale	0,78	0,06%
Portefeuille (Secrétariat Général)	5,55	0,41%
Entreprises	5,55	0,41%
Dividendes des entreprises publiques	2,40	0,18%
Dividendes des sociétés d'économie mixte	2,85	0,21%
TOTAL HORS PETROLIERS	**1 207,84**	88,29%
PETROLIERS PRODUCTEURS	160,16	11,71%
RECETTES NON FISCALES	**1 367,99**	100,00%

Source : Auteur, à partir des données du Ministère de Finances

Avec la révision, il est donc évident que les recettes de la DGRAD devraient davantage croitre et constituer la deuxième source des recettes courantes. Toutefois, des réformes majeures devraient être de mise pour accompagner et encadrer les autres Ministères et services dans la mobilisation des recettes.

Figure 2.4. Structure des recettes de la DGRAD



Source : Auteur, à partir des données du Ministère de Finances

2.3. Dépenses

Les dépenses de l'Etat couvrent les dépenses prévues dans le budget de l'Etat mais aussi celles survenant des évènements exceptionnels tels que les conflits armés, les catastrophes naturelles, etc. Elles sont exécutées suivant les quatre phases de la chaîne de la dépense (engagement, liquidation, ordonnancement et paiement) et se classent par programme, administration, nature économique, telles que définies par la nomenclature en vigueur ou suivant toute autre classification présentant un intérêt pour leur analyse, suivi et évaluation. Elles comprennent les dépenses courantes, les dépenses en capital ainsi que les prêts et les avances.

En 2018, l'ensemble des prévisions des dépenses du budget général de la RDC ont été fixées à 8.927,70 milliards de CDF, équivalant à plus ou moins 5,4 milliards d'USD, soit une baisse de plus de 20% en termes réel par rapport à 2017. En termes de réalisation, seules 81% des dépenses prévues ont été exécutées avec des fortes disparités. Les dépenses relatives à la défense et celles prévues pour la religion, la culture, le sport et les loisirs ont connu des dépassements respectifs de 77% et 20% en violation de la Loi. En effet, bien que certains crédits alloués à la défense aient un caractère provisionnel, des crédits limitatifs sont largement dépassés.

Tableau 2.5. Dépenses publiques par grandes fonctions (en milliards de CDF)

Fonctions	Prévisions	%	Réalisations	%	Ecart
Services généraux des Administrations	3 451,98	38,7%	3 311,58	45,8%	-140,40
Défense	469,40	5,3%	831,71	11,5%	362,32
Ordre et Sécurité publics	652,93	7,3%	627,93	8,7%	-25,00
Affaires économiques	1 675,47	18,8%	552,58	7,6%	-1 122,89
Protection de l'environnement	40,96	0,5%	37,56	0,5%	-3,41
Logements et équipements collectifs	201,63	2,3%	87,56	1,2%	-114,07
Santé	761,58	8,5%	508,84	7,0%	-252,74
Religion, Culture, Sports et loisirs	103,24	1,2%	124,42	1,7%	21,18
Enseignement	1 380,68	15,5%	1 070,35	14,8%	-310,33
Protection sociale	190,01	2,1%	74,51	1,0%	-115,50
Total	**8 927,88**	**100%**	**7 227,04**	**100%**	**-1 700,84**

Source : Auteur, à partir du Budget 2018 et des ESB

En outre, cette globalité des grandes fonctions budgétaires cache des précarités énormes dans la discipline budgétaire. Sur les 71 services publiques repris dans le budget, 61 services ont connu des coupes budgétaires en faveur des dix services ayant dépassé, parfois largement, leurs allocations budgétaires. Parmi ces dix services figurent, entre autres, la Présidence, avec une exécution budgétaire équivalente à plus de 415% du crédit voté, les Affaires Etrangères (215%), le Secrétariat général du gouvernement (187%), la Primature (171%), le Budget (134%) et la Défense (147%). En contraste, des services aussi importants tels que l'énergie, les infrastructures et travaux publics, le développement rural, la protection de l'environnement, les transports et voies de communication ont connu des coupes drastiques de plus de 80% de leurs allocations budgétaires. Globalement, les dépenses de tous les autres Ministères et services de l'Etat n'ont été exécutées qu'à hauteur de 48% en moyenne.

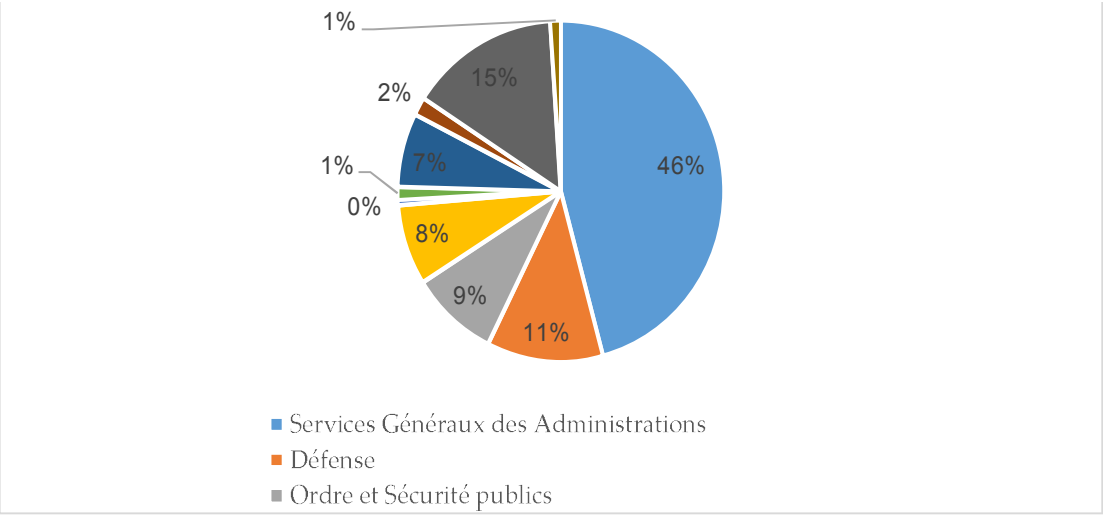
Tableau 2.6. Exécution budgétaire par Ministère

Administration	Crédits Votés (1)	Paiements (2)	Proportions (3)=(2)/(1)*100
Présidence de la république	115,23	478,46	415%
Affaires étrangères	43,84	94,19	215%
Secrétariat général du Gouvernement	44,02	82,11	187%
Primature	42,06	72,09	171%
Défense	477,27	699,77	147%
Justice	35,03	48,25	138%
Budget	254,63	340,56	134%
Parlement	262,89	260,34	100%
Autres Ministères et Services	7 653,37	5 151,27	67%
Moyenne pour les autres Ministère	*123,44*	*83,09*	*48%*

Source : Auteur, à partir du Budget 2018 et des ESB

En termes de structure, les dépenses relatives aux services généraux des Administrations représentent plus de 46% du budget, suivi de l'enseignement (17%) et de la défense, ordre et sécurité (19%). Les apports de l'Etat dans la protection sociale, l'investissement public et la protection de l'environnement, entre autre, restent non significatifs (Fig.2.5).

Figure 2.5. Structure des dépenses de l'Etat par grande fonction



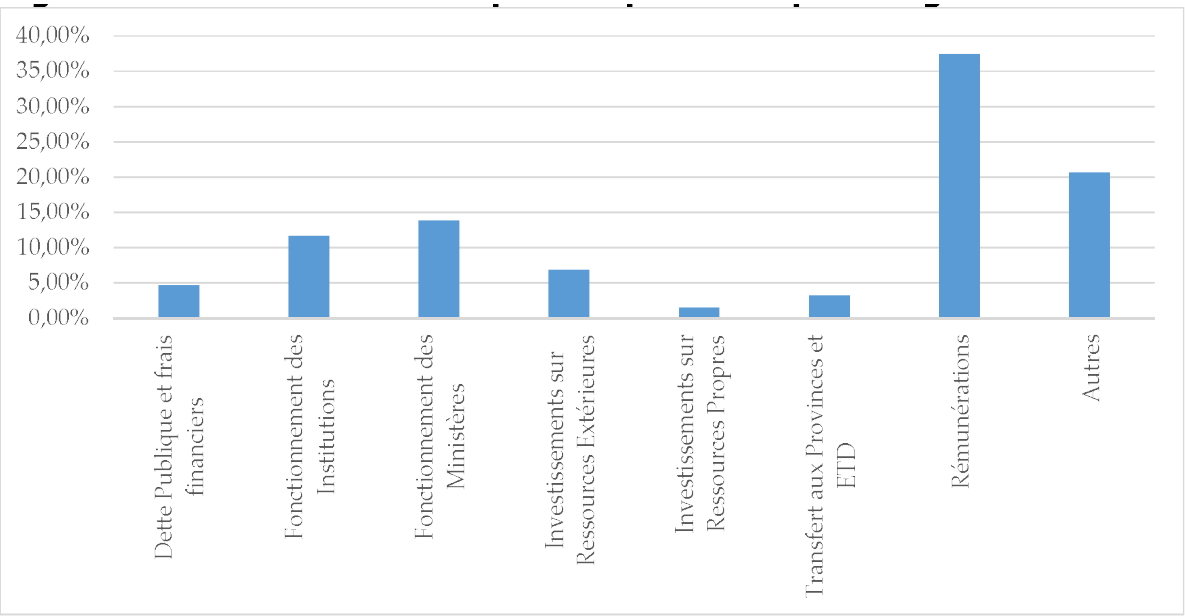
Source : Auteur, à partir du Budget 2018

Nul doute que l'instabilité politique et les conflits armés ne sont pas sans conséquence dans cette allocation des ressources. Dans le but de répondre aux besoins sécuritaires, il y a une réallocation des ressources publiques vers les dépenses militaires. Cela justifie notamment le niveau très élevé de ressources y allouées au détriment des autres secteurs clés, tels que la protection sociale, la santé, l'éducation. Toutefois, cette situation ne justifie nullement l'indiscipline budgétaire manifeste étant donné que la situation socio-politique du pays n'a pas significativement changé au cours des dix dernières années. Il est évident que les prévisions budgétaires en tiennent compte. En outre, le niveau des dépenses liées aux services généraux est dangereusement élevé, évinçant ainsi les dépenses pro-pauvres et d'investissement.

Les dépenses de rémunération se chiffrent globalement à plus de 37% du budget de 2018. Celles relatives au fonctionnement des institutions et des Ministères s'élèvent à plus de 25% du budget. Si on y ajoute le remboursement de la dette et des frais financiers ainsi que les « autres dépenses »[8] hors investissements, cela représente plus de 95% des dépenses courantes de l'Etat. En conséquence, l'espace budgétaire se réduit drastiquement. Les investissements sur ressources propres n'équivalent que moins 2% des dépenses de l'Etat. Les investissements sur ressources extérieures sont aussi faibles bien que légèrement supérieurs.

8. La rubrique autres dépenses est constituée, entre autres, des dépenses relatives aux charges communes (1,62%), contrepartie des projets (0,09%), dépenses exceptionnelles (8,87%), financement des reformes (0.04%), rétrocessions aux régies (5,91%) et TVA remboursable (1,43%).

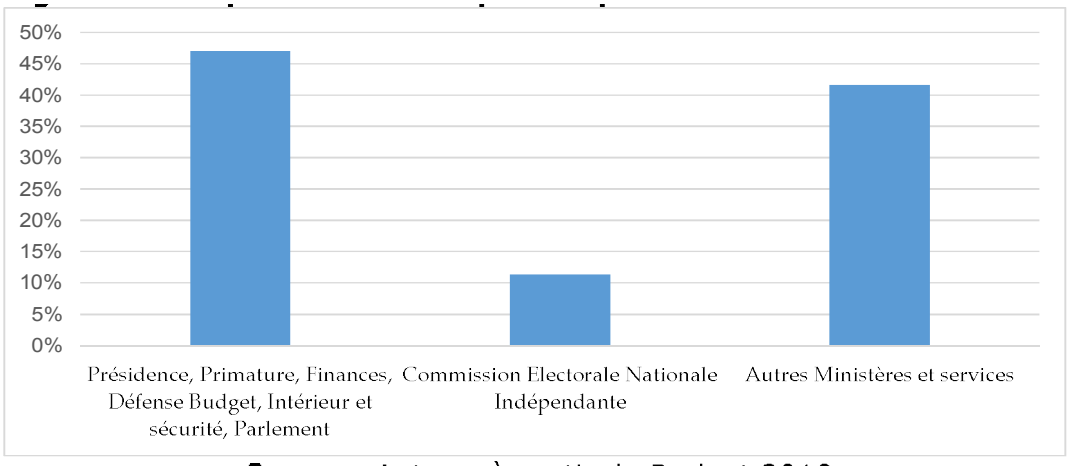
Figure 2.6. Structure des dépenses par rubrique budgétaire



Source : Auteur, à partir du Budget 2018

Les provinces restent les grandes victimes dans l'allocation des dépenses publiques. Contrairement à la Loi qui leur octroie 40% des recettes à caractère national, les transferts aux provinces à titre d'investissements et de rémunérations s'établissent à 4% du budget. Par ailleurs, il ressort clairement que l'allocation des dépenses tant en termes de prévisions que de paiements est fortement déséquilibrée. En effet, sept services publics (Présidence, Primature, Ministère des finances, Ministère de la défense, Ministère de l'Intérieur, Ministère du budget et le Parlement) sur les 71 dénombrés consomment à eux seuls plus de 47% du budget. Tous les autres Ministères, y compris la santé, l'éducation, l'énergie, le développement rural et la protection de l'environnement, ne représentent que moins de 42% du budget de 2018. Le reste est à attribuer à l'organisation des élections.

Figure 2.7. Répartition des dépenses par Administrations



Source : Auteur, à partir du Budget 2018

A titre d'illustration, en ne considérant que les dépenses relatives aux Ministères des finances (15,22%) et de la Défense (9,68%), elles dépassent les dépenses de 61 Ministères et services de la catégorie « autres Ministères et services » du graphique 2.7, hormis les Ministères de l'Intérieur, de la santé et de l'éducation primaire et scolaire. Les dépenses du Ministère des finances à elles seules, sont quasiment égales à celles des Ministères de la santé et de l'enseignement primaire et secondaire réunis.

Conclusion du chapitre

De ce qui précède, il est évident que l'allocation et l'exécution budgétaire sont inefficaces et constitueraient des goulots d'étranglement à l'activité économique et à la maximisation même des recettes publiques. En effet, sur la base du diagnostic de la croissance, il a été établi que les contraintes les plus sévères à cette dernière, hormis la gouvernance globale (cadre juridique, climat des affaires, instabilité politique, etc.), sont, entre autres, l'accès à l'énergie électrique, le transport et les infrastructures. Paradoxalement, le budget de l'Etat de 2018, tout comme les précédents, ne tient nullement compte de cette situation. En lieu et place d'engager les reformes requises dans ces secteurs, au travers notamment d'une bonne allocation budgétaire et d'un système efficace de gestion budgétaire, l'Etat alloue non seulement des crédits relativement bas, mais aussi ces derniers ne sont jamais exécutés comme prévu. En conséquence, l'activité économique reste moins florissante et moins diversifiée. Par ricochet, les recettes publiques stagnent, et, par suite, plombe l'ambition du pays à réaliser les ODD qui exigent davantage de ressources.

Repenser la gestion des finances publiques permettra de casser ce cercle vicieux. Cela passe notamment par la mise en place d'un ensemble cohérent d'objectifs stratégiques et de programmes de dépenses publiques qui définit le cadre dans lequel les ministères peuvent prendre des décisions pour la répartition et l'emploi de leurs ressources. Il s'agit, en effet, d'un processus de décision itératif permettant de fixer la contrainte macroéconomique et de planifier les politiques sectorielles.

Chapitre 3.

Caractère pro-ODD du budget 2018

Le budget de l'Etat étant l'expression de la politique gouvernementale est le point de départ effectif pour mesurer notamment l'engagement de l'Etat dans la mise en œuvre des ODD. Le but de ce chapitre est justement de passer au crible le processus budgétaire congolais et le contenu du budget 2018 pour s'assurer de la prise en compte des ODD mais aussi de la priorisation des ODD comme l'agenda politique de tout le pays.

Pour ce faire, ce chapitre s'ouvre avec le processus d'élaboration du budget. Ensuite, la cartographie des ODD est présentée afin de s'assurer de l'aperçu de la manière dont le budget est lié aux différents ODD ou à l'esprit de cet Agenda international. Enfin, la question de l'usage des ODD comme outil d'évaluation de la performance budgétaire mais aussi de redevabilité est abordée. A l'issue donc de ce chapitre, l'on sera fixé sur l'intégration des ODD dans le budget 2018.

3.1 Considération narrative

Du point de vue narratif, il existe un certain nombre de pratiques qui ont été définies. La première pratique est de trouver dans le budget ou les documents l'accompagnant la mention explicite des ODD. En Suède, par exemple, les documents de présentation du budget en 2016 et 2017 ont fait respectivement mention des ODD 100[9] fois et 200 fois[10] . En considérant la loi de finances pour l'exercice 2018 et la note circulaire y afférente de la RDC, il n'existe sur aucune page la mention des ODD. Le ratio de la mention ODD par page est nul.

Deuxièmement, il s'agit de l'indication par chaque Ministère du niveau de la mise en œuvre des ODD relatifs à ses secteurs d'intervention. Lors de l'élaboration ou de sa préparation, le Ministère en charge du budget demande aux ministères sectoriels d'inclure quelques paragraphes dans les titres reflétant la mise en œuvre des ODD dans leurs politiques sectorielles. En des termes différents, les ministères, en élaborant les budgets sectoriels, doivent démontrer le lien entre leurs propositions budgétaires et la contribution à la réalisation des ODD ou les liens avec des cibles ne faisant pas partie de leurs activités principales. Dans certains cas, ces notes accompagnent les budgets sectoriels et sont envoyés aux autres ministres, avant que le Ministre en charge du Budget ne « compile les textes et ne les inclue dans un chapitre sur la mise en œuvre des ODD, qui est ajouté au document principal de la proposition du budget » (Hege et Brimont, 2018, p.8). Ces pratiques sont présentes dans les pays comme la Finlande, la Norvège, etc.

9.https://www.regeringen.se/49d951/contentassets/e926a751d9eb4c978c4d892c659ebc8e/budgetpropositionen-for-2017-hela-dokumentet-prop
10. https://www.regeringen.se/4a6e13/contentassets/79f6d27416794f0bb146c792e02b65fc/budgetpropositionen-for-2018-hela-dokumentet-prop.-2017181.pdf

Dans la note circulaire n°001/CAB/ME/MIN.BUGDET/2017 du 03 juillet 2017 contenant les instructions relatives à l'élaboration du Budget de l'Etat de l'exercice 2018, il est fait état de la défense, lors des conférences budgétaires, des prévisions sectorielles. Ladite note circulaire ne plaide nullement pour une logique pro-ODD a priori dans les prévisions budgétaires. Le fait d'ailleurs que les ODD n'apparaissent nulle part dans le document final du budget est une indication sérieuse de la faible appropriation des ODD aussi bien par les techniciens travaillant dans ce secteur que dans le chef des autorités politiques gérant les différents ministères.

Enfin, un budget aligné sur les ODD est un budget reflétant les objectifs et cibles des ODD. Il évite, en outre, les conflits entre les différentes affectations de ressources. La section suivante y reviendra avec force détail[11] . Pour l'instant, il appert à la lecture du budget des conflits qui trahissent l'esprit des ODD. Deux arguments à titre indicatif : premièrement, la nomenclature actuelle accompagnant l'élaboration du budget ne rencontre pas l'esprit de la transversalité et l'indissociabilité des ODD. En effet, elle élague l'éducation et la formation des crédits des investissements des Ministères (Ministère du Budget, 2015), laissant ainsi ce domaine au gré de l'économie politique du cabinet du Ministre[12] . De ce fait, l'on renie directement une des dimensions de l'ODD 4 qui promeut « les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie ». Aussi, l'on dissocie de facto les interrelations entre l'éducation et les autres ODD.

Deuxièmement, en considérant la loi de la reddition des comptes, la composition de certaines lignes budgétaires ne se révèle nullement pertinente. En effet, les lois de la reddition des comptes de 2015-2016 suggèrent qu'en moyenne la RDC consacre 31% de son budget à des programmes de réduction de la pauvreté. Une telle proportion ne correspond aucunement à la réalité. En réalité, il s'agit d'un montant gonflé par la composition de la nomenclature, qui y loge notamment les dépenses de fonctionnement. En effet, une telle proportion d'allocation peut donc biaiser les politiques en insinuant que le pays accorde déjà assez de ressources directement aux pauvres, alors qu'en réalité il en est loin.

3.2 Cartographie budgétaire des ODD

Une autre manière d'apprécier l'intégration des ODD est de considérer les liens entre les ODD et les allocations budgétaires. Beaucoup de pays ont consacré cette logique dans leur mise en œuvre de l'Agenda 2030. Au Mexique, par exemple, les programmes budgétaires sont reliés aux ODD. Ainsi, il est possible dans ce pays de déterminer la proportion d'un objectif en lien avec un programme et vice-versa. En Colombie, il existe maintenant un outil d'analyse automatique d'identification des liens entre les ODD et les programmes budgétaires. Au Népal, il existe une codification du budget en fonction des ODD pour un suivi d'allocation budgétaire à chaque ODD. Au Ghana, il existe même un rapport régulier quant à ce.

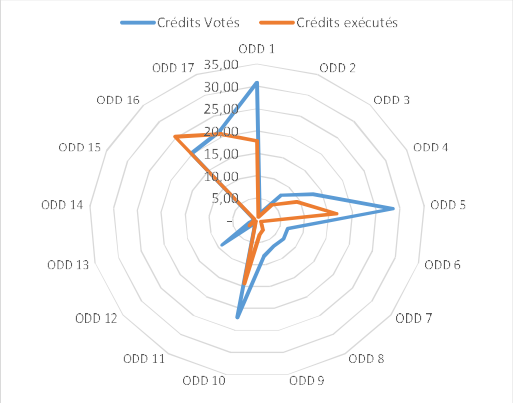
11. En ce qui concerne les affectations budgétaires.
12. S'il veut envoyer le personnel du Ministère en formation, cela dépend de lui.

En revanche, cet exercice de cartographie des ODD est un exercice périlleux. Il existe donc des limites à ne pas perdre de vue. Primo, la plupart de ces exercices de suivi en fonction des allocations budgétaires ne portent que sur les budgets centraux ou au niveau de l'Etat. Le niveau infranational est souvent exclu. Secundo, les allocations budgétaires a priori ne signifient pas toujours qu'elles vont effectivement être affectées à tel ou tel autre ODD. Tertio, cartographier les allocations budgétaires par ODD pèche avec le principe d'un programme intégré. Considérer chaque ODD de manière isolée présente le risque d'un double comptage pour les actions qui contribuent à plus d'une cible ou ODD.

3.2.1 Allocation budgétaire par ODD et 5P

Définir les allocations budgétaires par ODD[13] revient naïvement à agréger les allocations par administration. La figure 3.1 présente un radar qui cartographie les allocations budgétaires de 2018 de la RDC, aussi bien votées qu'exécutées. Globalement, le budget par ODD n'est pas totalement exécuté à l'exception de l'ODD 16. En termes d'allocations votées, celles qui peuvent être considérées comme affectées à l'ODD 1 dépassent 30,84%. Les allocations dans la fourchette de 20 à 30% concernent les ODD 5, 10, 16 et 17. L'ODD 4 a reçu 13,15% des allocations budgétaires. Les ODD 3, 6, 7, 8, 9 et 12 sont entre 5 à 9% d'allocations budgétaires. Les ODD 2, 11, 14 et 15 sont concernés par les allocations strictement inférieures à 5%.

Figure 3.1 Cartographie des allocations votées et exécutées par ODD



Source : Auteur

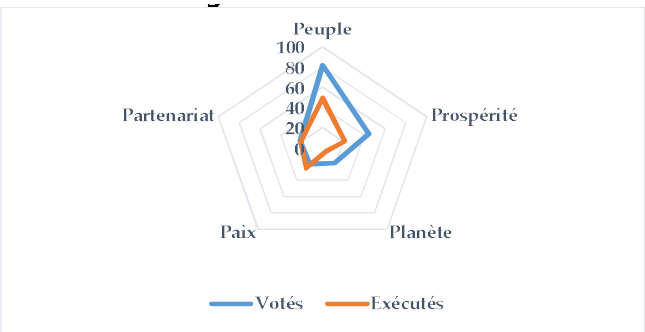
L'ordre d'importance change dès lors que l'on considère les allocations effectivement exécutées. Dans l'intervalle de 20 à 25%, il y a les ODD 16 et 17. Les ODD 1, 5 et 10 nagent entre 10 et 19%. L'exécution budgétaire pour l'ODD 4 est de 9,3%. Le reste des ODD ont des niveaux d'exécution inférieurs à 5%.

Les allocations budgétaires telles que décrites jusqu'à présent ne permettent pas une analyse en termes de domaines d'orientation prioritaire du Budget. Les 5P (Fig.1.4) peuvent être exploités à cet effet. Le radar de la figure 3.2 permet une telle analyse. Le Budget 2018 a prévu pour le secteur social ou de la population 81% de ses allocations. Cependant, l'exécution pour ce domaine s'est élevée 49,38%. En outre, 44,63%

13. L'annexe 2 présente le même tableau en fonction des investissements.

du budget 2018 étaient réservés au domaine de la prospérité ou de l'économique. En revanche, dans l'exécution, seuls 21,45% du budget ont été effectivement consacrés à ce domaine. Pour la planète ou l'environnement, 18,71% ont été votés contre 4,7% d'exécution du budget total. En ce qui concerne la paix (et les institutions), 20,24% ont été budgétisés mais 25,31% du budget ont été effectivement exécutés. Enfin, pour le partenariat, le budget voté s'établit à 21,43% des allocations totales contre 20,72% pour le budget effectivement exécuté.

Figure 3.2 Allocation budgétaire en fonction de 5P



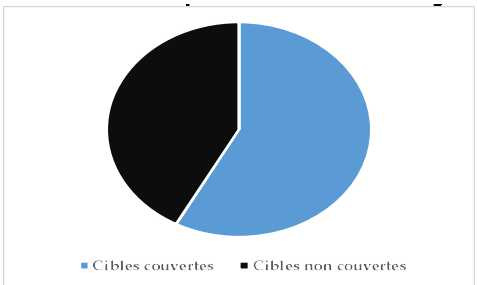
Source : Auteur

Somme toute, en considérant les allocations par ODD ou par 5P en termes de budget voté ou exécuté, il est clair que la sommation de ces allocations est supérieure à 100%. Une telle réalité traduit purement le double comptage évoqué précédemment. Ceci plaide pour une nomenclature pro-ODD afin de réduire ce biais.

3.2.2 Alignement du budget par cibles priorisées

La cartographie des allocations budgétaires par ODD est relativement brute. Pour une cartographie fine, il sied de ne considérer que les allocations par cible pour une meilleure lecture en termes d'intégration des ODD. La RDC semble présenter une lisibilité non négligeable en termes de cibles d'autant plus qu'il est possible d'identifier 57,9% de cibles priorisées pour l'actuel quinquennat, commencé depuis 2017 (Fig. 3.3). La difficulté à ventiler de manière à permettre une identification facile de toutes les dépenses consacrées à chaque cible n'est pas propre à la RDC. Pour raison de commodité de lecture, les allocations budgétaires cible par cible sont renvoyées en annexe 3. Nonobstant cette lisibilité à plus de 50%, il existe une limite à préciser dans la mesure où s'il est possible de lire certaines cibles, ceci ne traduit pas forcément une conscience pro-ODD. Il peut s'agir simplement d'une conscience de l'existence de tel ou tel autre problème.

Figure 3.3 Lisibilité des ODD par cible dans le budget



Source : Auteur

Par ailleurs, autant le problème de redondance se pose dès lors que les allocations sont décrites en termes d'ODD, autant il est possible de la remarquer au niveau des cibles, quoiqu'à des degrés différents[14] . Par exemple, les allocations budgétaires de la sous-fonction « Gestion des eaux usées et assainissement (05200) » peuvent être logées aussi bien dans la cible 6.2 que dans la cible 14.1.

3.2.3 Alignement du budget aux ambitions des ODD

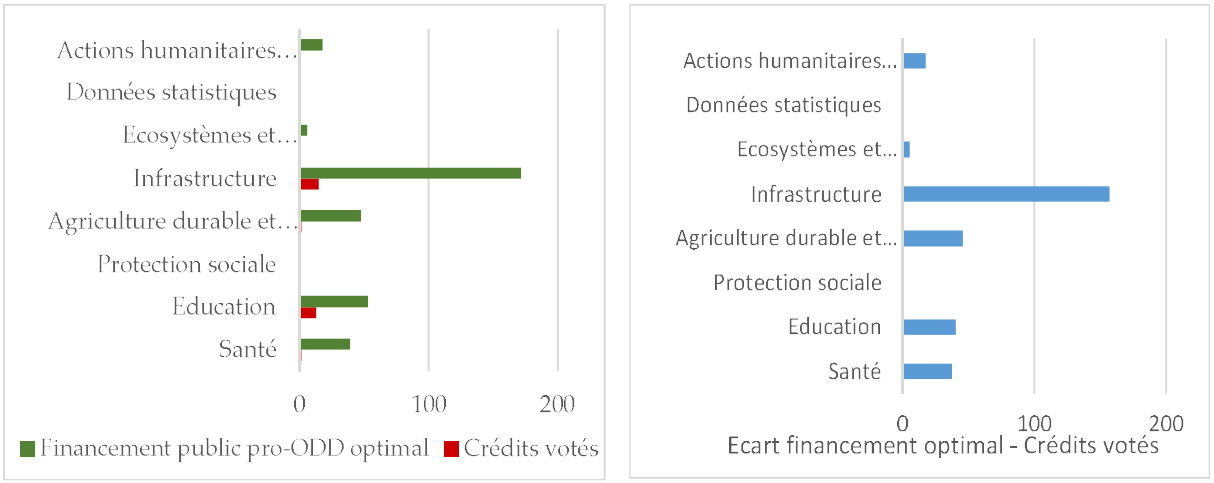
Rendre les ODD visibles dans le processus budgétaire c'est aussi mobiliser davantage de ressources pour des dépenses directement pro-ODD. La figure 3.4 fait correspondre le financement public optimal estimé pour atteindre les ODD et les allocations budgétaires actuelles réservées aux domaines d'investissement. Comme indiqué supra, réfléchir en termes d'ODD par ODD introduit un biais, qui enfreint le principe d'intégration du programme de développement à l'horizon 2030. Ainsi, cette figure fait appel aux domaines d'investissement tels proposés par le Sustainable Development Solutions Network. En fait, « l'estimation des besoins de financement devrait considérer un certain nombre de questions transversales. Ceux-ci comprennent entre autres : i) La réduction de la pauvreté (ODD 1) est un domaine complexe qui comprend de nombreuses politiques et un large éventail d'investissements, y compris dans le capital social (santé et éducation), le capital physique (infrastructures), le capital des entreprises (petites exploitations agricoles, la pêche artisanale, les petites entreprises, fabrication), et d'autres formes de capital. Étant donné que les ODD visent une couverture universelle de la santé, l'éducation et les infrastructures de base, ils couvrent une part importante des investissements nécessaires pour mettre fin à l'extrême pauvreté. ii) La réduction des inégalités (ODD 10) exige des investissements ciblés dans la fourniture d'infrastructures de base et de services publics aux populations marginalisées. La réduction des inégalités sera également améliorée par exemple une fois que des politiques visant à assurer l'égalité des chances (ODD 4 et 5), une couverture sanitaire universelle (ODD 3) sont mises en place. Comme dans le cas de l'égalité des sexes, le reste de politiques, notamment la redistribution des revenus, nécessitera des investissements relativement modestes. En dépit de leur importance pour la réalisation des ODD, ces politiques ne seront donc pas prises en compte dans cette analyse d'investissement » (Ministère du Plan/RDC, 2016, pp. 39-40). Il ne s'agit que des exemples de la complexité de vouloir produire des estimations de manière isolée.

Fort de ces arguments, la figure 3.4, dans sa partie droite, compare les crédits votés pour chaque domaine et les estimations d'un financement public optimal à la réalisation des ODD par domaine et la partie gauche dégage le gap de financement résultant de la différence entre le financement optimal et les crédits alloués dans le budget 2018. Pour la santé, le crédit voté représente 1,59% du budget total. Le financement optimal y relatif s'élève à 39,24% du budget total. Concernant l'éducation, le budget 2018 avait prévu 13,14% de toutes ses allocations. Cependant, si la RDC veut espérer atteindre l'ODD 4 avec ses interactions, en réalité ces allocations devraient être de 53,39%. En ce qui concerne la protection

14. Quand il s'agit des ODD, un ministère peut s'occuper de plusieurs ODD.

sociale, il n'existe pas une estimation optimale pour le financement public. Ainsi, il devient impossible de procéder à une analyse comparative. Toutefois, tout porte à croire qu'une allocation budgétaire en 2018 de l'ordre de 0,08% du budget est largement insuffisante. L'écart entre le financement public optimal et le crédit alloué pour l'agriculture durable et la sécurité alimentaire est de 46 points de pourcentage (soit 1,6% pour le crédit voté contre 47,6% pour le financement optimal). A propos des infrastructures, l'écart est particulièrement très considérable, soit 156,7 points de pourcentage (soit 14,7% pour le crédit voté contre 171,5% pour le financement optimal). S'agissant des écosystèmes et de la biodiversité, le budget n'a réservé que 0,6% de ses allocations alors que le financement optimal devrait être de l'ordre de 6,05%. Au sujet des données statistiques, le pays devrait consacrer au moins 1,18% de son budget. Mais il n'a voté que 0,02%. Enfin, le pays devrait au moins affecter 17,8% de son budget aux actions humanitaires d'urgence. Par contre, seulement 0,3% a été voté à ce titre.

Figure 3.4. Désalignement budgétaire en fonction des ambitions des ODD



Source : Auteur

En définitive, il est clair que le budget 2018 n'est pas aligné à l'ambition des ODD. Il suffit de regarder la partie gauche de la figure 3.4 pour constater qu'il y a des écarts positifs pour tous les domaines d'investissement.

3.3 Planification, redevabilité et performance

3.3.1 Cadre programmatique pro-ODD

La réussite des ODD est notamment fonction de leur intégration dans le cadre programmatique national. Ceci exige une domestication de cet Agenda international. De ce fait, son opérationnalisation pourrait devenir concrète. En fait, le plan ou une stratégie bien conçue débouche toujours sur une programmation budgétaire. Autrement dit, l'on devrait déboucher sur des budgets-programmes pro-ODD. Pareil exercice ne réussit que s'il se révèle inclusif, notamment en faisant participer la société civile.

La RDC pèche à ce niveau. Premièrement, depuis la fin de l'échéance du DSCRP II, le pays devait se doter d'un nouveau plan national. La coïncidence temporelle entre la fin de l'échéance du DSCRP II et le lancement du nouvel Agenda était une belle fenêtre pour une planification pro-ODD. Inopportunément, cette fenêtre s'est vite fermée sans que le pays ne puisse adopter un nouveau plan national. Depuis, il court toujours vers des recadrages du PNSD, qui ne finissent jamais. Aujourd'hui, la RDC en est à, au moins, trois tentatives d'élaboration d'un plan national. Autant il y a des balbutiements au niveau national, autant il y en a au niveau sectoriel ou ministériel. Pour l'heure, seul le Ministère de l'éducation dispose d'une stratégie sectorielle véritablement pro-ODD (SSEF). En revanche, au niveau national, la contextualisation et la priorisation des ODD ont été déjà conduites afin de nourrir l'élaboration du nouveau plan national (Ministère du Plan/RDC 2016).

Deuxièmement, la Loi des Finances publiques de 2011 prévoyait de passer au budget-programme le 1er janvier 2019. Malheureusement, le moratoire sollicité en juin au Senat va repousser cette concrétisation en 2023, à sept ans de la fin de l'échéance de l'Agenda 2030 des ODD. Ce report empêche le pays d'entrer véritablement dans la logique des ODD qui exige aussi bien les résultats que la redevabilité y relative. Par voie de conséquence, la logique de ne pas avoir de « laissé-pour-compte des ODD » ne peut qu'accidentellement être vraiment respectée.

Ces deux limites ne permettent en définitive pas une redevabilité. Or, la réussite de l'intégration des ODD dans le budget en dépend fondamentalement.

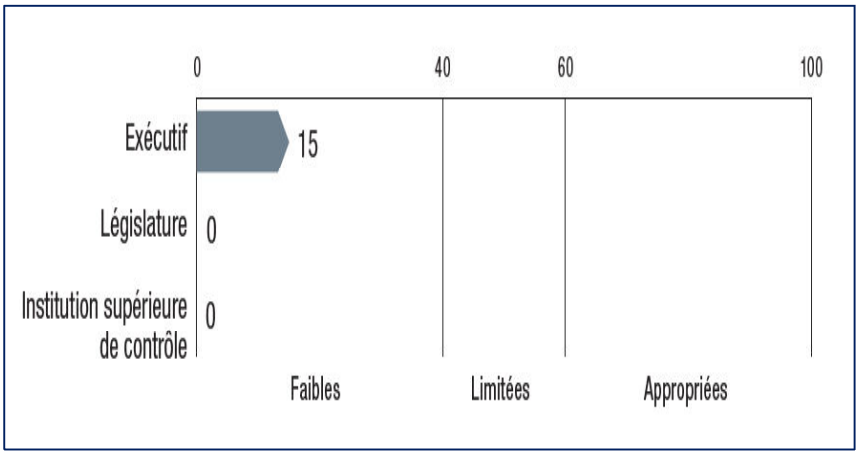
3.3.2 Elaboration et négociation budgétaire pro-ODD

Le processus budgétaire est considéré comme pro-ODD dès le commencement de l'élaboration du Budget. Son caractère inclusif est une des variables importantes. En Finlande, par exemple, la société civile est présente dans le débat sur des propositions budgétaires. Dans cette veine, elle a participé au processus de délibération sur la manière de relier les ODD au budget national. En RDC, la société civile participe également dans les séminaires d'orientation budgétaire, quoi qu'elle se plaint souvent de la marginalisation de sa voix. Il existe çà et là des initiatives de la société civile. Deux exemples : L'initiative de la CONEPT est la production d' un rapport sur le financement innovant de l'ODD 4 afin de pallier les insuffisances budgétaires dégagées dans la SSEF (Kodila Tedika, 2019). La deuxième initiative est celle conduite par CARITAS pour mesurer le degré d'alignement du Budget 2018 aux ODD. Or, la proposition de participation de la société civile devrait être acquise tout au long du cycle budgétaire par le corps exécutif, le corps législatif et l'institution supérieure de contrôle. De manière générale, selon l'indice de participation du public au budget de International Budget Parternship, la RDC bénéficie de la note de 9 sur 100 en 2017[15] . La figure 3.5

15. Il n'existe pas d'information pour 2017. Car, l'indice est publié chaque deux ans. Le prochain est prévu pour 2019.

présente la situation en considérant les différents cycles. Le niveau d'opportunités demeure très faible.

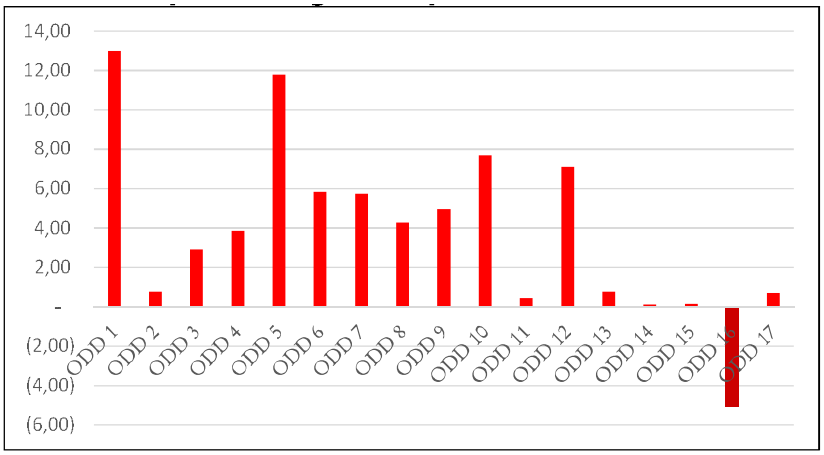
Figure 3.5 Opportunités de participation du public dans le cycle budgétaire



Source : International Budget Parternship (2017)

Sur un autre registre, il a été indiqué précédemment que l'exécution du budget n'a pas été crédible, car l'Etat n'a pas été à mesure d'exécuter les dépenses inscrites au budget, traduisant notamment un problème de discipline budgétaire. Le Gouvernement n'a pas été à même de fournir les services publics aux niveaux présentés dans les documents et les déclarations publiques. La figure 3.6 illustre cette réalité en l'appliquant aux différentes allocations budgétaires des différents ODD. Pour aucun ODD, les allocations votées ne correspondent aux montants décaissés effectivement. Il s'agit là du constat pour tous les ODD, excepté l'ODD 16. Les écarts en points de pourcentage varient entre 0,12 (ODD 14) et 13 (ODD 1). L'ODD 16 présente un écart négatif : les montants exécutés sont supérieurs de 5,07 points de pourcentage par rapport aux montants inscrits dans le Budget voté.

Figure 3.6 Indiscipline budgétaire par ODD



Source : Auteur

Cette indiscipline budgétaire est le reflet de l'équilibre de l'économie politique. Les institutions formelles (loi de Finances) ne correspondent véritablement pas aux intérêts privés de la plupart des politiciens, qui utilisent davantage le budget comme un

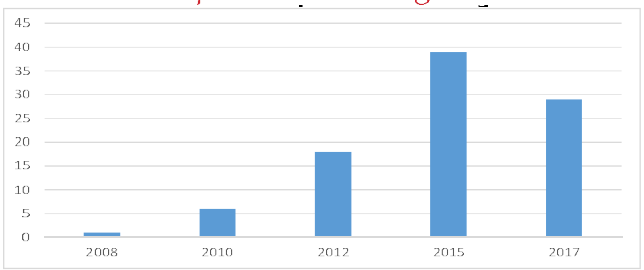
moyen de s'enrichir personnellement plutôt que de l'utiliser comme un instrument collectif. Ainsi, les considérations des institutions informelles prédominent. Ce déséquilibre se manifeste quand ceux qui détiennent véritablement le pouvoir s'accaparent dès le départ des allocations budgétaires importantes et au final, les montants y relatifs sont multipliés par des coefficients multiplicateurs nageant entre 1 à 5. Cette logique n'est pas pro-ODD.

Les arbitrages aussi bien au début du processus qu'en cours du processus budgétaire doivent se faire en ayant les ODD comme outil de négociation. Par exemple, en Norvège, l'utilisation des ODD et de leurs cibles est reconnue comme étant l'argument pour justifier les propositions budgétaires et négocier des fonds. Dans l'Etat d'Assam, les ODD sont un outil permettant aux ministères d'obtenir un financement. En Afghanistan, l'implémentation des ODD dans le budget exige par exemple que la sélection des demandes des subventions soit fondée sur une description de la façon dont elles vont contribuer aux ODD. L'expérience congolaise est loin de cette logique. C'est ainsi d'ailleurs que cette indiscipline budgétaire se manifeste infine.

3.3.3 Performance budgétaire et redevabilité

Un budget pro-ODD est un budget transparent et dont la performance peut être suivie, évaluée et faire objet d'une discussion ouverte. En termes de transparence, l'Indice de Budget Ouvert (IBO) de la RDC (Fig. 3.7) a tendanciellement augmenté.
Cependant, entre 2015 et 2017, le pays a perdu 10 points. Ainsi, il a bénéficié d'une note 29 sur 100, soit une note minimale[16] . Cette note est faible comparée à la moyenne mondiale qui se situe à 42. C'est dans le niveau d'exécution, selon la décomposition de cet indice, qu'il y a des faiblesses les plus criantes. Ce niveau est composé de quatre sous-dimensions : rapports en cours d'année, revue de milieu d'année, rapport de fin d'année et rapport d'audit. Pour l'exhaustivité des informations fournies dans les rapports en cours d'année, le pays n'a bénéficié que de la note de 30 sur 100. La revue du milieu d'année fut publiée en retard. Le rapport de fin d'année a été publié à des fins internes et, enfin, le rapport d'audit n'a jamais été publié. Le contrôle budgétaire par la législature[17] et l'audit sont limités (46 sur 100). Ceci pose un sérieux problème de redevabilité.

Figure 3.7 Evolution de la transparence du Budget – IBO



Source : Auteur, à partir de International Budget Parternship (2017)

16. Entre 0 et 20, la note est considérée comme faible. De 21 à 40, il s'agit d'une note minimale. Entre 41 et 60, la note est limitée. De 61 à 80, la note est vue comme significative. Enfin, dans la fourchette de 81 à 100, la note est extensive.
17. Au moment de la rédaction de ce rapport (Juillet 2019), la Loi de reddition des comptes 2018 n'est toujours pas publiée.

La vague de la gestion axée sur les résultats au niveau mondial a influencé également la budgétisation. Ainsi, de plus en plus le Budget « découle d'indicateurs de performance, dont l'utilisation est devenue de plus en plus importante dans le pilotage de l'action publique et la gouvernance de l'Etat. Cela signifie que les crédits budgétaires sont organisés en fonction d'objectifs politiques, chacun étant contrôlé à l'aide d'objectifs et d'indicateurs. Cette logique axée sur les résultats est relativement conforme à celle des ODD, qui sont organisés en fonction d'objectifs, de cibles et d'indicateurs » (Hege et Brimont, 2018, p.6). A titre illustratif, le Mexique a révisé ses indicateurs budgétaires en tenant compte des ODD.

La Loi des Finances publiques de 2011, dans ses articles 76 et 17, institue la mise en place d'indicateurs de performance permettant le suivi et le contrôle de l'exécution du budget. L'article 230 alinéas 2 de la LOFIP stipule que le budget de chaque année identifie les ministères, Institutions, provinces et entités territoriales décentralisées éligibles à la gestion de budgets de résultats. Dans les faits, il n'existe pas un document permettant véritablement d'apprécier, globalement, les performances du budget. La RDC doit donc proposer un tel document, auquel il faudra fusionner avec les indicateurs des ODD.

Le Ghana est un bel exemple africain quant à ce. Il a mis au point un système de suivi du budget des ODD. A l'aide du plan comptable, il cartographie les ODD sur le budget national. Les principes directeurs sont basés sur les cibles des ODD et le cadre des indicateurs. Il considère également la logique des budgets-programmes, qui est développé en domaines thématiques, sous-objectifs et objectifs politiques tels que définis dans le cadre de politique de développement national à moyen terme.

Conclusion du chapitre

Ce chapitre passe au crible des ODD la nature et les articulations du Budget 2018. Il dégage que le Budget 2018 ne peut nullement être qualifié de « Budget pro-ODD ». En effet, il existe des évidences allant dans ce sens. Déjà, du point de vue narratif, il n'existe aucune trace des ODD tout au long du cycle budgétaire 2018. Ensuite, la cartographie des allocations budgétaires indique clairement qu'elles ne sont pas à même de rencontrer les ambitions des ODD. Enfin, ce chapitre démontre la faible redevabilité de ce Budget, ce qui transgresse les principes des ODD. Par ailleurs, la négociation budgétaire n'est pas pro-ODD ; ce qui explique notamment l'indiscipline budgétaire y afférente.

Chapitre 4.

Politique budgétaire congolaise au service des ODD ?

Il est admis aujourd'hui que la politique fiscale et budgétaire demeure un des outils majeurs de la politique gouvernementale. Les ajustements dans sa composition peuvent améliorer la croissance, la stabilité macroéconomique, la répartition des revenus, l'allocation efficace des ressources, etc. (Musgrave, 1959). Ainsi, l'objectif de ce chapitre est d'analyser sommairement l'efficacité de cette politique ou des ajustements.

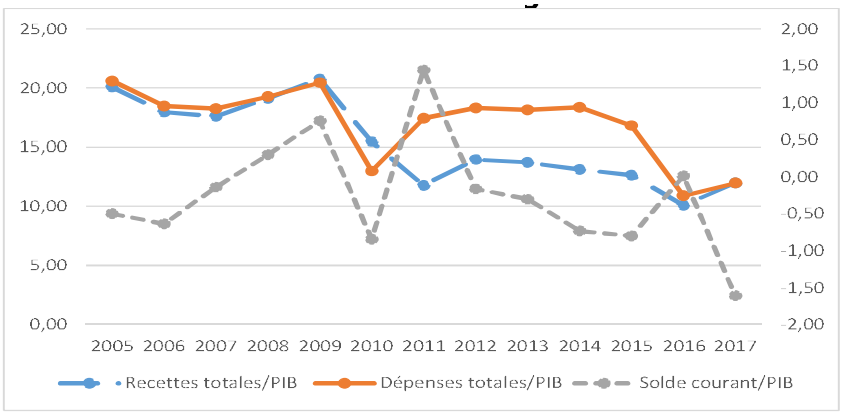
Le présent chapitre met en lumière l'évolution récente de la situation budgétaire, à laquelle est associée l'efficacité de la politique budgétaire. Il dresse ensuite le bilan de la politique fiscale. Les recettes non fiscales sont abordées au niveau de la troisième section. La quatrième section évalue rapidement la capacité de l'administration fiscale. La section aborde la question de la viabilité de la dette. Enfin, une conclusion partielle est tirée.

4.1 Évolution récente de la situation budgétaire et formes de la politique budgétaire

Comme susmentionné, les estimations à minima tablent sur un investissement total pour l'atteinte des ODD de l'ordre de 32 milliards de dollars américains l'an (Ministère du Plan, 2016). Dans l'entre-temps, le budget national, à son plus haut niveau de ces dernières décennies, n'a jamais dépassé 8 milliards USD, d'une part. Les ressources extérieures demeurent assez imprévisibles dans un environnement international que l'on décrit de plus en plus imprévisible (atonie de la croissance européenne, probable récession aux USA, guerres commerciales, etc.), d'autre part. Il n'en demeure pas moins que l'efficacité de la politique fiscale et budgétaire est de première importance notamment pour réussir à réduire l'ampleur de ces besoins de financement.
Le montant total des recettes publiques est en baisse, soit de 20,09% du PIB en 2005 à 11,97% en 2017 (Fig. 4.1). Un recul assez important ! En moyenne, pour la période de 2000-2018, la RDC présente le plus faible ratio de toute l'Afrique. En effet, ses performances en mobilisation de ressources valent 11% du PIB contre 24,5% pour l'Afrique, malgré des réformes engagées dont celle de la TVA. Les raisons de l'inefficacité de l'assiette de l'impôt (faiblesse du revenu par habitant, importance considérable du secteur informel, étroitesse du secteur manufacturier, etc.) ont emporté sur les réformes engagées.

Les dépenses budgétaires ont connu moins des dispersions que les recettes. Cependant, elles suivent la même tendance que les recettes publiques. Elles ont pris de plein fouet l'effet de la crise financière de 2009. Ainsi, l'année 2010 est celle de la rupture totale de la tendance. Et depuis lors, elles n'ont plus retrouvé le niveau de 2005 où elles se situaient à 20,62% du PIB. En 2017, les dépenses se situaient à 11,97%.

Figure 4.1. Evolution de la situation budgétaire



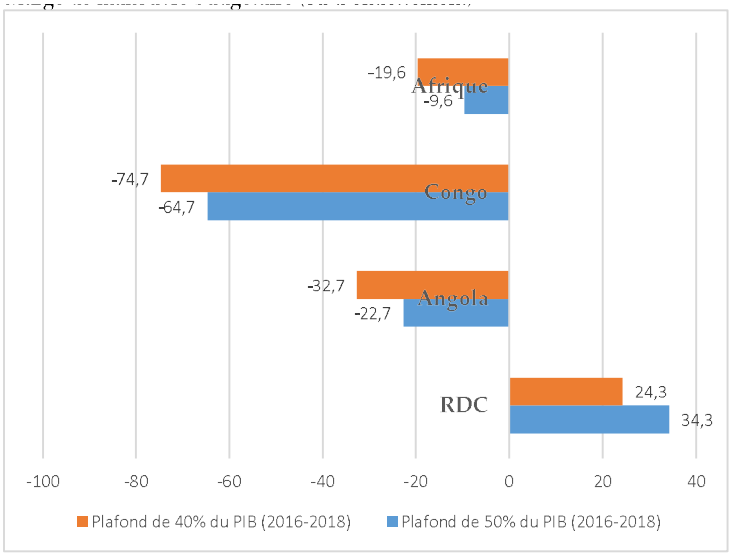
Source : Auteur, à partir des calculs de l'OCDD

Sur la période 2005-2018, la RDC a enregistré un déficit budgétaire. Le solde courant moyen (échelle de droite de la fig. 4.1) est de l'ordre de -1,61% du PIB. Il résulte de la conjoncture macroéconomique, d'une faible mobilisation et d'une pression sur la dépense publique. Les effets de l'assainissement des finances publiques de la période 2011-2013 ont été balayés. Cependant, malgré une situation financière précaire, la RDC semble bénéficier d'une marge de manœuvre budgétaire intéressante, mesurée par la différence entre le plafond[18] de la dette et le niveau d'endettement actuel d'un pays en prenant deux plafonds de la dette publique totale : 50 % du PIB, comme recommandé par le FMI pour les pays en développement, et 40 %, la moyenne africaine (Pienkowski, 2017). La figure 4.2 présente deux scénarios en fonction de ces deux seuils pour la période 2016-2018. Ils sont construits en fonction des informations collectées par la Commission économique pour l'Afrique (2019).

En considérant un plafond de la dette de 50%, la RDC dispose de la 2ème marge de manœuvre de tous les pays africains[19] et est supérieure à l'Afrique, qui est très limitée. Dans le cas d'un plafond fixé à 40%, la marge de manœuvre congolaise baisse de 29,15%. Mais elle fait toujours mieux que toute l'Afrique, qui perd 104% de marge de manœuvre. Cette marge de manœuvre doit être consolidée par une évaluation de la qualité des dépenses publiques afin d'améliorer la productivité mais également espérer réaliser les ODD.

18. La méthode dite du plafond de la dette, utilisée pour estimer la marge de manœuvre budgétaire, est fondée sur l'hypothèse que les gouvernements n'empruntent qu'en dernier recours, après avoir épuisé toutes les autres options de financement (Commission économique pour l'Afrique, 2019, p.34).
19. La première place étant occupée par le Botwana (Commission économique pour l'Afrique, 2019).

Figure 4.2 Marge de manouvre budgétaire (ou d'endettement)



Source : Auteur, à partir de la Commission économique pour l'Afrique (2019)

Réussir une politique budgétaire pro-ODD revient notamment à stabiliser le cadre macroéconomique du pays. A cet effet, l'orientation de la politique budgétaire en fonction du cycle est déterminante. Si la forme de la politique budgétaire contra-cyclique[20] – c'est-à-dire la réduction des dépenses publiques et l'augmentation des impôts en période d'expansion (restrictive en périodes d'expansion) et l'inverse en période de récession (expansionniste en périodes de récession) – est privilégiée en cas des chocs macroéconomiques négatifs, le cycle sera lissé en contenant les tensions inflationnistes et le chômage. Ce rééquilibrage crée in fine un espace budgétaire, nécessaire en cas d'un retournement de la conjoncture. Dans la pratique, les Etats appliquent de fois une politique pro-cyclique – l'inverse de contra-cyclique – ou soit une politique budgétaire acyclique. En Afrique, la tendance est à des politiques pro-cycliques (Carmignani, 2010 ; Leibfritz et Rottmann, 2013 ; Calderón et Nguyen, 2016).

Mais le cas de la RDC est assez différent dans la mesure où la politique budgétaire semble être acyclique pour la période allant de 2005 à maintenant[21] . Ceci rejoint les conclusions de la Commission économique pour l'Afrique (2019), qui a tablé sur la période de 1985-2015. Cette forme de politique budgétaire fait perdre au pays davantage de ressources et de stabilité macroéconomique. Car, le gain du passage d'une politique acyclique à une politique contra-cyclique se manifesterait par une réduction de déficit budgétaire « d'environ 1 point de pourcentage en moyenne pour

20. Il y a trois manières pour mesurer les formes de la politique budgétaire. Premièrement, il s'agit de calculer la dépendance existant entre les dépenses publiques et les prix de matières premières. En cas d'une corrélation positive, il y a pro-cyclicité de la politique budgétaire. En cas d'une corrélation négative, elle est contra-cyclique. Elle est acyclique si la corrélation est non significative statistiquement. Deuxièmement, l'on considère le lien de dépendance entre un indicateur d'épargne publique – par exemple le solde budgétaire global ou le solde budgétaire global hors recettes tirées des ressources naturelles – et l'écart de production. En cas de corrélation négative entre les deux variables, la politique budgétaire est pro-cyclique sinon elle est contra-cyclique. L'a-cyclicité est déterminée comme dans le premier cas par la non-significativité statistique de la relation. Enfin, l'on peut considérer le lien entre les dépenses publiques et la croissance du PIB réel. L'interprétation est la même que dans la première approche.

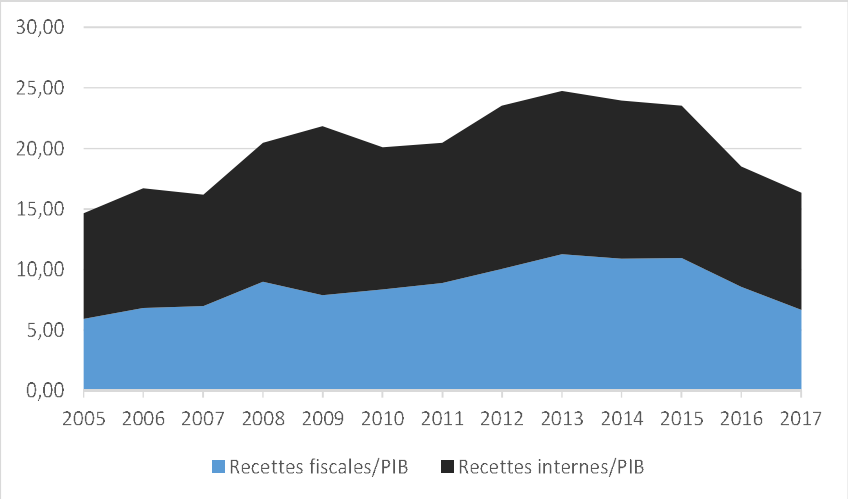
21. En suivant l'ordre des méthodes de calcul évoquées à la note 18, les coefficients de corrélation se présentent respectivement comme suit : 0.0610, -0.1978 et 0.3751. Aucun n'est significatif (Annexe 5).

la période 2015-2018. En outre, l'amélioration de la stabilité macroéconomique qui va de pair avec une politique budgétaire contra-cyclique est associée à une hausse de l'investissement et de la croissance économique, ce qui accroît également les recettes et réduit le déficit budgétaire » (Commission économique pour l'Afrique, 2019, p. 37).

4.2 Tendances de la politique et de la performance fiscales

Le ratio impôt-PIB (total des recettes fiscales en pourcentage du PIB) était de 12. Entre 2005 et 2018, le pays a gagné 6,08 points de pourcentage. Cependant, ce changement en deux points de période cache une réalité assez importante : les recettes fiscales ont connu une évolution en courbe polynomiale ou en U inversé presque. L'effort fiscal demeure très faible (Kodila Tedika et Kakanda, 2019). Comparée à l'Afrique, sa pression fiscale est de loin inférieure car le continent africain présente un chiffre autour de 20%. Par ailleurs, elles demeurent néanmoins la composante la plus importante des recettes internes mobilisées (Fig. 4.3).

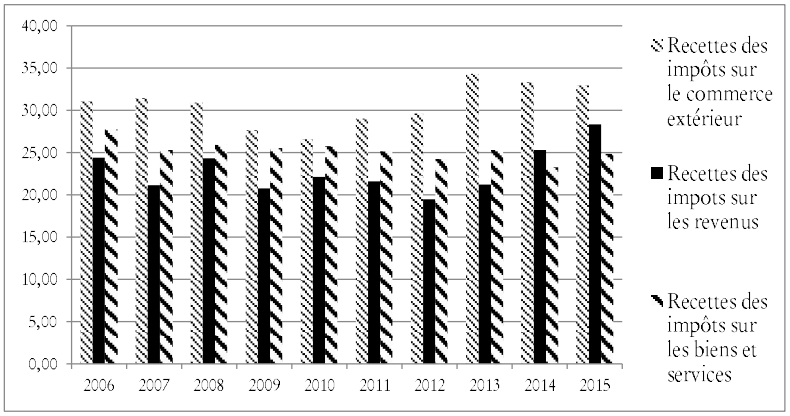
Figure 4.3 Evolution des recettes fiscales et internes



Source : Auteur, à partir des calculs de l'OCDD/Min. Plan

La structure fiscale congolaise n'a quasiment pas évolué (Fig. 4.4). Elle inclut tous les impôts traditionnels et reste fortement dépendante des impôts sur le commerce extérieur. Entre 2006 et 2015, les recettes des douanes et accises représentent en moyenne 30,68% des recettes courantes. La contribution des impôts sur les revenus reste limitée et connaît une tendance contrastée. Elle ne représente en moyenne que 22,89% des recettes courantes. Nonobstant l'introduction de la TVA en 2012, la part des impôts sur les biens et services connaît une évolution baissière, passant de 27,1% en 2005 à 24,85% en 2015.

Figure 4.4. Evolution la structure fiscale (% des recettes courantes)



Source : Auteur, à partir des données de la BCC

S'il est vrai que la structure fiscale n'a pas trop changé, il y a lieu de mentionner deux réformes : l'introduction de la Taxe sur la Valeur Ajoutée en 2012 dont les effets sur l'élargissement de l'assiette fiscale peuvent être appréciés et une réforme récente sur les ajustements de taux d'imposition[22] . A propos de la TVA, l'on ne constate aucun apport aux recettes fiscales globales. Kodila Tedika et Kankanda Nyembo (2019) font remarquer que la tendance de l'ICA en proportion de recettes courantes, qui était très légèrement haussière entre 2006 et 2011, a connu une décélération dès l'entrée en vigueur de la TVA en 2012. En considérant les chiffres officiels du Ministère des Finances, les recettes nettes de la TVA, c'est-à-dire déduites des remboursements, auraient représenté 4,18% du PIB en 2012. En 2016, elles n'étaient plus que 2,81%. Les chiffres de la Commission économique africaine (2019) indiquent un écart fiscal pour la TVA (le manque à gagner entre la perception potentielle et la perception réelle de la TVA) de l'ordre 35,9% en 2018.

En somme, les réformes fiscales introduites ces dernières années n'ont eu aucun effet positif significatif sur les performances fiscales. Tout indique qu'il faut d'autres reformes pour corriger les distorsions et maximiser l'effort fiscal.

4.3 Évaluation des recettes non fiscales

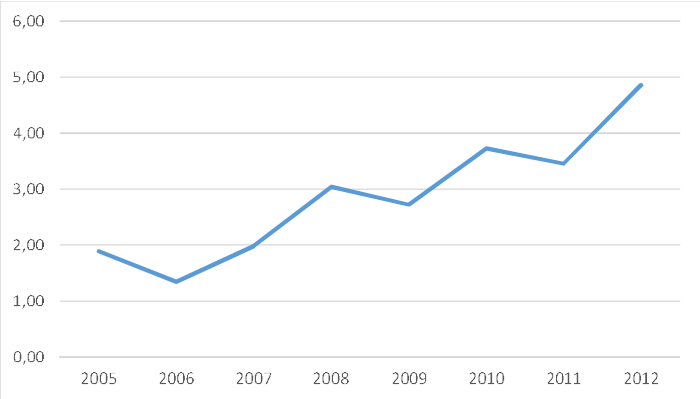
La figure 4.3 indique également l'évolution des ressources non fiscales[23] . Il s'agit de l'écart entre les recettes internes et les recettes fiscales, visualisées par la couleur noire. Tendanciellement, elles ont augmenté entre 2005 et 2009. Elles ont ensuite chuté depuis cette année-là. La collecte récente des recettes non fiscales n'a pas

22. Dans la loi de Finances n° 18/025 du 13 décembre 2018, il y a eu des ajustements dans le sens de la réduction de taux d'imposition des rémunérations.

23. Les instruments générant des recettes non fiscales sont plus variés que les instruments fiscaux. Ils incluent les redevances, les taxes applicables aux droits miniers, les dividendes versés au titre des investissements de l'État dans des entreprises publiques et des portefeuilles d'actions, les fonds souverains d'investissement et les participations souscrites par l'administration publique dans le capital de coentreprises gérées avec des opérateurs privés. Les autres sources incluent les frais de délivrance des licences commerciales en cas de création d'entreprises, les permis de construire, les frais d'enregistrement des naissances, des mariages ou des décès, ainsi que de délivrance des certificats y afférents. Les frais applicables aux administrés et aux prestations de services sont également importants. Ils concernent les baux des bâtiments publics et d'autres établissements, les inscriptions scolaires et universitaires, les soins hospitaliers et les entrées payées par les touristes dans les musées et les parcs. (Commission économique africaine, 2019, p.78)

dépassé 3,5% du PIB, en deçà de 4,5% de l'Afrique. Etant donné les potentiels du pays, tout laisse croire que des améliorations sont possibles pour davantage de ces ressources. Un des cas emblématiques est celui des ressources naturelles. La figure 4.5 montre l'évolution croissante des recettes provenant des ressources naturelles. Entre 2005 et 2012, le pays a gagné 2,96 points de pourcentage.

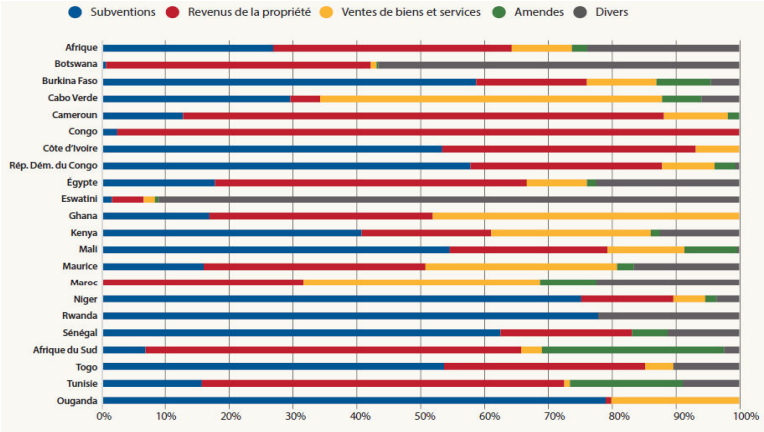
Figure 4.5 Recettes provenant des ressources naturelles (en % du PIB)



Source : Auteur, à partir des données de Yohou et Goujon (2017)

En revanche, les recettes non fiscales présentent un caractère imprévisible, particulièrement pour la RDC où cette imprévisibilité est considérée comme élevé comme en Ouganda, au Burundi et au Congo-Brazzaville. Le reste de pays limitrophes de la RDC présentent un degré d'imprévisibilité modéré comparé à leurs pairs (Commission économique africaine, 2019). Aussi, la RDC ne recourt qu'à très peu d'instruments des recettes non fiscales comme on peut le constater au travers de la figure 4.6. La base des recettes non fiscales ne couvre qu'essentiellement les subventions, les revenus de propriété et les ventes de biens et services. Il s'agit d'une indication de l'existence d'un potentiel étant donné le nombre d'instruments dénombrés à la note 9. En effet, le ratio effectif « collecte effective des recettes non fiscales/collecte potentielle des recettes non fiscales » en Afrique demeure faible (Commission économique africaine, 2019). Des déficits dans la décentralisation fiscale, des obstacles institutionnels et administratifs sont autant de raisons de la faiblesse de ce ratio effectif.

Figure 4.6 Pourcentage des recettes non fiscales générées par chaque instrument



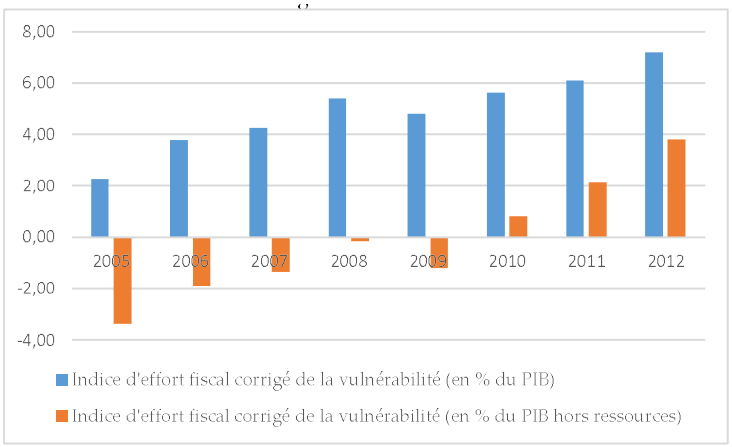
Source : Commission économique africaine (2019)

4.4 Administration fiscale

En RDC, la structure de l'administration fiscale demeure non autonome, contrairement à la tendance généralisée depuis les années 90 marquée par la réforme fiscale de création d'autorités fiscales semi-autonomes. En RDC, les impôts et taxes du Gouvernement central sont collectés par les régies financières, sous tutelle du Ministère des finances. La DGI collecte la fiscalité directe et indirecte, en dehors de celle liée au commerce extérieur qui est sous la charge de la DGDA. Les recettes non-fiscales sont collectées par la Direction Générale des Recettes Administratives, Domaniales et de Participation (DGRAD).

Ces régies n'arrivent pas à mobiliser suffisamment de ressources (cf. Fig. 4.3). Ainsi, leur efficacité est régulièrement indexée. Au-delà du recouvrement total des recettes, qui est une mesure élémentaire de la performance de l'administration fiscale, l'effort fiscal[24] , qui est une mesure plus robuste, n'atteste pas non plus d'un résultat élogieux. La figure 4.7 indique l'évolution de l'effort fiscal corrigé de la vulnérabilité de l'économie congolaise aussi bien en proportion du PIB et du PIB hors ressources. Il en découle une amélioration globale de la situation quel que soit le dénominateur. Cependant, ce tableau demeure inférieur à la situation africaine.

Figure 4.7. Evolution de l'effort fiscal corrigé de la vulnérabilité



Source : Auteur, à partir de WDI

Ceci peut se justifier dès lors que l'on considère qu'il faut 52 nombre d'opérations fiscales (8 mauvais résultats de toute l'Afrique), 346 heures en termes de délai de mise en conformité contre 76 en Djibouti, l'unique pays africain entre 2008-2017 (Banque mondiale et de PwC, 2018) et la RDC a la note de 27,1 sur 100 pour l'indice post-dépôt des déclarations de la Fondation Mo Ibrahim.

24. Rapport entre les recettes effectives perçues et les recettes potentielles que l'on s'attendrait à percevoir compte tenu de la structure de l'économie. Le dénominateur est ce que l'on appelle la frontière fiscale. La distance entre la frontière fiscale et les recettes effectives perçues apprécie le potentiel fiscal.

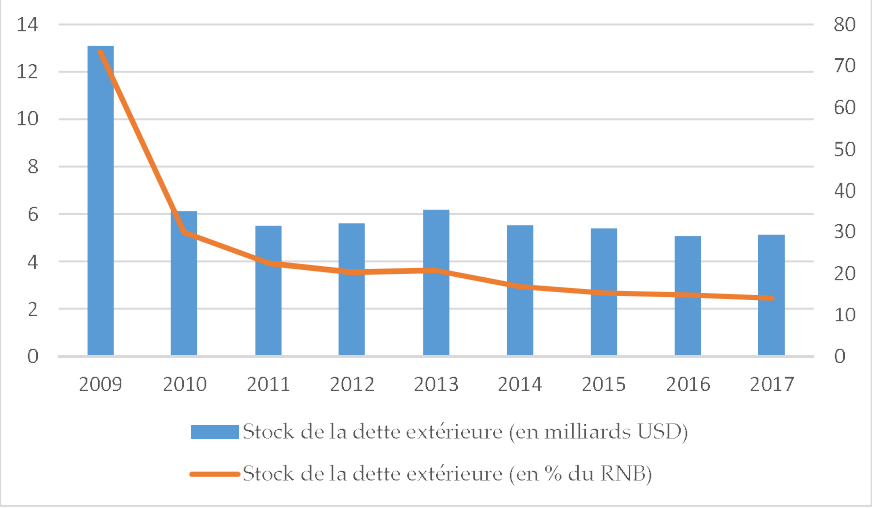
4.5 Viabilité budgétaire et soutenabilité budgétaire

L'encours de la dette extérieure s'est situé en moyenne à 6,4 milliards de dollars pendant la période 2009-2017. En vérité, la situation s'est globalement améliorée entre 2009 et 2017 (Fig. 4.7).

En fait, entre les deux points, l'encours en milliards de dollars – échelle de gauche – a fortement diminué, soit un recul de 60,8%. Ceci reflète en réalité l'annulation de la dette dans le cadre de l'initiative PPTE. Mais l'on ne peut pas négliger le fait que la croissance économique s'est relevée assez forte et soutenue.

Cette bonne tenue de la dette extérieure est liée notamment à une structure financière moins profonde et surtout une prudence budgétaire extrême [25]. Ainsi, la composition de la dette extérieure demeure dominée à plus de 60% des prêts concessionnels.

Figure 4.8 Encours de la dette extérieure, 2009-2017



Source : Auteur, à partir de WDI

La situation de la RDC contraste avec la situation générale de l'Afrique où l'on a assisté à son retour en force dans les marchés de capitaux, à cause notamment des performances macroéconomiques, des assouplissements du plafonnement des emprunts non concessionnels octroyés aux pays à faibles revenus par le FMI, la réduction de la charge de la dette, d'importants besoins d'emprunt, des faibles coûts d'emprunt sur le marché des fonds prêtables, etc. (Sy, 2014 ; CNUCD, 2016; Commission économique africaine, 2019).

Cet engouement vers les marchés financiers internationaux est devenu un problème pour certains pays africains. Les estimations du FMI en fonction des données du mois de juin 2018 indiquent clairement que cinq pays africains sont en situation

25. Des pays à revenu faible comme l'Ethiopie ont pu recourir aux obligations-diaspora et aux émissions obligataires sur le marché des euro-obligations (obligations en devises étrangères enregistrées en dehors de leur pays d'émission). D'autres ont émis des emprunts obligataires traditionnels : Mozambique pour 85 millions de dollars (en 2013, par exemple), Rwanda pour 4 millions de dollars (en 2013, par exemple), Tanzanie pour 6 millions de dollars (en 2013, par exemple), etc. (Tyson, 2015).

de surendettement, neuf en risque élevé de surendettement[26] , quatorze en risque modéré et six en risque faible. La RDC présente un risque modéré.

Il s'agit donc d'une opportunité à exploiter intelligemment[27] pour financer les infrastructures et favoriser le développement. En effet, le durcissement des conditions du marché peut être contourné en ayant recours à des outils récents de mobilisation de fonds avec possibilité de réduction d'exposition (par exemple, obligation indexée, obligation libellée en monnaie locale, obligation-diaspora, surveillance extérieure, etc.). A ceux-ci, il faut une politique budgétaire prudente et une politique fiscale efficace, afin d'éviter des déséquilibres macroéconomiques.

Tableau 4.1 Risques de surendettement des pays africains

Echelle de défaillance sur la dette		Année 2018
	En situation de surendettement	Mozambique, Soudan, Soudan du Sud, Tchad, Zimbabwe
	Risque élevé de surendettement	Burundi, Cabo Verde, Cameroun, Djibouti, Éthiopie, Gambie, Ghana, Mauritanie, République centrafricaine, Sao Tomé-et-Príncipe, Zambie
	Risque modéré	Bénin, Burkina Faso, Congo, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Niger, **REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO,** Sierra Leone, Togo
	Faible risque	Kenya, Lesotho, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Tanzanie

Source : Auteur, à partir de la Commission économique africaine (2019)

26 Le surendettement est une situation des difficultés de remboursement pour le pays-débiteur. Le haut risque est constaté lorsque le scénario de base et les tests de résistance font ressortir une violation prolongée des seuils d'endettement ou de service de la dette.

27. La confiance du marché reste un élément majeur pour l'emprunt. Or, Moody's a abaissé la note souveraine de la RDC, de «B3 négative stable» au départ la notation est dégradée à «Caa1 négative stable». (https://www.african-markets.com/en/news/central-africa/congo-kinshasa/moody-s-downgrades-the-democratic-republic-of-the-congo-s-rating-to-caa1-changes-outlook-to-stable-from-negative p.c. 11/07/2019)

Conclusion du chapitre

Ce chapitre a passé en revue l'essentiel de la politique fiscalo-budgétaire de la RDC. Il rappelle que cette politique s'avère utile pour l'atteinte des ODD. Mais dans le cadre de la RDC, celle-ci s'est montrée inefficace. Premièrement, les recettes publiques présentent une tendance à la baisse. Ceci est sans doute la preuve de l'inefficacité aussi bien de la politique fiscale que de l'administration fiscale. Deuxièmement, la politique budgétaire est acyclique. En conséquence, elle amplifie l'instabilité macroéconomique et ne permet guère une allocation optimale des ressources. Troisièmement, malgré une certaine viabilité et soutenabilité budgétaire, la politique d'endettement public devra être sollicitée pour mobiliser davantage de ressources utiles pour les infrastructures et la réalisation des ODD, en tenant compte de la dynamique du marché et de sa résilience.

Chapitre 5.

Conclusion générale et recommandations

L'Agenda 2030 comme feuille de route internationale commune de la transition vers un développement durable s'adresse à tous les acteurs : gouvernements, collectivités, entreprises, associations, syndicats, citoyens. Cependant, même si tous les acteurs sont appelés à jouer un rôle non négligeable, les Etats ont une importance considérable dans la réalisation de cet agenda, d'autant plus que le financement public supplémentaire pour atteindre les ODD est également important (environ 10 à 18,38 milliards de USD l'an entre 2016 et 2030).

Ce rapport analyse l'exécution du budget 2018, outil par excellence de la traduction de la politique gouvernementale, sous l'angle des ODD. Il passe en revue les questions essentielles de la nature du budget par rapport aux ODD d'une part, et de la politique fiscale et budgétaire en RDC d'autre part, sous le prisme des ODD. Les principales recommandations de ce Rapport sont regroupées en quatre points : i) alignement du cadre budgétaire sur les priorités nationales ODD, ii) allocations budgétaires (votées et exécutées) dédiées aux ODD, iii) efficacité de la politique budgétaire, iv) promotion des best practices.

1. A propos de l'alignement du cadre budgétaire sur les priorités nationales ODD, les analyses ont démontré que le budget 2018 n'a pas été aligné aux ODD. Plusieurs arguments attestent cela. Primo, la définition ministérielle des prévisions budgétaires n'est pas faite sur fond des ODD. Secundo, l'appropriation des ODD ne transparaît nulle part dans les différents documents ayant trait à l'exercice budgétaire 2018. Tertio, les conflits entre les différentes affectations de ressources semblent présents. Aussi, la difficulté à trouver les lignes budgétaires pour certaines cibles est une autre raison. Quarto, les allocations budgétaires sont très loin des ambitions financières associées à la réalisation des ODD. Quinto, les allocations budgétaires sont davantage déterminées sur fond d'un rapport de force entre les différents intervenants. Sexto, le budget 2018 n'est pas un budget programme.

En conséquence, l'objectif des résultats n'est pas ancré. Sétimo, le cycle budgétaire présente un caractère non-transparent et moins redevable, et, par suite, l'évolution de sa performance demeure hasardeuse. Octavo, la politique budgétaire et fiscale n'est pas à la hauteur des ambitions des ODD, à cause de sa faible capacité à mobiliser les ressources, à porter la croissance et à stabiliser le cadre macroéconomique.

Un budget aligné aux ODD doit notamment correspondre à l'esprit de ces différents arguments. Dès lors que le Budget 2018 s'en écarte, il s'éloigne de facto de l'Agenda 2030.

2. Concernant les allocations budgétaires, il y a trois manières d'apprécier cela. Premièrement, la répartition des crédits budgétaires peut se faire par ODD. Les ODD sociaux ont reçu 81,7% en termes de crédits votés contre 49,4% de crédits exécutés. Les ODD économiques ont bénéficié de 44,3% en termes de crédits votés contre 21,4% crédits exécutés. Le budget 2018 a accordé aux ODD environnementaux 18,7% en termes de crédits votés contre 4,7% de crédits exécutés. La dimension institutionnelle a reçu 20,2% en termes de crédits votés contre 25,3% de crédits exécutés.

Enfin, pour le partenariat, 21,4% ont été votés contre 20,7% exécutés. Deuxièmement, les allocations budgétaires peuvent être liées aux cibles priorisées. 57,9% de cibles du package prioritaires sont concernés par cet exercice. Troisièmement, les allocations peuvent suivre les domaines d'investissement SDSN. Les allocations budgétaires adossées aux domaines d'investissement sont : santé (1,6%), éducation (13,1%), protection sociale (0,1%), agriculture durable et sécurité alimentaire (1,6%), infrastructure (14,7%), écosystème et biodiversité (0,6%), données statistiques (0,02%) et actions humanitaires d'urgence (0,3%).

En définitive, il n'existe aucun respect des lignes budgétaires votées et celle qui sont exécutées. A cette indiscipline budgétaire, il faut ajouter aussi le fait que les dépenses effectives ne sont toujours pas allées véritablement à la cible visée. De ce fait, dans un environnement de corruption élevée, la loi de réédition des comptes est davantage, pour l'instant, un exercice de formalité qu'un véritable document traduisant l'effectivité des dépenses engagées. Ceci implique donc que la lutte contre la corruption paraît indispensable. Le contrôle de l'exécution de la Cour des comptes doit être réel et permanent.

3. En ce qui concerne la politique budgétaire, celle-ci n'est pas efficace. Pour s'en convaincre, le caractère insignifiant des allocations budgétaires aux ODD comparées aux montants estimés pour réaliser les ODD en RDC d'ici à 2030 est évocateur. L'inefficacité de la politique budgétaire et fiscale s'est traduite premièrement par une politique budgétaire acyclique. Une telle forme de politique budgétaire accroît l'instabilité macroéconomique, plombe la croissance, accroît les inégalités, réduit les ressources publiques et empêche la diversification économique,etc.Deuxièmement,lesrecettesfiscalessontendiminution.Cequiempêche l'investissement public aussi bien dans les infrastructures sociales et humaines (capital humain) que physiques. Il en est de même des ressources non fiscales. La baisse des recettes internes est notamment la preuve de la qualité inférieure de l'administration fiscale. Du côté de la politique d'endettement, celle-ci demeure malencontreusement prudente.

Pour rendre sa politique budgétaire utile, le gouvernement congolais doit adopter une politique budgétaire contra-cyclique, adaptée pour un accroissement des recettes fiscales, une stabilité macroéconomique et un ajustement de la composition des dépenses publiques vers des allocations pro-ODD. La politique fiscale, de son côté, peut être optimisée pour réduire l'écart fiscal, en accroissant l'effort fiscal.

Ce dernier passe par plusieurs canaux dont la lutte contre l'évasion fiscale, l'intégration de l'économie informelle, la réglementation en matière de TVA, la différenciation des contribuables en ce qui concerne les possibilités de recettes qu'ils offrent, les problèmes de civisme fiscal et de crédibilité de l'administration fiscale, etc. A propos de cette dernière, le manque de coordination entre les différentes régies, l'influence politique et les manouvres de corruption réduisent davantage l'effort fiscal (Kodila Tedika, 2012ab). Une reforme allant dans le sens de l'autonomisation de l'administration devient impérative (Kodila Tedika et Kakanda Nyembo, 2019).

4. En matière des best practices à promouvoir, au-delà des propositions formulées précédemment, la discussion budgétaire au parlement doit se faire à l'aune des ODD. Ainsi, à côté de tous les documents budgétaires, l'on devrait y adosser un autre document reliant le budget sollicité au package prioritaire élargi des ODD (principalement ses indicateurs) de sorte que le document de budget voté soit celui qui, une fois mis en œuvre, puisse permettre le progrès vers la réalisation des ODD.

Le Ghana est presque dans cette philosophie en ce sens qu'il a pris la résolution de publier un rapport budgétaire annuel sur les ODD. Un tel exercice permettra normalement d'accroire la transparence budgétaire.

Aussi, tant que les allocations budgétaires ne sont pas indexées à un cadre programmatique crédible et rigoureusement établi ni sur un budget-programme ou n'obéissent qu'à une logique d'économie politique (copinage, influence politicienne, représentativité de façade de la société civile, etc.), il est devient incongru de considérer que le budget de l'Etat soit véritablement des budgets pro-ODD.

En effet, une telle logique enfreint plusieurs principes des ODD, à savoir la responsabilité, la redevabilité, la non-exclusion, la cohérence, etc. Par voie de conséquence, il devient impérieux que le pays se dote d'un plan national mais que tous les ministères sectoriels également puissent élaborer des stratégies pro-ODD.

Les discussions budgétaires doivent devenir véritablement inclusives et vives. Ainsi, la société civile comme les politiciens – majorité comme opposition, sans distinction aucune – doivent disposer des outils de suivi-évaluation des ODD afin de les opposer à toute forme d'allocation budgétaire. Il est important de reconnaitre une nécessité de « révolution sociale » dans la gestion de la Res publica.

En effet, autant la population s'était appropriée de l'article 70, 73 sur la limitation du mandat présidentiel ou de l'organisation des élections, autant les enjeux budgétaires pro-ODD doivent être portés pour influer sur les probables entrepreneurs politiques qui ne trouvent aucun intérêt à changer de paradigme.

Dans l'hypothèse où les entrepreneurs politiques ont une fonction d'utilité sociale ou préférence sociale élevée, ils doivent faire montre de beaucoup de volonté politique pour porter ce changement. Les ministres des finances et de budget, par exemple, devraient utiliser les ODD comme outil de gestion et d'allocation de ressources.

Le Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique (CPCM), associé à l'OCDD, pourrait recourir au modèle de type iSDG[28] , développé par le Millenium[29] Institute , qui permet aux décideurs et aux responsables de la planification à tous les niveaux de gouvernance de comprendre l'interdépendance des politiques conçues pour atteindre les ODD et de tester leurs impacts probables avant de les adopter.

Avec les simulations produites, ces ministères notamment pourraient conduire objectivement les discussions budgétaires.

28. En réunissant les trois dimensions du développement durable en un cadre unique, le modèle iSDG permet des analyses larges, intersectorielles et à long terme des impacts des politiques alternatives. Il simule les tendances fondamentales des ODD jusqu'en 2030 dans un scénario de statu quo, et soutient l'analyse de scénarios alternatifs pertinents. Le modèle iSDG est particulièrement utile à la fois aux premières étapes de la conception des politiques, pour soutenir l'exploration des scénarios, et à un stade avancé, lorsque des interventions spécifiques conçues pour différents secteurs peuvent être simulées conjointement pour évaluer leur effet combiné et les synergies émergentes.
Le modèle iSDG couvre tous les 17 ODD. Il permet une meilleure compréhension des interconnexions entre les objectifs et les cibles, afin de développer des stratégies synergiques pour les atteindre. Toutefois, pour plus de flexibilité, le modèle iSDG est aussi structuré de manière à permettre une expansion rapide pour soutenir l'analyse d'autres problèmes de développement spécifiques aux pays au-delà des ODD.
29. Le Millennium Institute est une organisation non gouvernementale à but non lucratif qui se consacre à l'amélioration du bien-être des individus sur tous les continents en travaillant avec les parties prenantes pour relever les défis du développement durable.

Bibliographie

BANQUE MONDIALE et PWC (2018). Paying Taxes 2018. Banque mondiale et PwC.
BUDLENDER, D. (2017). Tracking Spending on the SDGs: What Have We Learned from the MDGs? International Budget Partnership.
CALDERON, C. et NGUYEN, H. (2016), The Cyclical Nature of Fiscal Policy in Sub-Saharan Africa, Journal of African Economies, 25(4), 548–579.
CARMIGNANI, F. (2010), Cyclicalfiscal policy in Africa, Journal of Policy Modeliing, 32, 254-267.
CNUCD (2016), Rapport 2016 sur le développement économique en Afrique : Dynamique de la dette et financement du développement en Afrique, New York et Genève.
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE (2019), Rapport économique sur l'Afrique 2019: La politique budgétaire au service du financement du développement durable, Addis-Abeba, Éthiopie.
DEMAILLY, D. and HEGE, E. (2018). SDGs: a legitimate basis for current European debates. Iddri, Policy Brief N°01/18.
HEGE, E. and DEMAILLY, D. (2018). NGO mobilisation around the SDGs. Iddri, Study N°01/18.
HEGE, E. et al. (2018). Steering the EU towards a sustainability transformation. European Think Tanks Group.
HEGE, E. et BRIMONT, L (2018). Intégration des ODD dans les processus budgétaires nationaux. Study N°05/18, Iddri, Paris, France, 20 p.
INTERNATIONAL BUDGET PARTERNSHIP (2017), L'Enquête sur le budget ouvert 2017 : Rapport mondial, www.openbudgetsurvey.org
JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO (2018), Loi de Finances n° 18/025 du 13 décembre 2018, N° Spécial, 59ème année.
KODILA TEDIKA, O. (2012a). Corruption en République Démocratique du Congo : Tyrannie des nombres, Congo-Afrique, 51(464):300-306.
KODILA TEDIKA, O. (2012b). Corruption en République démocratique du Congo : nature et conséquence, Ed. Universitaire Européenne.
KODILA TEDIKA, O. (2019). Financement innovant de l'éducation en République démocratique du Congo, Rapport de consultance pour la CONEPT, Kinshasa.
KODILA TEDIKA, O. et KAKANDA NYEMBO, M. (2018). Financement du développement durable en République démocratique du Congo : Diagnostic, opportunités et perspectives, à paraître.
LEIBFRITZ, W. et H. ROTTMANN. (2013). Fiscal Policies During Business Cycles in Developing Countries: The Case of Africa. CESifo Working Paper 4484. Munich (Allemagne): Center for Economic Studies.
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET INITIATION À LA NOUVELLE CITOYENNETÉ, MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL, MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET UNIVERSITAIRE, MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES, ACTIONS HUMANITAIRES ET SOLIDARITÉ NATIONALE/RDC (2019), Stratégie sectorielle de l'éducation et de la formation 2016-2025, Kinshasa.
MINISTERE DES FINANCES ET DU CREDIT PUBLIC DU MEXIQUE et PNUD

(2017), Investing for Sustainable Development : How does Mexico invest in the Sustainable Development Goals ?, http://www.transparenciapresupuestaria.gob.mx/work/models/PTF/Presupuesto/Documentos_anteriores/mexico_sdg.pdf
MINISTÈRE DU BUDGET/RDC (2015), Nomenclature budgétaire de la RDC, Tome I : Recettes, DPSB, Kinshasa.
MINISTÈRE DU BUDGET/RDC (2015), Nomenclature budgétaire de la RDC, Tome II : Dépenses, DPSB, Kinshasa.
MINISTÈRE DU BUDGET/RDC (2017), Circulaire N°001/CAB/ME/MIN.BUDGET/2017 DU 03 JUILLET 2017 CONTENANT LES INSTRUCTIONS RELATIVES A L'ELABORATION DU BUDGET DE L'ETAT DE L'EXERCICE 2018, Kinshasa, RDC.
MINISTÈRE DU BUDGET/RDC (2017), Loi de finances N°17/014 du 24 décembre 2017 l'Etat de l'exercice 2018, Vol.2 Dépenses, Kinshasa, RDC.
MINISTÈRE DU BUDGET/RDC (2017), Loi de finances N°17/014 du 24 décembre 2017 l'Etat de l'exercice 2018, Vol.1 Recettes, Kinshasa, RDC.
MINISTÈRE DU PLAN/RDC (2016), Rapport National de contextualisation et priorisation des ODD, OCDD, Kinshasa, RDC.
MINISTERE DU PLAN/RDC, (2015), Rapport OMD 2000-2015 : Evaluation des progrès accomplis par la République démocratique du Congo dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, Kinshasa.
MINISTRY OF FINANCES/GHANA (2018), Ghana's SDG Budget : Baseline Report 2018.
MUSGRAVE, R.A. (1959). The Theory of Public Finance. New York: McGraw Hill.
PIENKOWSKI, A. (2017). Debt Limits and the Structure of Public Debt. Working Paper WP/17/117. Washington: FMI.
PNUD (2017a), Good Practices integrating the SDGs into development planning. Assam, Inde.
PNUD (2017a), Good Practices integrating the SDGs into development planning. Népal.
SCHWOOB, M.-H. et al. (2018). Making the SDGs count in the CAP reform: an analytical framework. Iddri, Issue Brief N°04/18.
SY, A. (2014). Afrique subsaharienne : tendances et évolutions au sein du marché des obligations souveraines internationales. Revue d'économie financière, 116(4), 151-164.
TYSON JE (2015). Sub-Saharan Africa International Sovereign Bonds, Part II: Risks for Issuers. Overseas Development Institute, London.
WALKER, Jo. and MARTIN, M. (2016), Tracking Spending on the MDGs: Lessons For the SDGs, International Budget Partnership.
YOHOU, H.D. and GOUJON, M. (2017), Reassessing Tax Effort in Developing Countries: a Proposal of a Vulnerability-Adjusted Tax Effort Index, Ferdi Working Paper n°, Clermont-Ferrand, France.

Annexes

Annexe 1. Package prioritaire des ODD élargi

Agenda 2030 : Objectifs de Développement durable / Cibles priorisées	
Objectifs de Développement Durable et leurs cibles	**Indicateurs**
Objectif 1 : Eliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde	
1.1 D'ici à 2030, éliminer complètement l'extrême pauvreté dans le monde entier (s'entend actuellement du fait de vivre avec moins de 1,25 dollar par jour).	1.1.1 Proportion de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté fixé au niveau international, par sexe, groupe d'âge, situation dans l'emploi et lieu de résidence (zone urbaine/zone rurale)
1.3 Mettre en place des systèmes et mesures de protection sociale pour tous, adaptés au contexte national, y compris des socles de protection sociale, et faire en sorte que, d'ici à 2030, une part importante des pauvres et des personnes vulnérables en bénéficient.	1.3.1 Proportion de la population bénéficiant de socles ou systèmes de protection sociale, par sexe et par groupes de population (enfants, chômeurs, personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes et nouveau-nés, victimes d'un accident du travail, pauvres et personnes vulnérables)
1.a Garantir une mobilisation importante de ressources provenant de sources multiples, y compris par le renforcement de la coopération pour le développement, afin de doter les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, de moyens adéquats et prévisibles de mettre en œuvre des programmes et politiques visant à mettre fin à la pauvreté sous toutes ses formes	1.a.1 Proportion des ressources directement allouées par l'État à des programmes de réduction de la pauvreté
	1.a.2 Proportion des dépenses publiques totales affectées aux services essentiels (éducation, santé et protection sociale)
1.b Mettre en place aux niveaux national, régional et international des cadres d'action viables, fondés sur des stratégies de développement favorables aux pauvres et soucieuses de la problématique hommes-femmes, afin d'accélérer l'investissement dans des mesures d'élimination de la pauvreté	1.b.1 Proportion des dépenses publiques de fonctionnement et d'équipement consacrée aux secteurs répondant plus particulièrement aux besoins des femmes, des pauvres et des groupes vulnérables
Objectif 2 : Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable	
2.1 D'ici à 2030, éliminer la faim et faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, y compris les nourrissons, ait accès tout au long de l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante.	2.1.1 Prévalence de la sous-alimentation
	2.1.2 Prévalence d'une insécurité alimentaire modérée ou grave, évaluée selon l'échelle de l'insécurité alimentaire fondée sur l'expérience
2.2D'ici à 2030, mettre fin à toutes les formes de malnutrition, y compris en réalisant d'ici à 2025 les objectifs arrêtés à l'échelle internationale relatifs aux retards de croissance et à l'émaciation parmi les enfants de moins de 5 ans, et répondre aux besoins nutritionnels des adolescentes, des femmes enceintes ou allaitantes et des personnes âgées.	2.2.1 Prévalence du retard de croissance (indice taille/âge inférieur à -2 écarts types par rapport à la moyenne des normes de croissance de l'enfant définies par l'OMS) chez les enfants de moins de 5 ans
	2.2.2 Prévalence de la malnutrition (indice poids/taille supérieur à +2 écarts types ou inférieur à -2 écarts types par rapport à la

	moyenne des normes de croissance de l'enfant définies par l'OMS chez les enfants de moins de 5 ans, par forme (surpoids et émaciation)
2.a Accroître, notamment grâce au renforcement de la coopération internationale, l'investissement dans l'infrastructure rurale, les services de recherche et de vulgarisation agricoles et la mise au point de technologies et de banques de plantes et de gènes d'animaux d'élevage, afin de renforcer les capacités productives agricoles des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés	2.a.1 Indice d'orientation agricole des dépenses publiques
	2.a.2 Total des apports publics (aide publique au développement plus autres apports publics) alloués au secteur agricole
2.b Corriger et prévenir les restrictions et distorsions entravant le fonctionnement des marchés agricoles mondiaux, y compris par l'élimination parallèle de toutes les formes de subventions aux exportations agricoles et de toutes les mesures à l'exportation ayant un effet équivalent, conformément au mandat du Cycle de négociations de Doha pour le développement	2.b.1 Estimation du soutien à la production agricole
	2.b.2 Subventions à l'exportation dans le secteur agricole
2.c Adopter des mesures visant à assurer le bon fonctionnement des marchés de denrées alimentaires et de produits dérivés et à faciliter l'accès rapide aux informations relatives à ces marchés, y compris le niveau des réserves alimentaires, afin de contribuer à limiter l'extrême volatilité des prix alimentaires	2.c.1 Indicateur des anomalies tarifaires pour les denrées alimentaires
Objectif 3 : Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges	
3.1 D'ici à 2030, faire passer le taux mondial de mortalité maternelle au-dessous de 70 pour 100 000 naissances vivantes.	3.1.1 Taux de mortalité maternelle
	3.1.2 Proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié
3.2 D'ici à 2030, éliminer les décès évitables de nouveau-nés et d'enfants de moins de 5 ans, tous les pays devant chercher à ramener la mortalité néonatale à 12 pour 1 000 naissances vivantes au plus et la mortalité des enfants de moins de 5 ans à 25 pour 1 000 naissances vivantes au plus	3.2.1 Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans
	3.2.2 Taux de mortalité néonatale
3.3 D'ici à 2030, mettre fin à l'épidémie de sida, à la tuberculose, au paludisme et aux maladies tropicales négligées et combattre l'hépatite, les maladies transmises par l'eau et autres maladies transmissibles	3.3.1 Nombre de nouvelles infections à VIH pour 1 000 personnes séronégatives, par sexe, âge et principaux groupes de population
	3.3.2 Incidence de la tuberculose pour 1 000 habitants
	3.3.3 Incidence du paludisme pour 1 000 habitants
	3.3.4 Incidence de l'hépatite B pour 100 000 habitants
	3.3.5 Nombre de personnes pour lesquelles des interventions contre les maladies tropicales négligées sont nécessaires
3.a Renforcer dans tous les pays, selon qu'il convient, l'application de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la Santé pour la lutte antitabac	3.a.1 Prévalence de la consommation actuelle de tabac chez les plus de 15 ans (taux comparatifs par âge)

3.b Appuyer la recherche et le développement de vaccins et de médicaments contre les maladies, transmissibles ou non, qui touchent principalement les habitants des pays en développement, donner accès, à un coût abordable, aux médicaments et vaccins essentiels, conformément à la Déclaration de Doha sur l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) et la santé publique, qui réaffirme le droit qu'ont les pays en développement de tirer pleinement parti des dispositions de cet accord qui ménagent une flexibilité lorsqu'il s'agit de protéger la santé publique et, en particulier, d'assurer l'accès universel aux médicaments	3.b.1 Proportion de la population pouvant se procurer les médicaments et vaccins essentiels à un coût abordable et de façon pérenne
	3.b.2 Montant total net de l'aide publique au développement consacré à la recherche médicale et aux soins de santé de base
3.c Accroître considérablement le budget de la santé et le recrutement, le perfectionnement, la formation et le maintien en poste du personnel de santé dans les pays en développement, notamment dans les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement	3.c.1 Densité et répartition du personnel de santé
3.d Renforcer les moyens dont disposent tous les pays, en particulier les pays en développement, en matière d'alerte rapide, de réduction des risques et de gestion des risques sanitaires nationaux et mondiaux	3.d.1 Application du Règlement sanitaire international (RSI) et préparation aux urgences sanitaires
Objectif 4 : Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie	
4.1 D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons suivent, sur un pied d'égalité, un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité, qui débouche sur un apprentissage véritablement utile.	4.1.1 Proportion d'enfants et de jeunes : a) en cours élémentaire; b) en fin de cycle primaire; c) en fin de premier cycle du secondaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en i) lecture et ii) mathématiques, par sexe
4.4 D'ici à 2030, augmenter considérablement le nombre de jeunes et d'adultes disposant des compétences, notamment techniques et professionnelles, nécessaires à l'emploi, à l'obtention d'un travail décent et à l'entrepreneuriat.	4.4.1 Proportion de jeunes et d'adultes ayant des compétences en informatique et en communication, par type de compétence
4.6 D'ici à 2030, veiller à ce que tous les jeunes et une proportion considérable d'adultes, hommes et femmes, sachent lire, écrire et compter.	4.6.1 Pourcentage de la population d'un groupe d'âge donné ayant les compétences voulues à au moins un niveau d'aptitude fixé a) en alphabétisme et b) numératie fonctionnels.
4.a Construire des établissements scolaires qui soient adaptés aux enfants, aux personnes handicapées et aux deux sexes ou adapter les établissements existants à cette fin et fournir à tous un cadre d'apprentissage sûr, non violent, inclusif et efficace	4.a.1 Proportion d'établissements scolaires ayant accès à : a) l'électricité; b) l'Internet à des fins pédagogiques; c) des ordinateurs à des fins pédagogiques; d) des infrastructures et des matériels adaptés aux élèves handicapés; e) une alimentation de base en eau potable; f) des installations sanitaires de base séparées pour hommes et femmes; g) des équipements de base pour le lavage des mains [conformément aux indicateurs définis dans le cadre de l'initiative Eau, Assainissement et Hygiène pour tous (WASH)]
4.b D'ici à 2020, augmenter nettement à l'échelle mondiale le nombre de bourses d'études offertes à des étudiants des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés, des petits États insulaires en développement et des pays d'Afrique, pour leur permettre de suivre des études supérieures, y compris une formation professionnelle, des cursus	4.b.1 Volume de l'aide publique au développement consacrée aux bourses d'études, par secteur et type de formation

informatiques, techniques et scientifiques et des études d'ingénieur, dans des pays développés et d'autres pays en développement	
4.c D'ici à 2030, accroître nettement le nombre d'enseignants qualifiés, notamment au moyen de la coopération internationale pour la formation d'enseignants dans les pays en développement, surtout dans les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement	4.c.1 Proportion d'enseignants dans : a) le préscolaire; b) le cycle primaire; c) le premier cycle du secondaire; et d) le deuxième cycle du secondaire qui ont suivi (avant leur entrée en fonction ou en cours d'activité) au moins les formations organisées à leur intention (notamment dans le domaine pédagogique) qui sont requises pour pouvoir enseigner au niveau pertinent dans un pays donné
Objectif 5 : Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles	
5.1 Mettre fin, dans le monde entier, à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles.	5.1.1 Présence ou absence d'un cadre juridique visant à promouvoir, faire respecter et suivre l'application des principes d'égalité des sexes et de non-discrimination fondée sur le sexe
5.5 Garantir la participation entière et effective des femmes et leur accès en toute égalité aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique.	5.5.1 Proportion de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux et les administrations locales
	5.5.2 Proportion de femmes occupant des postes de direction
5.a Entreprendre des réformes visant à donner aux femmes les mêmes droits aux ressources économiques, ainsi que l'accès à la propriété et au contrôle des terres et d'autres formes de propriété, aux services financiers, à l'héritage et aux ressources naturelles, dans le respect de la législation interne	5.a.1 a) Proportion de la population agricole totale ayant des droits de propriété ou des droits garantis sur des terres agricoles, par sexe; b) proportion de femmes parmi les titulaires de droits de propriété ou de droits garantis sur des terrains agricoles, par types de droit
	5.a.2 Proportion de pays dotés d'un cadre juridique (y compris le droit coutumier) garantissant aux femmes les mêmes droits que les hommes en matière d'accès à la propriété ou au contrôle des terres
5.b Renforcer l'utilisation des technologies clefs, en particulier de l'informatique et des communications, pour favoriser l'autonomisation des femmes	5.b.1 Proportion de la population possédant un téléphone portable, par sexe
5.c Adopter des politiques bien conçues et des dispositions législatives applicables en faveur de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles à tous les niveaux et renforcer celles qui existent	5.c.1 Proportion de pays dotés de systèmes permettant de suivre et de rendre public le montant des ressources allouées à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes
Objectif 6 : Garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des services en eau	

6.1 D'ici à 2030, assurer l'accès universel et équitable à l'eau potable, à un coût abordable.	6.1.1 Proportion de la population utilisant des services d'alimentation en eau potable gérés en toute sécurité
6.2 D'ici à 2030, assurer l'accès de tous, dans des conditions équitables, à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et mettre fin à la défécation en plein air, en accordant une attention particulière aux besoins des femmes et des filles et des personnes en situation vulnérable.	6.2.1 Proportion de la population utilisant des services d'assainissement gérés en toute sécurité, notamment des équipements pour se laver les mains avec de l'eau et du savon
6.a D'ici à 2030, développer la coopération internationale et l'appui au renforcement des capacités des pays en développement en ce qui concerne les activités et programmes relatifs à l'eau et à l'assainissement, y compris la collecte, la désalinisation et l'utilisation rationnelle de l'eau, le traitement des eaux usées, le recyclage et les techniques de réutilisation	6.a.1 Montant de l'aide publique au développement consacrée à l'eau et à l'assainissement dans un plan de dépenses coordonné par les pouvoirs publics
6.b Appuyer et renforcer la participation de la population locale à l'amélioration de la gestion de l'eau et de l'assainissement	6.b.1 Proportion d'administrations locales ayant mis en place des politiques et procédures opérationnelles encourageant la participation de la population locale à la gestion de l'eau et de l'assainissement
Objectif 7 : Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable	
7.1 D'ici à 2030, garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables et modernes, à un coût abordable.	7.1.1 Proportion de la population ayant accès à l'électricité
	7.1.2 Proportion de la population utilisant principalement des carburants et technologies propres
7.a D'ici à 2030, renforcer la coopération internationale en vue de faciliter l'accès aux sciences et technologies de l'énergie propre, notamment les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et les nouvelles technologies de combustion propre des combustibles fossiles, et encourager l'investissement dans l'infrastructure énergétique et les technologies propres dans le domaine de l'énergie	7.a.1 Montant (en dollars des États-Unis) des ressources mobilisées par année à compter de 2020 au titre de l'engagement de 100 milliards de dollars
7.b D'ici à 2030, développer l'infrastructure et améliorer la technologie afin de fournir des services énergétiques modernes et durables à tous les habitants des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés, des petits États insulaires en développement et des pays en développement sans littoral, dans le respect des programmes d'aide qui les concernent	7.b.1 Investissements dans l'efficacité énergétique en pourcentage du PIB et montant de l'investissement étranger direct sous la forme de transferts financiers destinés à l'infrastructure et à la technologie nécessaires aux services de développement durable
Objectif 8 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous	
8.1 Maintenir un taux de croissance économique par habitant adapté au contexte national et, en particulier, un taux de croissance annuelle du produit intérieur brut d'au moins 7 % dans les pays les moins avancés.	8.1.1 Taux de croissance annuelle du PIB réel par habitant
8.2 Parvenir à un niveau élevé de productivité économique par la diversification, la modernisation technologique et l'innovation, notamment	8.2.1 Taux de croissance annuelle du PIB réel par personne pourvue d'un emploi

en mettant l'accent sur les secteurs à forte valeur ajoutée et à forte intensité de main-d'œuvre	
8.5 D'ici à 2030, parvenir au plein emploi productif et garantir à toutes les femmes et à tous les hommes, y compris les jeunes et les personnes handicapées, un travail décent et un salaire égal pour un travail de valeur égale.	8.5.1 Rémunération horaire moyenne des salariés hommes et femmes, par profession, âge et type de handicap
	8.5.2 Taux de chômage, par sexe, âge et type de handicap
8.a Accroître l'appui apporté dans le cadre de l'initiative Aide pour le commerce aux pays en développement, en particulier aux pays les moins avancés, y compris par l'intermédiaire du Cadre intégré renforcé pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des pays les moins avancés	8.a.1 Engagements pris et décaissements effectués dans le cadre de l'initiative Aide pour le commerce
8.b D'ici à 2020, élaborer et mettre en œuvre une stratégie mondiale en faveur de l'emploi des jeunes et appliquer le Pacte mondial pour l'emploi de l'Organisation internationale du Travail	8.b.1 Dépenses publiques totales consacrées aux programmes de protection sociale et d'emploi, en proportion des budgets nationaux et du PIB
Objectif 9 : Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation soutenable qui profite à tous et encourager l'innovation	
9.1 Mettre en place une infrastructure de qualité, fiable, durable et résiliente, y compris une infrastructure régionale et transfrontalière, pour favoriser le développement économique et le bien-être de l'être humain, en mettant l'accent sur un accès universel, à un coût abordable et dans des conditions d'équité.	9.1.1 Proportion de la population rurale vivant à moins de 2 km d'une route praticable toute l'année
	9.1.2 Nombre de passagers et volume de fret transportés, par mode de transport
9.2 Promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et, d'ici à 2030, augmenter nettement la contribution de l'industrie à l'emploi et au produit intérieur brut, en fonction du contexte national, et la multiplier par deux dans les pays les moins avancés.	9.2.1 Valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, en proportion du PIB et par habitant
	9.2.2 Emploi dans l'industrie manufacturière, en proportion de l'emploi total
9.a Faciliter la mise en place d'une infrastructure durable et résiliente dans les pays en développement en renforçant l'appui financier, technologique et technique apporté aux pays d'Afrique, aux pays les moins avancés, aux pays en développement sans littoral et aux petits États insulaires en développement	9.a.1 Montant total de l'aide publique internationale (aide publique au développement et autres apports du secteur public) alloué aux infrastructures
9.b Soutenir les activités de recherche-développement et d'innovation des pays en développement dans le secteur technologique , notamment en instaurant des conditions propices, entre autres, à la diversification industrielle et à l'ajout de valeur aux marchandises	9.b.1 Proportion dans la valeur ajoutée totale de la valeur ajoutée des secteurs de moyenne et haute technologie
9.c Accroître nettement l'accès aux technologies de l'information et des communications et faire en sorte que tous les habitants des pays les moins avancés aient accès à Internet à un coût abordable d'ici à 2020	9.c.1 Proportion de la population ayant accès à un réseau mobile, par types de technologie
Objectif 10 : Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein	
10.1 D'ici à 2030, faire en sorte, au moyen d'améliorations progressives, que les revenus des 40 pour cent les plus pauvres de la population augmentent plus rapidement que le revenu moyen national, et ce de manière durable.	10.1.1 Taux de croissance des dépenses des ménages ou du revenu par habitant pour les 40 %

	de la population les plus pauvres et pour l'ensemble de la population
10.2 D'ici à 2030, autonomiser toutes les personnes et favoriser leur intégration sociale, économique et politique, indépendamment de leur âge, de leur sexe, de leur handicap, de leur race, de leur appartenance ethnique, de leurs origines, de leur religion ou de leur statut économique ou autre.	10.2.1 Proportion de personnes vivant avec un revenu de plus de 50 % inférieur au revenu moyen, par âge, sexe et handicap
10.4 Adopter des politiques, notamment sur les plans budgétaire, salarial et dans le domaine de la protection sociale, et parvenir progressivement à une plus grande égalité.	10.4.1 Part du travail dans le PIB, y compris les salaires et les transferts sociaux
10.a Mettre en œuvre le principe d'un traitement spécial et différencié pour les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, conformément aux accords de l'Organisation mondiale du commerce	10.a.1 Proportion de lignes tarifaires concernées par les importations en provenance des pays les moins avancés et des pays en développement bénéficiant d'une franchise de droits
10.b Stimuler l'aide publique au développement et les flux financiers, y compris les investissements étrangers directs, en faveur des États qui en ont le plus besoin, en particulier les pays les moins avancés, les pays d'Afrique, les petits États insulaires en développement et les pays en développement sans littoral, conformément à leurs plans et programmes nationaux	10.b.1 Montant total des ressources allouées au développement, par pays bénéficiaire et donateur et type d'apport (aide publique au développement, investissement étranger direct et autres)
10.c D'ici à 2030, faire baisser au-dessous de 3 % les coûts de transaction des envois de fonds effectués par les migrants et éliminer les circuits d'envois de fonds dont les coûts sont supérieurs à 5 %	10.c.1 Coûts des envois de fonds en proportion du montant transféré
Objectif 11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et soutenables	
11.1 D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à un logement et des services de base adéquats et sûrs, à un coût abordable, et assainir les quartiers de taudis.	11.1.1 Proportion de la population urbaine vivant dans des quartiers de taudis, des implantations sauvages ou des logements inadéquats
11.2 D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à des systèmes de transport sûrs, accessibles et viables, à un coût abordable, en améliorant la sécurité routière, notamment en développant les transports publics, une attention particulière devant être accordée aux besoins des personnes en situation vulnérable, des femmes, des enfants, des personnes handicapées et des personnes âgées.	11.2.1 Proportion de la population ayant aisément accès aux transports publics, par groupe d'âge, sexe et type de handicap
11.3 D'ici à 2030, renforcer l'urbanisation durable pour tous et les capacités de planification et de gestion participatives, intégrées et durables des établissements humains dans tous les pays.	11.3.1 Ratio entre le taux d'utilisation des terres et le taux de croissance démographique
	11.3.2 Proportion de villes dotées d'une structure de participation directe de la société civile à la gestion et à l'aménagement des villes, fonctionnant de façon régulière et démocratique
11.a Favoriser l'établissement de liens économiques, sociaux et environnementaux positifs entre zones urbaines, périurbaines et rurales en renforçant la planification du développement à l'échelle nationale et régionale	11.a.1 Proportion d'habitants vivant dans des villes qui mettent en œuvre des plans de développement urbains et régionaux tenant compte des projections démographiques et des ressources nécessaires, par taille de la ville

11.b D'ici à 2020, accroître nettement le nombre de villes et d'établissements humains qui adoptent et mettent en œuvre des politiques et plans d'action intégrés en faveur de l'insertion de tous, de l'utilisation rationnelle des ressources, de l'adaptation aux effets des changements climatiques et de leur atténuation et de la résilience face aux catastrophes, et élaborer et mettre en œuvre, conformément au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030), une gestion globale des risques de catastrophe à tous les niveaux	11.b.1 Proportion d'administrations locales adoptant et mettant en œuvre des stratégies locales de réduction des risques conformément au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030)a
	11.b.2 Nombre de pays ayant mis en place des stratégies nationales et locales pour la réduction des risques de catastrophe
11.c Aider les pays les moins avancés, y compris par une assistance financière et technique, à construire des bâtiments durables et résilients en utilisant des matériaux locaux	11.c.1 Proportion de l'assistance financière allouée aux pays les moins avancés qui est consacrée à la construction de bâtiments durables, résilients et économes en ressources et à la remise à niveau d'anciens bâtiments, en utilisant des matériaux locaux
Objectif 12 : Instaurer des modes de consommation et de production soutenables	
12.2 D'ici à 2030, parvenir à une gestion durable et à une utilisation rationnelle des ressources naturelles.	12.2.1 Empreinte matérielle, empreinte matérielle par habitant et empreinte matérielle par unité de PIB
	12.2.2 Consommation matérielle nationale, consommation matérielle nationale par habitant et consommation matérielle nationale par unité de PIB
12.5 D'ici à 2030, réduire considérablement la production de déchets par la prévention, la réduction, le recyclage et la réutilisation.	12.5.1 Taux de recyclage national, tonnes de matériaux recyclés
12.7 Promouvoir des pratiques durables dans le cadre de la passation des marchés publics, conformément aux politiques et priorités nationales.	12.7.1 Nombre de pays mettant en œuvre des politiques et plans d'action en faveur des pratiques durables de passation des marchés publics
12.a Aider les pays en développement à se doter des moyens scientifiques et technologiques qui leur permettent de s'orienter vers des modes de consommation et de production plus durables	12.a.1 Montant de l'aide apportée aux pays en développement au titre d'activités de R-D consacrées aux modes de consommation et de production durables et aux technologies écologiquement rationnelles
12.b Mettre au point et utiliser des outils de contrôle de l'impact sur le développement durable d'un tourisme durable créateur d'emplois et valorisant la culture et les produits locaux	12.b.1 Nombre de stratégies ou de politiques en place dans le domaine du tourisme durable et de plans d'action mis en œuvre en appliquant des outils d'évaluation et de suivi convenus d'un commun accord
12.c Rationaliser les subventions aux combustibles fossiles qui sont source de gaspillage, grâce à l'élimination des distorsions du marché, eu égard au contexte national, y compris au moyen de la restructuration de la fiscalité et de la suppression progressive des subventions préjudiciables qui sont en place, en mettant en évidence leur impact sur l'environnement, en tenant pleinement compte des besoins et de la situation propres aux pays en développement et en réduisant au minimum les éventuels effets négatifs sur	12.c.1 Montant des subventions aux combustibles fossiles par unité de PIB (production et consommation) et en proportion des dépenses nationales totales consacrées à ces combustibles

le développement de ces pays tout en protégeant les pauvres et les populations concernées	
Objectif 13 : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions	
13.2 Incorporer des mesures relatives aux changements climatiques dans les politiques, les stratégies et la planification nationales.	13.2.1 Nombre de pays ayant déclaré avoir mis en place ou mis en oeuvre une politique/une stratégie/un plan intégré visant à améliorer leur aptitude à s'adapter aux incidences négatives des changements climatiques, à renforcer leur résilience face à ces changements et à favoriser de faibles émissions de gaz à effet de serre, sans menacer la production alimentaire (notamment un plan national d'adaptation, une contribution prévue déterminée au niveau national, une communication nationale et un rapport biennal actualisé, entre autres)
13.a Mettre en œuvre l'engagement que les pays développés parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ont pris de mobiliser ensemble auprès de multiples sources 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020 pour répondre aux besoins des pays en développement en ce qui concerne les mesures concrètes d'atténuation et la transparence de leur mise en œuvre et rendre le Fonds vert pour le climat pleinement opérationnel en le dotant dans les plus brefs délais des moyens financiers nécessaires	13.a.1 Montant (en dollars des États-Unis) des ressources mobilisées par année à compter de 2020 au titre de l'engagement de 100 milliards de dollars
13.b Promouvoir des mécanismes de renforcement des capacités afin que les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement se dotent de moyens efficaces de planification et de gestion pour faire face aux changements climatiques, l'accent étant mis, notamment, sur les femmes, les jeunes, la population locale et les groupes marginalisés	13.b.1 Nombre de pays les moins avancés et de petits États insulaires en développement recevant un appui spécialisé aux fins de la mise en place de moyens efficaces de planification et de gestion face aux changements climatiques, en privilégiant notamment les femmes, les jeunes, la population locale et les groupes marginalisés, et importance de cet appui en termes de financement, de technologie et de renforcement des capacité
Objectif 14 : Conserver et exploiter de manière soutenable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable	
14.1 D'ici à 2025, prévenir et réduire nettement la pollution marine de tous types, en particulier celle résultant des activités terrestres, y compris les déchets en mer et la pollution par les nutriments.	14.1.1 Indicateur du potentiel d'eutrophisation côtière (ICEP) et densité des débris de plastiques flottant en surface des océans

14.4 D'ici à 2020, réglementer efficacement la pêche, mettre un terme à la surpêche, à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et aux pratiques de pêche destructrices et exécuter des plans de gestion fondés sur des données scientifiques, l'objectif étant de rétablir les stocks de poissons le plus rapidement possible, au moins à des niveaux permettant d'obtenir un rendement constant maximal compte tenu des caractéristiques biologiques.	14.4.1 Proportion de stocks de poissons se situant à un niveau biologiquement viable
14.a Approfondir les connaissances scientifiques, renforcer les moyens de recherche et transférer les techniques marines, conformément aux Critères et principes directeurs de la Commission océanographique intergouvernementale concernant le transfert de techniques marines, l'objectif étant d'améliorer la santé des océans et de renforcer la contribution de la biodiversité marine au développement des pays en développement, en particulier des petits États insulaires en développement et des pays les moins avancés	14.a.1 Proportion du budget total de la recherche allouée à la recherche sur les techniques marines
14.b Garantir aux petits pêcheurs l'accès aux ressources marines et aux marchés	14.b.1 Progrès réalisés par les pays dans la mise en œuvre d'un cadre juridique, réglementaire, politique ou institutionnel reconnaissant et protégeant les droits d'accès des petits pêcheurs
14.c Améliorer la conservation et l'utilisation durable des océans et de leurs ressources en application des dispositions du droit international, énoncées dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, qui fournit le cadre juridique requis pour la conservation et l'utilisation durable des océans et de leurs ressources, comme il est rappelé au paragraphe 158 de « L'avenir que nous voulons »	14.c.1 Nombre de pays progressant dans la ratification, l'acceptation et l'application au moyen de cadres juridiques, opérationnels et institutionnels des instruments relatifs aux océans qui mettent en œuvre le droit international, tel que reflété dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, aux fins de la conservation et de l'utilisation durable des océans et de leurs ressources
Objectif 15 : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité	
15.1 D'ici à 2020, garantir la préservation, la restauration et l'exploitation durable des écosystèmes terrestres et des écosystèmes d'eau douce et des services connexes, en particulier les forêts, les zones humides, les montagnes et les zones arides, conformément aux obligations découlant des accords internationaux.	15.1.1 Proportion de la surface émergée totale couverte par des zones forestières
	15.1.2 Proportion des sites importants pour la biodiversité terrestre et la biodiversité des eaux douces qui sont couverts par des aires protégées (par type d'écosystème)
15.2D'ici à2020, promouvoir la gestion durable de tous les types de forêt, mettre un terme à la déforestation, restaurer les forêts dégradées et accroître considérablement le boisement et le reboisement au niveau mondial.	15.2.1 Progrès vers la gestion durable des forêts
15.9 D'ici à 2020, intégrer la protection des écosystèmes et de la biodiversité dans la planification nationale, dans les mécanismes de développement, dans les stratégies de réduction de la pauvreté et dans la comptabilité.	15.9.1 Progrès réalisés vers les objectifs nationaux établis conformément à l'objectif 2 d'Aichi pour la biodiversité du Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020

15.a Mobiliser des ressources financières de toutes provenances et les augmenter nettement pour préserver la biodiversité et les écosystèmes et les exploiter durablement	15.a.1 Aide publique au développement et dépenses publiques consacrées à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité et des écosystèmes
15.b Mobiliser d'importantes ressources de toutes provenances et à tous les niveaux pour financer la gestion durable des forêts et inciter les pays en développement à privilégier ce type de gestion, notamment aux fins de la préservation des forêts et du reboisement	15.b.1 Aide publique au développement et dépenses publiques consacrées à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité et des écosystèmes
15.c Apporter, à l'échelon mondial, un soutien accru à l'action menée pour lutter contre le braconnage et le trafic d'espèces protégées, notamment en donnant aux populations locales d'autres moyens d'assurer durablement leur subsistance	15.c.1 Proportion du braconnage et du trafic illicite dans le commerce des espèces de faune et de flore sauvages
Objectif 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes	
16.1 Réduire nettement, partout dans le monde, toutes les formes de violence et les taux de mortalité qui y sont associés.	16.1.1 Nombre de victimes d'homicide volontaire pour 100 000 habitants, par sexe et âge
	16.1.2 Nombre de décès liés à des conflits pour 100 000 habitants (par sexe, âge et cause)
	16.1.3 Proportion de la population victime de violences physiques, psychologiques ou sexuelles au cours des 12 mois précédents
	16.1.4 Proportion de la population considérant que le fait de marcher seul dans sa zone de résidence ne présente pas de risques
16.5 Réduire nettement la corruption et la pratique des pots-de-vin sous toutes leurs formes.	16.5.1 Proportion de personnes ayant eu, au moins une fois, affaire à un agent public auquel elles ont versé un pot-de-vin ou qui leur a demandé un pot-de-vin au cours des 12 mois précédents
	16.5.2 Proportion d'entreprises ayant eu au moins une fois affaire à un agent public auquel elles ont versé un pot-de-vin ou qui leur a demandé un pot-de-vin au cours des 12 mois précédents
16.6 Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux.	16.6.1 Dépenses publiques primaires en proportion du budget initial approuvé, par secteur (ou par code budgétaire ou autre critère similaire)
	16.6.2 Proportion de la population dont la dernière expérience avec les services publics a été satisfaisante
16.a Appuyer, notamment dans le cadre de la coopération internationale, les institutions nationales chargées de renforcer, à tous les niveaux, les moyens de prévenir la violence et de lutter contre le terrorisme et la criminalité, en particulier dans les pays en développement	16.a.1 Existence d'institutions nationales indépendantes des droits de l'homme, conformément aux Principes de Paris

16.b Promouvoir et appliquer des lois et politiques non discriminatoires pour le développement durable	16.b.1 Proportion de la population ayant déclaré avoir personnellement fait l'objet de discrimination ou de harcèlement au cours des 12 mois précédents pour des motifs interdits par le droit international des droits de l'homme
Objectif 17 : Revitaliser le partenariat mondial au service du développement soutenable et renforcer les moyens de ce partenariat	
17.1 Améliorer, notamment grâce à l'aide internationale aux pays en développement, la mobilisation de ressources nationales en vue de renforcer les capacités nationales de collecte de l'impôt et d'autres recettes.	17.1.1 Total des recettes publiques en proportion du PIB, par source
	17.1.2 Proportion du budget national financé par les impôts nationaux
17.2 Faire en sorte que les pays développés honorent tous les engagements pris en matière d'aide publique au développement, notamment l'engagement pris par nombre d'entre eux de consacrer 0,7 % de leur revenu national brut à l'aide aux pays en développement et d'en consacrer entre 0,15 % et 0,20 % à l'aide aux pays les moins avancés. Les fournisseurs d'aide publique au développement étant encouragés à envisager de se donner pour objectif de consacrer au moins 0,20 % de leur revenu national brut à l'aide aux pays les moins avancés.	17.2.1 Aide publique nette au développement, montant total et montant alloué aux pays les moins avancés, en proportion du revenu national brut des pays donateurs membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE
17.3 Mobiliser des ressources financières supplémentaires de diverses provenances en faveur des pays en développement.	17.3.1 Investissements étrangers directs, aide publique au développement et coopération Sud-Sud, en proportion du budget national total
	17.3.2 Volume des envois de fonds de travailleurs migrants (en dollars des États-Unis) en proportion du PIB total
17.4 Aider les pays en développement à rendre leur dette viable à long terme au moyen de politiques concertées visant à favoriser le financement de la dette, son allégement ou sa restructuration, selon le cas, et réduire le surendettement en réglant le problème de la dette extérieure des pays pauvres très endettés.	17.4.1 Service de la dette en proportion des exportations de biens et services
17.5 Adopter et mettre en œuvre des systèmes de promotion de l'investissement en faveur des pays les moins avancés.	17.5.1 Nombre de pays qui adoptent et mettent en œuvre des dispositifs visant à encourager l'investissement en faveur des pays les moins avancés
17.6 Renforcer l'accès à la science, à la technologie et à l'innovation et la coopération Nord-Sud et Sud-Sud et la coopération triangulaire régionale et internationale dans ces domaines et améliorer le partage des savoirs selon des modalités arrêtées d'un commun accord, notamment en coordonnant mieux les mécanismes existants, en particulier au niveau de l'Organisation des Nations Unies, et dans le cadre d'un mécanisme mondial de facilitation des technologies.	17.6.1 Nombre d'accords et de programmes de coopération scientifique et technologique entre pays, par type de coopération
	17.6.2 Abonnements à une connexion à l'Internet à haut débit fixe pour 100 habitants, par vitesse de connexion
17.7 Promouvoir la mise au point, le transfert et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement en faveur des pays en	17.7.1 Montant total des financements approuvés pour les pays en développement aux fins de la promotion de la mise au point, du transfert et de la

développement, à des conditions favorables, y compris privilégiées et préférentielles, arrêtées d'un commun accord.	diffusion de technologies respectueuses de l'environnement
17.8 Faire en sorte que la banque de technologies et le mécanisme de renforcement des capacités scientifiques et technologiques et des capacités d'innovation des pays les moins avancés soient pleinement opérationnels d'ici à 2017 et renforcer l'utilisation des technologies clefs, en particulier l'informatique et les communications.	17.8.1 Proportion de la population utilisant Internet
17.9 Apporter, à l'échelon international, un soutien accru pour assurer le renforcement efficace et ciblé des capacités des pays en développement et appuyer ainsi les plans nationaux visant à atteindre tous les objectifs de développement durable, notamment dans le cadre de la coopération Nord-Sud et Sud-Sud et de la coopération triangulaire.	17.9.1 Valeur en dollars des engagements d'aide financière et technique contractés (notamment dans le cadre de la coopération Nord-Sud et Sud-Sud et de la coopération triangulaire) en faveur des pays en développement
17.10 Promouvoir un système commercial multilatéral universel, réglementé, ouvert, non discriminatoire et équitable sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce, notamment grâce à la tenue de négociations dans le cadre du Programme de Doha pour le développement.	17.10.1 Moyenne pondérée des taux de droits de douane
17.11 Accroître nettement les exportations des pays en développement ; en particulier en vue de doubler la part des pays les moins avancés dans les exportations mondiales d'ici à 2020.	17.11.1 Part des pays en développement et des pays les moins avancés dans les exportations mondiales
17.12 Permettre l'accès rapide de tous les pays les moins avancés aux marchés en franchise de droits et hors contingent, conformément aux décisions de l'Organisation mondiale du commerce, notamment en veillant à ce que les règles préférentielles applicables aux importations provenant des pays les moins avancés soient transparentes et simples et facilitent l'accès aux marchés.	17.12.1 Droits de douane moyens appliqués aux pays en développement, aux pays les moins avancés et aux petits États insulaires en développement
17.13 Renforcer la stabilité macroéconomique mondiale, notamment en favorisant la coordination et la cohérence des politiques.	17.13.1 Tableau de bord macroéconomique
17.14 Renforcer la cohérence des politiques de développement durable.	17.14.1 Nombre de pays ayant mis en place des mécanismes pour renforcer la cohérence des politiques de développement durable
17.15 Respecter la marge de manœuvre et l'autorité de chaque pays en ce qui concerne l'élaboration et l'application des politiques d'élimination de la pauvreté et de développement durable.	17.15.1 Recours par les prestataires de la coopération pour le développement à des cadres de résultats et à des outils de planification propres aux pays
17.16 Renforcer le partenariat mondial pour le développement durable, associé à des partenariats multipartites permettant de mobiliser et de partager des savoirs, des connaissances spécialisées, des technologies et des ressources financières, afin d'aider tous les pays, en particulier les pays en développement, à atteindre les objectifs de développement durable.	17.16.1 Nombre de pays faisant état de progrès dans la mise en place de cadres multipartites de suivi de l'efficacité du développement favorisant la réalisation des objectifs de développement durable

17.17 Encourager et promouvoir les partenariats publics, les partenariats public-privé et les partenariats avec la société civile, en faisant fond sur l'expérience acquise et les stratégies de financement appliquées en la matière.	17.17.1 Montant (en dollars des États-Unis) des ressources allouées aux partenariats public-privé et aux partenariats avec la société civile
17.18 D'ici à 2020, apporter un soutien accru au renforcement des capacités des pays en développement, notamment des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement, l'objectif étant de disposer d'un beaucoup plus grand nombre de données de qualité, actualisées et exactes, ventilées par niveau de revenu, sexe, âge, race, appartenance ethnique, statut migratoire, handicap, emplacement géographique et selon d'autres caractéristiques propres à chaque pays.	17.18.1 Proportion d'indicateurs du développement durable établis à l'échelle nationale, ventilés de manière exhaustive en fonction de la cible conformément aux Principes fondamentaux de la statistique officielle
	17.18.2 Nombre de pays dotés d'une législation nationale relative à la statistique conforme aux Principes fondamentaux de la statistique officielle
	17.18.3 Nombre de pays ayant un plan statistique national intégralement financé et en cours de mise en œuvre, par source de financement
17.19 D'ici à 2030, tirer parti des initiatives existantes pour établir des indicateurs de progrès en matière de développement durable qui viendraient compléter le produit intérieur brut, et appuyer le renforcement des capacités statistiques des pays en développement.	17.19.1 Valeur (en dollars) de l'ensemble des ressources allouées au renforcement des capacités statistiques des pays en développement
	17.19.2 Proportion de pays qui a) ont procédé à au moins un recensement de la population et du logement au cours des 10 dernières années, et b) ont atteint un taux d'enregistrement des naissances de 100 % et un taux d'enregistrement des décès de 80 %

Annexe 2. Cartographie des allocations votées et exécutées par ODD

	Investissement/Budget total (%)	Investissement/Budget de l'investissement(%)
ODD 1 : Pas de pauvreté	2,38	46,60
ODD 2 : Faim zéro	0,20	3,84
ODD 3 : Bien-être et Santé	0,30	5,82
ODD 4 : Education de qualité	0,39	7,62
ODD 5 : Egalité entre sexe	1,37	26,79
ODD 6 : Eau propres et assainissement	0,58	11,25
ODD 7 : Energie propre et d'un cout abordable	0,81	15,90
ODD 8 : Travail décent et croissance économique	0,97	18,93
ODD 9 : Industrie innovante et infrastructure	1,17	22,85
ODD 10 : Inégalités réduites	0,80	15,70
ODD 11 : Villes et communautés durables	0,03	0,50
ODD 12 : Consommation et production responsables	1,26	24,66
ODD 13 : Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques	0,52	10,15
ODD 14 : Vie aquatique	0,20	3,97
ODD 15 : Vie terrestre	0,20	3,97
ODD 16 : Paix et institutions efficaces	0,43	8,32
ODD 17 : Partenariat	0,48	9,31
Total	5,11	

Annexe 3. Allocation budgétaire des cibles-ODD priorisées

ODD	Code	Cibles	% d'allocation budgétaire
	1.1	D'ici à 2030, éliminer complètement l'extrême pauvreté dans le monde entier (s'entend actuellement du fait de vivre avec moins de 1,25 dollar par jour).	
	1.3	Mettre en place des systèmes et mesures de protection sociale pour tous, adaptés au contexte national, y compris des socles de protection sociale, et faire en sorte que, d'ici à 2030, une part importante des pauvres et des personnes vulnérables en bénéficient.	2,08
	2.1	D'ici à 2030, éliminer la faim et faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, y compris les nourrissons, ait accès tout au long de l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante	
	2.2	D'ici à 2030, mettre fin à toutes les formes de malnutrition, y compris en réalisant d'ici à 2025 les objectifs arrêtés à l'échelle internationale relatifs aux retards de croissance et à l'émaciation parmi les enfants de moins de 5 ans, et répondre aux besoins nutritionnels des adolescentes, des femmes enceintes ou allaitantes et des personnes âgées	
	3.1	D'ici à 2030, faire passer le taux mondial de mortalité maternelle au-dessous de 70 pour 100 000 naissances vivantes	
	3.2	D'ici à 2030, éliminer les décès évitables de nouveau-nés et d'enfants de moins de 5 ans, tous les pays devant chercher à ramener la mortalité néonatale à 12 pour 1 000 naissances vivantes au plus et la mortalité des enfants de moins de 5 ans à 25 pour 1 000 naissances vivantes au plus	
	3.3	D'ici à 2030, mettre fin à l'épidémie de sida, à la tuberculose, au paludisme et aux maladies tropicales négligées et combattre l'hépatite, les maladies transmises par l'eau et autres maladies transmissibles	0,80
	4.1	D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons suivent, sur un pied d'égalité, un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité, qui débouche sur un apprentissage véritablement utile	2,60
	4.4	D'ici à 2030, augmenter considérablement le nombre de jeunes et d'adultes disposant des compétences, notamment techniques et professionnelles, nécessaires à l'emploi, à l'obtention d'un travail décent et à l'entrepreneuriat	0,17
	4.6	D'ici à 2030, veiller à ce que tous les jeunes et une proportion considérable d'adultes, hommes et femmes, sachent lire, écrire et compter	
	5.1	Mettre fin, dans le monde entier, à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles	
	5.5	Garantir la participation entière et effective des femmes et leur accès en toute égalité aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique	
	6.1	D'ici à 2030, assurer l'accès universel et équitable à l'eau potable, à un coût abordable	0,77
	6.2	D'ici à 2030, assurer l'accès de tous, dans des conditions équitables, à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et mettre fin à la défécation en plein air, en accordant une attention particulière aux besoins des femmes et des filles et des personnes en situation vulnérable	0,06
	7.1	D'ici à 2030, garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables et modernes, à un coût abordable	2,27
	8.1	Maintenir un taux de croissance économique par habitant adapté au contexte national et, en particulier, un taux de croissance annuelle du produit intérieur brut d'au moins 7 % dans les pays les moins avancés	
	8.2	Parvenir à un niveau élevé de productivité économique par la diversification, la modernisation technologique et l'innovation, notamment en mettant l'accent sur les secteurs à forte valeur ajoutée et à forte intensité de main-d'œuvre	

	8.5	D'ici à 2030, parvenir au plein emploi productif et garantir à toutes les femmes et à tous les hommes, y compris les jeunes et les personnes handicapées, un travail décent et un salaire égal pour un travail de valeur égale	0,23
	9.1	Mettre en place une infrastructure de qualité, fiable, durable et résiliente, y compris une infrastructure régionale et transfrontalière, pour favoriser le développement économique et le bien-être de l'être humain, en mettant l'accent sur un accès universel, à un coût abordable et dans des conditions d'équité	1,32
	9.2	Promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et, d'ici à 2030, augmenter nettement la contribution de l'industrie à l'emploi et au produit intérieur brut, en fonction du contexte national, et la multiplier par deux dans les pays les moins avancés	0,45
	10.1	D'ici à 2030, faire en sorte, au moyen d'améliorations progressives, que les revenus des 40 pour cent les plus pauvres de la population augmentent plus rapidement que le revenu moyen national, et ce de manière durable	[redacted]
	10.2	D'ici à 2030, autonomiser toutes les personnes et favoriser leur intégration sociale, économique et politique, indépendamment de leur âge, de leur sexe, de leur handicap, de leur race, de leur appartenance ethnique, de leurs origines, de leur religion ou de leur statut économique ou autre	[redacted]
	10.4	Adopter des politiques, notamment sur les plans budgétaire, salarial et dans le domaine de la protection sociale, et parvenir progressivement à une plus grande égalité	[redacted]
	11.1	D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à un logement et des services de base adéquats et sûrs, à un coût abordable, et assainir les quartiers de taudis	0,14
	11.2	D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à des systèmes de transport sûrs, accessibles et viables, à un coût abordable, en améliorant la sécurité routière, notamment en développant les transports publics, une attention particulière devant être accordée aux besoins des personnes en situation vulnérable, des femmes, des enfants, des personnes handicapées et des personnes âgées	6,55
	11.3	D'ici à 2030, renforcer l'urbanisation durable pour tous et les capacités de planification et de gestion participatives, intégrées et durables des établissements humains dans tous les pays	0,23
	12.2	D'ici à 2030, parvenir à une gestion durable et à une utilisation rationnelle des ressources naturelles	[redacted]
	12.5	D'ici à 2030, réduire considérablement la production de déchets par la prévention, la réduction, le recyclage et la réutilisation	[redacted]
	12.7	Promouvoir des pratiques durables dans le cadre de la passation des marchés publics, conformément aux politiques et priorités nationales	[redacted]
	13.2	Incorporer des mesures relatives aux changements climatiques dans les politiques, les stratégies et la planification nationales	0,12
	14.1	D'ici à 2025, prévenir et réduire nettement la pollution marine de tous types, en particulier celle résultant des activités terrestres, y compris les déchets en mer et la pollution par les nutriments	0,06
	14.4	D'ici à 2020, réglementer efficacement la pêche, mettre un terme à la surpêche, à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et aux pratiques de pêche destructrices et exécuter des plans de gestion fondés sur des données scientifiques, l'objectif étant de rétablir les stocks de poissons le plus rapidement possible, au moins à des niveaux permettant d'obtenir un rendement constant maximal compte tenu des caractéristiques biologiques	0,75
	15.1	D'ici à 2020, garantir la préservation, la restauration et l'exploitation durable des écosystèmes terrestres et des écosystèmes d'eau douce et des services connexes, en particulier les forêts, les zones humides, les montagnes et les zones arides, conformément aux obligations découlant des accords internationaux	0,67
	15.2	D'ici à 2020, promouvoir la gestion durable de tous les types de forêt, mettre un terme à la déforestation, restaurer les forêts dégradées et accroître considérablement le boisement et le reboisement au niveau mondial	0,45

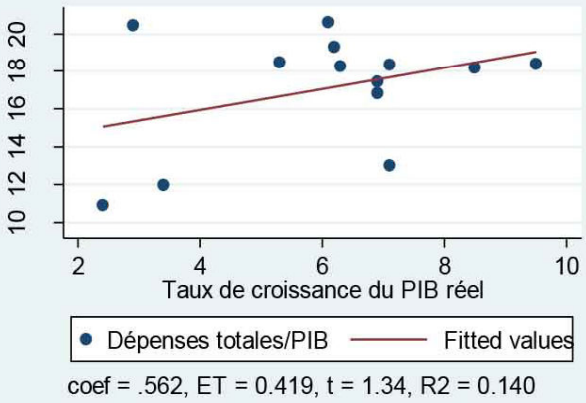
	15.9	D'ici à 2020, intégrer la protection des écosystèmes et de la biodiversité dans la planification nationale, dans les mécanismes de développement, dans les stratégies de réduction de la pauvreté et dans la comptabilité	0,12
	16.1	Réduire nettement, partout dans le monde, toutes les formes de violence et les taux de mortalité qui y sont associés	0,02
	16.5	Réduire nettement la corruption et la pratique des pots-de-vin sous toutes leurs formes	0,03
	16.6	Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux	0,02

Annexe 4. Classification des ODD par ministère

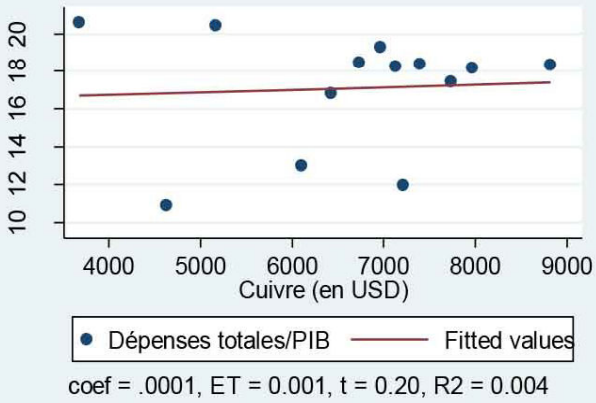
ODD	Cibles
	Prévoyance Sociale, Enseignement Primaire et Secondaire ; Enseignement Technique et Professionnel ; Formation Professionnelle, Métiers et Artisanat ; Sante ; Agriculture ; Pèche et Elevage ; Petites et Moyennes Entreprises ; Solidarité Nationale et Actions Humanitaires ; Infrastructures et Travaux Publics ; Transports et Voies De Communication ; Vice-Primature/Transports et Voies De Communication
	Agriculture
	Sante
	Enseignement Primaire et Secondaire ; Enseignement Technique et Professionnel ; Formation Professionnelle, Métiers et Artisanat
	Genre, Famille et Enfant ; Sante ; Enseignement Primaire et Secondaire ; Enseignement Technique et Professionnel ; Formation Professionnelle, Métiers et Artisanat ; Infrastructures et Travaux Publics; Développement Rural; Droits Humains ; Justice
	Aménagement du Territoire et Rénovation de la Ville; Énergie et Ressources Hydraulique; Développement rural
	Énergie et Ressources Hydraulique; Hydrocarbures; Développement Rural
	Prévoyance Sociale; Emploi et Travail; Petites et Moyennes Entreprises; Industrie; Commerce Extérieur; Infrastructures et Travaux Publics; Mines
	Infrastructures et Travaux Publics; Industrie; Postes, Télécommunications et Nouvelles Technologies de Communication; Transports et Voies de Communication
	Enseignement Primaire et Secondaire ; Enseignement Technique et Professionnel ; Formation Professionnelle, Métiers et Artisanat ; Solidarité Nationale et Actions Humanitaires ; Prévoyance Sociale; Sante; Genre, Famille et Enfant ; Emploi et Travail

	Urbanisme et Habitat; Aménagement du Territoire et Rénovation de la Ville
	Aménagement du Territoire et Rénovation de la Ville; Mines; Hydrocarbures; Agriculture ; Énergie ; Développement Rural ; Industrie
	Environnement et Conservation de la Nature ; Mines; Hydrocarbures; Industrie
	Environnement et Conservation de la Nature ; Pèche et Elevage
	Environnement et Conservation de la Nature ; Pèche et Elevage
	Commission Nationale des Droits de l'Homme; Droits Humains; Réformes Institutionnelles; Justice; Défense; Intérieur et Sécurité; Pouvoir Judiciaire ; Vice-Primature/Intérieur et Sécurité ; Comité National de Suivi de l'Accord de la St Sylvestre ; Présidence de la République ; Primature; Assemblée Nationale ; Sénat ; Fonction Publique ; Genre, Famille et Enfant
	Recherche Scientifique ; Enseignement Supérieur et Universitaire ; Budget ; Finances ; Plan; Affaires Etrangères ; Commerce Extérieur ; Coopération au Développement

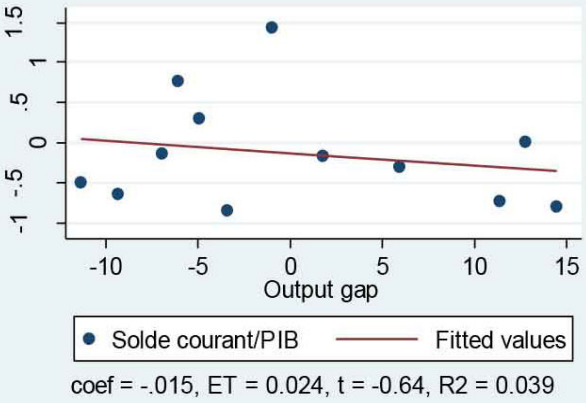
Annexe 5. Cyclicité de la politique budgétaire en RDC



coef = .562, ET = 0.419, t = 1.34, R2 = 0.140



coef = .0001, ET = 0.001, t = 0.20, R2 = 0.004

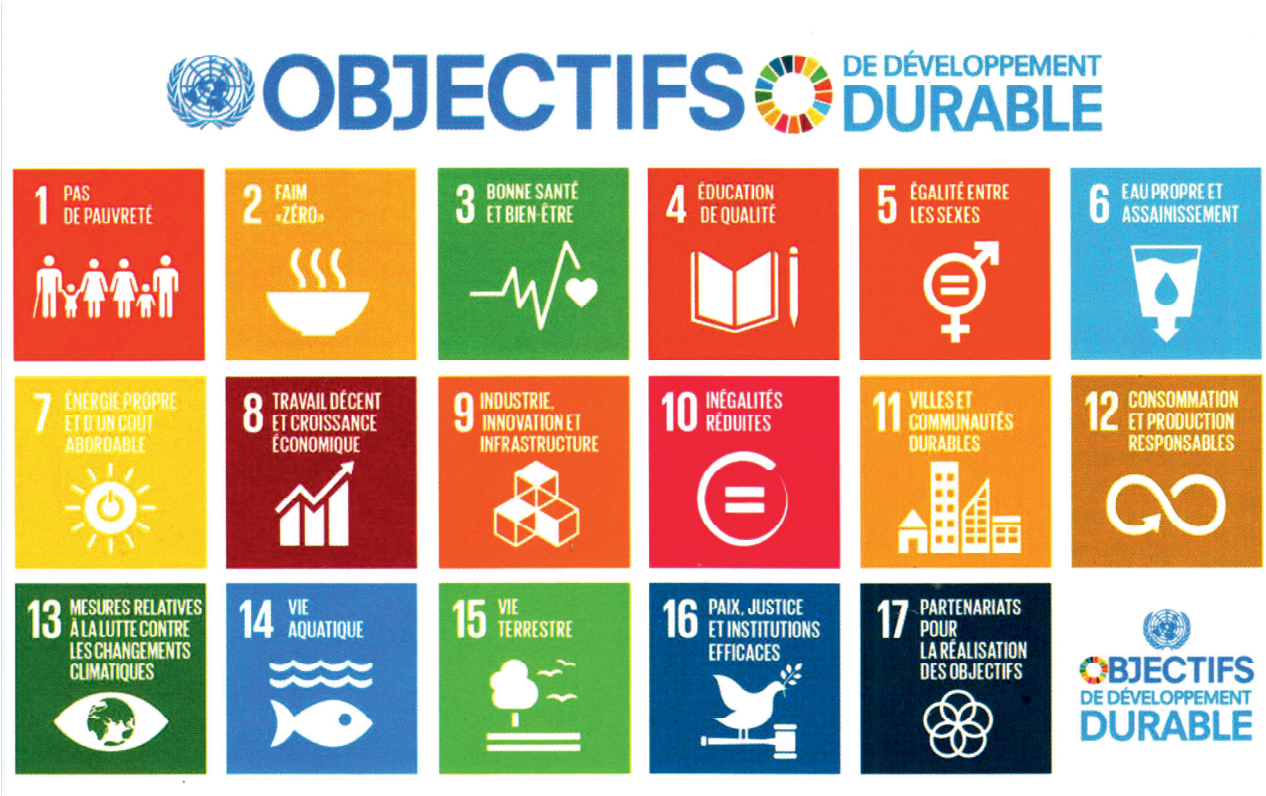


coef = -.015, ET = 0.024, t = -0.64, R2 = 0.039

Annexe 6. Comité d'élaboration

Supervision	
Dominique Sam	Représentant Résident PNUD
Boniface Nakwagelewi ata Deagbo	Directeur Caritas Congo Asbl
Pilotage et coordination technique	
Thadée Barega Lombe	Secrétaire Exécutif Adjoint/ Caritas Congo Asbl
Ernest BAMOU	Economiste Principal, PNUD-RDC
Jean AMISI Mutumbi Kalongania	Economiste National, PNUD-RDC
Equipe de rédaction	
Oasis KODILA TEDIKA	Consultant
Comité de relecture	
Thadée Barega Lombe	Secrétaire Exécutif Adjoint/ Caritas Congo Asbl
Jean AMISI Mutumbi Kalongania	Economiste National, PNUD-RDC
Equipe de validation	
Célestin Birere	Direction Budgétisation et Programmation/Ministère du Plan
Modeste N. Kakanda	Expert l'Observatoire Congolais du Développement Durable (OCDD)
Alexis Ferraza	Financier, OCDD
Akim Ntambwe	DEP, Ministère du Budget
Popol Mukoko	DEP, Ministère des Finances
Secrétariat technique, logistique et administration	
Asmini BWEBWE	Program Associate/Politic and Strategy Unit/PNUD

Imprimé par
PRINTING HOUSE
Imprimerie-Serigraphie-Panneaux publicitaires
+243 85 180 81 00 - +243 99 99 80 633


OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE
1 PAS DE PAUVRETÉ
2 FAIM «ZÉRO»
3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE
4 ÉDUCATION DE QUALITÉ
5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES
6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT
7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE
8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE
9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE
10 INÉGALITÉS RÉDUITES
11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES
12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES
13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
14 VIE AQUATIQUE
15 VIE TERRESTRE
16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES
17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS
OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE